
LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS
WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

**MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES,
DU COMMERCE EXTERIEUR
ET DE LA COOPERATION AU DEVELOPPEMENT**

F. 97 — 2638

[C - 97/15109]

3 AVRIL 1997. — Loi portant assentiment à l'Accord de partenariat et de coopération entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et l'Ukraine, d'autre part, et Annexes I à V, Protocole, Acte final et Déclarations, faits à Luxembourg le 14 juin 1994 (1)

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 77 de la Constitution.

**MINISTERIE VAN BUITENLANDSE ZAKEN,
BUITENLANDSE HANDEL
EN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING**

N. 97 — 2638

[C - 97/15109]

3 APRIL 1997. — Wet houdende instemming met de Partnerschaps- en Samenwerkingsovereenkomst tussen de Europese Gemeenschappen en hun Lid-Staten, enerzijds, en Oekraïne, anderzijds, de Bijlagen I tot V, het Protocol, de Slotakte en de Verklaringen, gedaan te Luxemburg op 14 juni 1994 (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 77 van de Grondwet.

(1) Voir note à la page suivante.

(1) Zie noot op de volgende bladzijde.

Art. 2. L'Accord de partenariat et de coopération entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et l'Ukraine, d'autre part, les Annexes I, II, III, IV et V, le Protocole, et l'Acte final, faits à Luxembourg le 14 juin 1994, sortiront leur plein et entier effet.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Châteauneuf-de-Grasse, le 3 avril 1997.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires étrangères,
E. DERYCKE

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,
S. DE CLERCK

Accord de partenariat et de coopération entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et l'Ukraine, d'autre part

Accord de partenariat et de coopération

établissant un partenariat entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et l'Ukraine, d'autre part

le Royaume de Belgique,
le Royaume du Danemark,
la République fédérale d'Allemagne,
la République hellénique,
le Royaume d'Espagne,
la République française,
l'Irlande,
la République italienne,
le Grand-Duché de Luxembourg,
le Royaume des Pays-Bas,
la République portugaise,
le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord,
parties contractantes au traité instituant la Communauté européenne, au traité instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier et au traité instituant la Communauté européenne de l'énergie atomique,

ci-après dénommés les "Etats membres", et

LA COMMUNAUTE EUROPEENNE, LA COMMUNAUTE EUROPEENNE DU CHARBON ET DE L'ACIER ET LA COMMUNAUTE EUROPEENNE DE L'ENERGIE ATOMIQUE,

ci-après dénommées "la Communauté",
d'une part, et

L'UKRAINE,

d'autre part,

TENANT COMPTE du souhait des parties d'établir des relations étroites renforçant les liens historiques qui les unissent;

Art. 2. De Partnerschaps en Samenwerkingsovereenkomst tussen de Europese Gemeenschappen en hun Lid-Staten, enerzijds, en Oekraïne, anderzijds, de Bijlagen I, II, III, IV en V, het Protocol en de Slotakte, gedaan te Luxemburg op 14 juni 1994, zullen volkomen uitwerking hebben.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Châteauneuf-de-Grasse, 3 april 1997.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Buitenlandse Zaken,
E. DERYCKE

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,
S. DE CLERCK

Partnerschaps- en Samenwerkingsovereenkomst tussen de Europese Gemeenschappen en hun Lid-Staten, enerzijds, en Oekraïne, anderzijds

Partnerschaps- en Samenwerkingsovereenkomst

waarbij een partnerschap tot stand wordt gebracht tussen de Europese Gemeenschappen en hun Lid-Staten, enerzijds, en Oekraïne, anderzijds,

Het Koninkrijk België,
Het Koninkrijk Denemarken,
De Bondsrepubliek Duitsland,
De Helleense Republiek,
Het Koninkrijk Spanje,
De Franse Republiek,
Ierland,
De Italiaanse Republiek,
Het Groothertogdom Luxemburg,
Het Koninkrijk der Nederlanden,
De Portugese Republiek,

Het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland,
Verdragsluitende Partijen bij het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap, het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap voor Kolen en Staal en het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap voor Atoomenergie,

hierna "Lid-Staten" te noemen, en

DE EUROPESE GEMEENSCHAP, DE EUROPESE GEMEENSCHAP VOOR KOLEN EN STAAL EN DE EUROPESE GEMEENSCHAP VOOR ATOOMENERGIE,

hierna "de Gemeenschap" te noemen,
enerzijds, en

OEKRAÏNE,

anderzijds,

REKENING HOUDENDE met de wens van de Partijen om, uitgaande van de bestaande historische banden, nauwe betrekkingen tot stand te brengen,

(1) *Session 1995-1996.*

Sénat :

Documents. — Projet de loi déposé le 30 août 1996, n° 1-409/1.

Session 1996-1997.

Documents. — Rapport, n° 1-409/2. — Texte adopté en Commission, n° 1-409/3.

Annales parlementaires. — Discussion et vote. Séance du 21 novembre 1996.

Séance 1996-1997.

Chambre des représentants :

Documents. — Projet transmis par le Sénat, n° 790/1.

Annales parlementaires. — Discussion. Séance du 8 janvier 1997. — Vote. Séance du 9 janvier 1997.

(1) *Zitting 1995-1996.*

Senaat :

Documenten. — Ontwerp van wet ingediend op 30 augustus 1996, nr. 1-409/1.

Zitting 1996-1997.

Documenten. — Verslag, nr. 1-409/2. — Tekst aangenomen in Commissie, nr. 1-409/3.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking en stemming. Vergadering van 21 november 1996.

Zitting 1996-1997.

Kamer van volksvertegenwoordigers :

Documenten. — Tekst overgezonden door de Senaat, nr. 790/1.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking. Vergadering van 8 januari 1997. — Stemming. Vergadering van 9 januari 1997.

CONSIDERANT qu'il importe de renforcer les liens de coopération entre la Communauté, ses États membres et l'Ukraine et les valeurs communes qu'ils partagent;

RECONNAISSANT que la Communauté et l'Ukraine souhaitent renforcer ces liens et établir un partenariat et une coopération qui consolideraient et étendraient les relations précédemment établies, notamment par l'accord entre la Communauté économique européenne et la Communauté européenne de l'énergie atomique et l'Union des républiques socialistes soviétiques concernant le commerce et la coopération économique et commerciale, signé le 18 décembre 1989;

CONSIDERANT l'engagement de la Communauté, de ses États membres et de l'Ukraine de renforcer les libertés politiques et économiques qui constituent le fondement même du partenariat;

CONSIDERANT l'engagement des parties de promouvoir la paix et la sécurité internationales et le règlement pacifique des conflits et de coopérer à cette fin dans le cadre des Nations unies et de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe;

CONSIDERANT que la Communauté, ses États membres et l'Ukraine se sont fermement engagés à mettre intégralement en oeuvre toutes les dispositions et tous les principes contenus dans l'Acte final de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE), dans les documents de clôture des conférences de juin de Madrid et de Vienne, dans le document de la Conférence CSCE de Bonn sur la coopération économique, dans la Charte de Paris pour une nouvelle Europe et dans le document "Les défis du changement" de la CSCE d'Helsinki de 1992;

RECONNAISSANT dans ce contexte que le soutien de l'indépendance, de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de l'Ukraine contribuera à sauvegarder la paix et la stabilité dans la région d'Europe centrale et orientale ainsi que sur l'ensemble du continent européen;

CONFIRMANT l'attachement de la Communauté, de ses États membres et de l'Ukraine à la Charte européenne de l'énergie et à la Déclaration de la conférence de Lucerne d'avril 1993;

CONVAINCUS de l'importance capitale de l'État de droit et du respect des droits de l'homme, notamment de ceux des minorités, de la mise en place d'un système fondé sur le multipartisme et des élections libres et démocratiques et de la libéralisation économique visant à instaurer une économie de marché;

ESTIMANT qu'il existe un lien nécessaire entre, d'une part, la mise en oeuvre intégrale du partenariat et, d'autre part, la poursuite par l'Ukraine de ses réformes politiques, économiques et juridiques en vue de leur accomplissement effectif, ainsi que l'introduction des facteurs nécessaires à la coopération, notamment à la lumière des conclusions de la Conférence CSCE de Bonn;

DESIREUX d'encourager le processus de coopération régionale dans les domaines couverts par le présent accord avec les pays limitrophes en vue de promouvoir la prospérité et la stabilité de la région;

DESIREUX d'établir et de développer un dialogue politique régulier sur les questions bilatérales et internationales d'intérêt commun;

RECONNAISSANT ET APPUYANT le souhait de l'Ukraine d'établir une coopération étroite avec les institutions européennes;

TENANT COMPTE de la volonté de la Communauté de développer la coopération économique et de fournir une assistance technique, selon les besoins, à la mise en oeuvre de la réforme économique en Ukraine;

SACHANT que l'accord peut favoriser un rapprochement progressif entre l'Ukraine et une zone plus vaste de coopération en Europe et dans les régions limitrophes ainsi que l'intégration progressive de l'Ukraine dans le système commercial international ouvert;

CONSIDERANT que les parties se sont engagées à libéraliser les échanges, sur la base des principes contenus dans l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT), tel que modifié par l'Uruguay Round;

CONSCIENTS de la nécessité d'améliorer les conditions affectant le commerce et les investissements, ainsi que les conditions dans des domaines tels que la création d'entreprises, l'emploi, la prestation de services et la circulation des capitaux;

SALUANT ET RECONNAISSANT l'importance des efforts de l'Ukraine pour passer d'une économie planifiée de pays à commerce d'État à une économie de marché;

CONVAINCUS que le progrès permanent vers une économie de marché sera encouragé par la coopération entre les parties dans les formes définies par le présent accord;

CONVAINCUS que le présent accord créera entre les parties un climat nouveau pour leurs relations économiques, notamment pour le développement du commerce et des investissements, instruments essentiels de la restructuration économique et de la modernisation technologique;

GELET op het belang van het ontwikkelen van samenwerkingsbanden tussen de Gemeenschap, haar Lid-Staten en Oekraïne, en hun gemeenschappelijke waarden,

ERKENNENDE dat de Gemeenschap en Oekraïne deze banden wensen te verstevigen en partnerschap en samenwerking tot stand willen brengen om te komen tot versterking en verbreding van de betrekkingen die in het verleden zijn aangeknoopt, inzonderheid bij de op 18 december 1989 ondertekende Overeenkomst tussen de Europese Economische Gemeenschap en de Europese Gemeenschap voor Atoomenergie en de Unie van Socialistische Sovjetrepublieken inzake handel en commerciële en economische samenwerking,

GELET op de verbintenis van de Gemeenschap en haar Lid-Staten en van Oekraïne tot versterking van de politieke en economische vrijheden, die de grondslag van het partnerschap vormen,

GELET op de verbintenis van de Partijen om de internationale vrede en veiligheid en de vreedzame oplossing van geschillen te bevorderen, en om op dit gebied samen te werken in het kader van de Verenigde Naties en de Conferentie over Veiligheid en Samenwerking in Europa,

GELET op de vaste verbintenis van de Gemeenschap en haar Lid-Staten en van Oekraïne tot volledige uitvoering van alle beginselen en bepalingen van de Slotakte van de Conferentie over Veiligheid en Samenwerking in Europa (CVSE), de slotdocumenten van de vervolgvergaderingen van Madrid en Wenen, het document van de CVSE-Conferentie van Bonn betreffende economische samenwerking, het Handvest van Parijs voor een Nieuw Europa en het CVSE-document van Helsinki 1992 "Uitdagingen van het Veranderingsproces",

ERKENNENDE in dit verband dat ondersteuning van de onafhankelijkheid, soevereiniteit en territoriale integriteit van Oekraïne zal bijdragen tot de instandhouding van vrede en stabiliteit in Midden- en Oost-Europa en in Europa als geheel,

BEVESTIGENDE het grote belang dat de Gemeenschap en haar Lid-Staten en Oekraïne hechten aan het Europees Energiehandvest en aan de Verklaring van de Conferentie van Luzern van april 1993,

OVERTUIGD van het allesoverheersende belang van de beginselen van de rechtsstaat en de eerbiediging van de mensenrechten, inzonderheid de rechten van minderheden, de totstandbrenging van een meerpartijstelsel met vrije en democratische verkiezingen, en economische liberalisering met het oog op de totstandbrenging van een markteconomie;

VAN OORDEEL ZIJNDE dat er een noodzakelijk verband is tussen de volledige uitvoering van het partnerschap, enerzijds, en de voortzetting van de concrete verwezenlijking van hervormingen in Oekraïne op politiek, economisch en juridisch vlak, anderzijds, en de invoering van de factoren die vereist zijn voor samenwerking, met name in het licht van de conclusies van de CVSE-Conferentie van Bonn,

VERLANGENDE het proces van regionale samenwerking met de buurlanden op de door deze Overeenkomst bestreken gebieden te stimuleren om welvaart en stabiliteit in deze regio te bevorderen,

VERLANGENDE regelmatige politieke dialoog over bilaterale en internationale vraagstukken van wederzijds belang tot stand te brengen en te ontwikkelen,

ERKENNENDE EN INSTEMMENDE met de wens van Oekraïne hechte samenwerking met Europese instellingen tot stand te brengen,

REKENING HOUDENDE met het feit dat de Gemeenschap bereid is tot het ontplooiën van economische samenwerking en passende technische bijstand te verlenen voor de uitvoering van economische hervormingen in Oekraïne,

HERINNEREND aan het nut van de Overeenkomst voor het bevorderen van geleidelijke toenadering tussen Oekraïne en een uitgestrekt samenwerkingsgebied in Europa en naburige regio's, en de geleidelijke integratie van Oekraïne in het open internationaal handelssysteem,

GELET op de verbintenis van de Partijen tot vrijmaking van de handel op grond van de beginselen die zijn vervat in de Algemene Overeenkomst betreffende Tarieven en Handel, als gewijzigd bij de Uruguay-Ronde,

ZICH BEWUST ZIJNDE van de noodzaak verbetering te brengen in de voorwaarden voor bedrijfsleven en investeringen, en de voorwaarden voor, onder andere, de vestiging van ondernemingen, werknemers, het verrichten van diensten en kapitaalverkeer,

OP PRIJS STELLENDE EN ERKENNENDE het belang van de inspanningen die Oekraïne zich getroost om de overgang van een economie met staatshandel en centrale planning naar een markteconomie te bewerkstelligen,

ERVAN OVERTUIGD ZIJNDE dat verdere vooruitgang in de richting van een markteconomie zal worden begunstigd door de in deze Overeenkomst opgenomen vormen van samenwerking tussen de Partijen,

ERVAN OVERTUIGD ZIJNDE dat deze Overeenkomst een nieuw klimaat zal scheppen voor de economische betrekkingen tussen de Partijen, en vooral voor de ontwikkeling van handel en investeringen, die onontbeerlijk zijn voor economische herstructurering en technologische modernisering,

DESIREUX d'instaurer une coopération étroite dans le domaine de la protection de l'environnement compte tenu de l'interdépendance existant en cette matière entre les parties;

SACHANT que les parties ont l'intention de développer leur coopération dans le domaine des sciences et technologies civiles, y compris la recherche spatiale, en vue d'assurer la complémentarité de leurs activités dans ce domaine;

DESIREUX d'instaurer une coopération culturelle et de développer les échanges d'informations,

SONT CONVENUS DES DISPOSITIONS QUI SUIVENT :

Article 1er

Un partenariat est établi entre la Communauté et ses Etats membres, d'une part, et l'Ukraine, d'autre part. Ses objectifs sont les suivants :

- fournir un cadre approprié au dialogue politique entre les parties afin de permettre le développement de relations politiques étroites entre elles;

- développer les échanges, les investissements et les relations économiques harmonieuses entre les parties afin de favoriser leur développement durable;

- fournir une base pour une coopération mutuellement avantageuse dans les domaines économique, social, financier, des sciences et technologies civiles et de la coopération culturelle;

- soutenir les efforts accomplis par l'Ukraine pour consolider sa démocratie, développer son économie et mener à son terme son processus de transition vers une économie de marché.

TITRE Ier. — Principes généraux

Article 2

Le respect des principes démocratiques et des droits de l'homme consacrés notamment par l'Acte final d'Helsinki et la Charte de Paris pour une nouvelle Europe, ainsi que des principes de l'économie de marché, énoncés notamment dans les documents de la Conférence CSCE de Bonn, inspire les politiques intérieures et extérieures des parties et constitue un élément essentiel du partenariat et du présent accord.

Article 3

Les parties considèrent qu'il est essentiel pour la prospérité et la stabilité futures de la région de l'ancienne Union soviétique que les nouveaux Etats indépendants issus de la dissolution de l'Union des républiques socialistes soviétiques (ci-après dénommés "Etats indépendants") maintiennent et développent leur coopération conformément aux principes de l'Acte final d'Helsinki et au droit international, ainsi que des relations de bon voisinage, et uniront tous leurs efforts pour favoriser ce processus.

Compte tenu de ce qui précède, les parties considèrent que le développement de leurs relations doit tenir dûment compte du souhait de l'Ukraine de maintenir des relations de coopération avec les autres Etats indépendants.

Article 4

Les parties s'engagent à envisager, notamment lorsque l'Ukraine aura progressé dans son processus de réformes économiques, un développement des dispositions des titres pertinents du présent accord, en particulier du titre III et de l'article 49, en vue d'établir entre elles une zone de libre-échange. Le conseil de coopération peut faire à ce sujet des recommandations aux parties. Ces ajouts n'entreront en vigueur qu'en vertu d'un accord entre les parties, conformément à leurs procédures respectives. Les parties se consulteront en 1998 et examineront si les circonstances, particulièrement les progrès réalisés par l'Ukraine dans ses réformes orientées vers une économie de marché et les conditions économiques y prévalant à ce moment, permettent l'ouverture de négociations sur l'instauration d'une zone de libre-échange.

Article 5

Les parties s'engagent à examiner ensemble, d'un commun accord, les modifications qu'il pourrait être nécessaire d'apporter à toute partie du présent accord compte tenu d'un changement de circonstances, notamment de l'adhésion de l'Ukraine au GATT. Le premier examen aura lieu trois ans après l'entrée en vigueur du présent accord ou au moment où l'Ukraine deviendra partie contractante à l'accord du GATT, si cet événement est antérieur au précédent.

VERLANGENDE nauwe samenwerking op het gebied van milieu-bescherming tot stand te brengen, gezien de onderlinge afhankelijkheid van de Partijen op dit gebied,

IN GEDACHTEN HOUDENDE dat de Partijen voornemens zijn hun samenwerking op het gebied van civiele wetenschap en technologie, met inbegrip van ruimteonderzoek, te ontwikkelen, gelet op het complementair karakter van hun activiteiten op dit gebied,

VERLANGENDE culturele samenwerking tot stand te brengen en de doorstroming van informatie te verbeteren,

ZIJN ALS VOLGT OVEREENGEKOMEN :

Artikel 1

Er wordt een partnerschap tot stand gebracht tussen de Gemeenschap en haar Lid-Statens, enerzijds, en Oekraïne, anderzijds. Dit partnerschap heeft ten doel :

- een passend kader voor de politieke dialoog tussen de Partijen tot stand te brengen met het oog op de bevordering van nauwe politieke betrekkingen;

- handel en investeringen en harmonische economische betrekkingen tussen de Partijen te bevorderen en aldus hun duurzame ontwikkeling te stimuleren;

- de grondslag te leggen voor economische, sociale, financiële, civiele wetenschappelijke en technologische alsmede culturele samenwerking die voor beide Partijen voordeel oplevert;

- de inspanningen van Oekraïne om haar democratie te consolideren, haar economie te ontwikkelen en de overgang naar een markteconomie te voltooien, te ondersteunen.

TITEL I. — Algemene beginselen

Artikel 2

De eerbiediging van de democratische beginselen en de mensenrechten, inzonderheid als vastgelegd in de Slotakte van Helsinki en het Handvest van Parijs voor een Nieuw Europa, alsmede de beginselen van de markteconomie, waaronder de beginselen die zijn opgenomen in de documenten van de CVSE-Conferentie van Bonn, vormen de grondslag van het binnenlands en buitenlands beleid van de Partijen en zijn een essentieel onderdeel van het partnerschap en van deze Overeenkomst.

Artikel 3

De Partijen zijn van oordeel dat het van wezenlijk belang is voor de toekomstige welvaart en stabiliteit van het gebied van de voormalige Sovjet-Unie, dat de nieuwe onafhankelijke staten die als gevolg van de ontbinding van de Unie van Socialistische Sovjetrepublieken zijn ontstaan (hierna "Onafhankelijke Staten" te noemen), de onderlinge samenwerking in stand houden en ontwikkelen overeenkomstig de beginselen van de Slotakte van Helsinki en het Volkenrecht en in een geest van goede nabuurschap, en alles in het werk stellen om dit proces te stimuleren.

De Partijen menen in het licht van het bovenstaande, dat bij de ontwikkeling van hun betrekkingen terdege rekening moet worden gehouden met de wens van Oekraïne om samenwerkingsrelaties met andere Onafhankelijke Staten te onderhouden.

Artikel 4

De Partijen verbinden zich ertoe, met name wanneer Oekraïne verder gevorderd zal zijn in het economisch hervormingsproces, ontwikkelingen in het kader van de desbetreffende titels van deze Overeenkomst, in het bijzonder titel III en artikel 49 te bekijken met het oog op het tot stand brengen van een onderlinge vrijhandelszone. De Samenwerkingsraad kan de Partijen aanbevelingen met betrekking tot deze ontwikkelingen doen. Aan deze ontwikkelingen wordt slechts uitvoering gegeven in een overeenkomst tussen de Partijen in overeenstemming met hun onderscheiden procedures. De Partijen plegen in 1998 overleg om na te gaan of de omstandigheden, inzonderheid met betrekking tot de vorderingen van Oekraïne op het gebied van marktgerichte economische hervormingen en de op dat ogenblik aldaar heersende economische omstandigheden, van dien aard zijn dat kan worden begonnen met onderhandelingen over de totstandbrenging van een vrijhandelszone.

Artikel 5

De Partijen verbinden zich ertoe samen, in onderlinge overeenstemming, na te gaan welke wijzigingen eventueel in een onderdeel van de Overeenkomst dienen te worden aangebracht in verband met gewijzigde omstandigheden, inzonderheid de situatie als gevolg van de toetreding van Oekraïne tot de GATT. Het eerste onderzoek vindt plaats drie jaar na de inwerkingtreding van deze Overeenkomst, of wanneer Oekraïne Overeenkomstsluitende Partij bij de GATT wordt, indien dat eerder plaatsvindt.

TITRE II. — *Dialogue politique*

Article 6

Un dialogue politique régulier est instauré entre les parties qu'elles entendent développer et renforcer. Il accompagne et consolide le rapprochement de la Communauté et de l'Ukraine, appuie les changements politiques et économiques en cours dans ce pays et contribue à créer de nouvelles formes de coopération.

Le dialogue politique :

- renforcera les liens entre l'Ukraine et la Communauté et, partant, la communauté des nations démocratiques. La convergence économique réalisée grâce au présent accord entraînera une intensification des relations politiques;

- entraînera une plus grande convergence des positions sur les questions internationales d'intérêt mutuel, augmentant ainsi la sécurité et la stabilité;

- encouragera les parties à coopérer sur les questions relatives au renforcement de la stabilité et de la sécurité en Europe, au respect des principes de la démocratie, au respect et à la promotion des droits de l'homme, particulièrement de ceux des minorités, et à se consulter, si nécessaire, sur ces questions.

Article 7

Lorsqu'il y a lieu, les consultations sont organisées entre les parties au plus haut niveau politique.

Au niveau ministériel, le dialogue politique se déroule au sein du conseil de coopération institué par l'article 85 ou à d'autres occasions, d'un commun accord, avec la troïka de l'Union.

Article 8

D'autres procédures et mécanismes de dialogue politique sont mis en place par les parties par l'établissement de contacts appropriés, d'échanges et de consultations, notamment sous les formes suivantes :

- réunions régulières de hauts fonctionnaires représentant l'Ukraine, d'une part, et la Communauté, d'autre part;

- pleine utilisation des voies diplomatiques entre les parties, notamment par des contacts appropriés dans un cadre bilatéral ou multilatéral, à l'occasion par exemple des réunions des Nations unies, de la CSCE ou autres;

- échange régulier d'informations sur les questions d'intérêt mutuel concernant la coopération politique en Europe;

- tous autres moyens qui pourraient contribuer à consolider et développer le dialogue politique.

Article 9

Le dialogue politique au niveau parlementaire se déroule au sein de la Commission parlementaire de coopération qui sera mise en place conformément à l'article 90 du présent accord.

TITRE III. — *Echanges de marchandises*

Article 10

1. Les parties s'accordent mutuellement le traitement de la nation la plus favorisée, conformément à l'article 1er, paragraphe 1er du GATT.

2. Les dispositions du paragraphe 1er ne s'appliquent pas :

a) aux avantages octroyés dans le but de créer une union douanière ou une zone de libre-échange ou découlant de la création d'une telle union ou zone;

b) aux avantages octroyés à certains pays conformément au GATT et à d'autres accords internationaux en faveur des pays en développement;

c) aux avantages accordés aux pays limitrophes en vue de faciliter le trafic frontalier.

Article 11

1. Les parties conviennent que le principe de la liberté de transit des marchandises est une condition essentielle pour réaliser les objectifs du présent accord.

A cet égard, chaque partie garantit le transit sans restrictions, via ou à travers son territoire, des marchandises originaires du territoire douanier ou destinées au territoire douanier de l'autre partie.

2. Les règles visées à l'article V, paragraphes 2, 3, 4, et 5 du GATT sont applicables entre les deux parties.

TITEL II. — *Politieke dialoog*

Artikel 6

Er wordt een regelmatige politieke dialoog tot stand gebracht tussen de Partijen, die zal worden ontwikkeld en geïntensiveerd. Deze dialoog begeleidt en consolideert het proces waarbij de Gemeenschap en Oekraïne nader tot elkaar komen, ondersteunt de politieke en economische veranderingen die in Oekraïne aan de gang zijn en draagt bij tot de totstandkoming van nieuwe vormen van samenwerking.

De politieke dialoog strekt ertoe :

- de banden van Oekraïne met de Gemeenschap, en aldus met de gemeenschap van democratische naties, te versterken; de economische convergentie die door middel van deze Overeenkomst wordt bewerkstelligd, zal leiden tot hechtere politieke betrekkingen;

- de standpunten over internationale vraagstukken van wederzijds belang nader tot elkaar te brengen en aldus meer veiligheid en stabiliteit te bewerkstelligen;

- ervoor te zorgen dat de Partijen streven naar samenwerking voor aangelegenheden op het gebied van de versterking van stabiliteit en veiligheid in Europa, de naleving van de democratische beginselen, de eerbiediging en bevordering van de mensenrechten, vooral die van minderheden, waarbij zo nodig overleg wordt gepleegd over de desbetreffende aangelegenheden.

Artikel 7

Het nodige overleg tussen de Partijen vindt plaats op het hoogste politieke niveau.

Op ministerieel niveau vindt de dialoog plaats in het kader van de bij artikel 85 opgerichte Samenwerkingsraad en bij andere gelegenheden, in onderlinge overeenstemming, ook met de trojka van de Unie.

Artikel 8

De Partijen voorzien in andere procedures en regelingen voor politieke dialoog door het tot stand brengen van passende contacten, uitwisselingen en overleg, met name in de volgende vormen :

- regelmatige vergaderingen tussen vertegenwoordigers van Oekraïne en vertegenwoordigers van de Gemeenschap op het niveau van hoge ambtenaren;

- het optimaal gebruik maken van alle diplomatieke kanalen tussen de Partijen, met inbegrip van passende contacten op bilateraal en multilateraal vlak, onder meer bij de Verenigde Naties, op CVSE-vergaderingen en elders;

- het regelmatig uitwisselen van informatie over aangelegenheden van wederzijds belang met betrekking tot de politieke samenwerking in Europa;

- alle andere middelen die bijdragen tot het consolideren en ontwikkelen van de politieke dialoog.

Artikel 9

Op parlementair niveau vindt de politieke dialoog plaats in het kader van het bij artikel 90 opgerichte Parlementair Samenwerkingscomité.

TITEL III. — *Goederenverkeer*

Artikel 10

1. De Partijen passen ten aanzien van elkaar de meestbegunstigingsregeling toe overeenkomstig het bepaalde in artikel 1, lid 1, van de GATT.

2. De bepalingen van lid 1 zijn niet van toepassing op :

a) voordelen die met het oog op de oprichting van een douane-unie of vrijhandelszone of ingevolge de oprichting van een dergelijke unie of zone worden toegekend;

b) voordelen die aan bepaalde landen worden toegekend overeenkomstig de GATT en andere internationale regelingen ten gunste van ontwikkelingslanden;

c) voordelen die aan buurlanden worden toegekend ten einde het grensverkeer te vergemakkelijken.

Artikel 11

1. De Partijen zijn het erover eens dat het beginsel van de vrije doorvoer van goederen een essentiële voorwaarde is voor het bereiken van de doelstellingen van deze Overeenkomst.

Met het oog hierop waarborgt elke Partij de vrije doorgang over zijn grondgebied van goederen die van oorsprong zijn uit of bestemd zijn voor het douanegebied van de andere Partij.

2. De in artikel V, leden 2, 3, 4 en 5 van de GATT vastgestelde regels zijn tussen de twee Partijen van toepassing.

3. Les règles du présent article s'appliquent sans préjudice de toute autre règle spéciale relative à des secteurs spécifiques, en particulier les transports, ou à des produits, convenue entre les parties.

Article 12

Les dispositions de l'article 10 paragraphe 1er et de l'article 11 paragraphe 2 ne sont pas applicables, pendant une période de transition expirant le 31 décembre 1998 ou au moment de l'adhésion de l'Ukraine au GATT, si cet événement est antérieur à la date citée, aux avantages définis à l'annexe I octroyés par l'Ukraine aux autres Etats indépendants à partir du jour précédant la date d'entrée en vigueur de l'accord.

Article 13

Sans préjudice des droits et obligations découlant des conventions internationales sur l'admission temporaire de marchandises qui lient les deux parties, chaque partie octroie à l'autre partie l'exemption des droits et taxes d'importation sur les marchandises admises temporairement, dans les cas et conformément aux procédures stipulées par toute autre convention internationale en la matière qui la lie, conformément à sa législation. Il sera tenu compte des conditions dans lesquelles les obligations découlant d'une telle convention ont été acceptées par la partie en question.

Article 14

Les marchandises originaires, respectivement, d'Ukraine et de la Communauté sont importées, respectivement, dans la Communauté et en Ukraine en dehors de toute restriction quantitative, sans préjudice des articles 18, 21, 22 et de l'annexe II du présent accord, et des articles 77, 81, 244, 249 et 280 de l'Acte d'adhésion de l'Espagne et du Portugal à la Communauté.

Article 15

1. Les produits du territoire d'une partie importés dans le territoire de l'autre partie ne sont soumis, directement ou indirectement, à aucune taxe ou imposition intérieure supérieure à celles qui s'appliquent, directement ou indirectement, à des produits nationaux similaires.

2. En outre, ces produits bénéficient d'un traitement non moins favorable que celui accordé à des produits similaires d'origine nationale en vertu de lois, réglementations et prescriptions concernant leur vente intérieure, leur offre à la vente, leur achat, leur transport, leur distribution ou leur utilisation. Le présent paragraphe n'exclut pas l'application de droits de transport intérieurs différenciés fondés exclusivement sur l'exploitation économique du moyen de transport et non sur la nationalité du produit.

Article 16

Les articles suivants du GATT sont applicables mutatis mutandis entre les deux parties :

- 1) article VII, paragraphes 1er, 2, 3, 4a, 4b, 4d, 5,
- 2) article VIII;
- 3) article IX;
- 4) article X.

Article 17

Les marchandises sont échangées entre les parties aux prix du marché.

Article 18

1. Lorsque les importations d'un produit donné dans le territoire de l'une des parties augmentent dans des proportions et des conditions telles qu'elles causent ou risquent de causer un préjudice grave aux producteurs nationaux de produits similaires ou directement concurrentiels, la Communauté ou l'Ukraine, selon le cas, peuvent prendre des mesures appropriées dans les conditions et selon les procédures suivantes.

2. Avant de prendre des mesures ou, dès que possible, dans les cas auxquels s'applique le paragraphe 4, la Communauté ou l'Ukraine, selon le cas, fournit au Comité de coopération toutes les informations utiles en vue de rechercher une solution acceptable pour les deux parties.

3. Si, à la suite des consultations, les parties ne parviennent pas à s'accorder, dans les 30 jours suivant la notification au Comité de coopération, sur les actions à entreprendre pour remédier à la situation, la partie ayant demandé les consultations est libre de limiter les importations des produits concernés dans la mesure et pendant la durée nécessaires pour empêcher ou réparer le préjudice, ou d'adopter toute autre mesure appropriée.

3. De bepalingen van dit artikel doen geen afbreuk aan de tussen de Partijen overeengekomen bijzondere regelingen voor specifieke sectoren, zoals vervoer, of produkten.

Artikel 12

De bepalingen van artikel 10, lid 1, en artikel 11, lid 2, zijn gedurende een overgangperiode die eindigt op 31 december 1998, dan wel, indien dit eerder is, op de datum van toetreding van Oekraïne tot de GATT, niet van toepassing op de in bijlage I bepaalde voordelen die Oekraïne met ingang van de dag voorafgaande aan de datum van inwerkingtreding van de Overeenkomst aan andere Onafhankelijke Staten toekent.

Artikel 13

Onverminderd de rechten en verplichtingen uit de beide Partijen bindende internationale overeenkomsten betreffende de tijdelijke invoer van goederen, verleent elke Partij de andere Partij, in de gevallen en volgens de procedures die zijn vastgesteld in enige andere voor haar bindende internationale overeenkomst op dit gebied en overeenkomstig haar nationale wettelijke regeling ter zake, vrijstelling van invoerrechten en -heffingen op goederen die tijdelijk worden ingevoerd. Hierbij wordt rekening gehouden met de voorwaarden waaronder de uit een dergelijke overeenkomst voortvloeiende verplichtingen door de betrokken Partij zijn aanvaard.

Artikel 14

Onverminderd het bepaalde in de artikelen 18, 21 en 22 en bijlage II van deze Overeenkomst, en in de artikelen 77, 81, 244, 249 en 280 van de Akte van Toetreding van Spanje en Portugal tot de Gemeenschap worden bij de invoer van goederen van oorsprong uit Oekraïne en de Gemeenschap in respectievelijk de Gemeenschap en Oekraïne geen kwantitatieve beperkingen toegepast.

Artikel 15

1. De uit het grondgebied van een Partij herkomstige produkten die op het grondgebied van de andere Partij worden ingevoerd, worden direct noch indirect onderworpen aan enige interne belastingen of andere interne heffingen die hoger zijn dan die welke direct of indirect op soortgelijke binnenlandse produkten van toepassing zijn.

2. Voorts worden deze produkten niet minder gunstig behandeld dan soortgelijke nationale produkten ten aanzien van alle wettelijke en bestuursrechtelijke voorschriften en vereisten met betrekking tot hun verkoop op de binnenlandse markt, aanbidding ten verkoop, aankoop, vervoer, distributie of gebruik. De bepalingen van dit lid vormen geen beletsel voor de toepassing van gedifferentieerde binnenlandse vervoertarieven die uitsluitend gebaseerd zijn op de economisch verantwoorde exploitatie van het vervoermiddel en niet op de nationaliteit van het produkt.

Artikel 16

De hierna volgende artikelen van de GATT zijn van overeenkomstige toepassing tussen de Partijen :

- 1) artikel VII, leden 1, 2, 3, 4 a, 4 b, 4 d, 5;
- 2) artikel VIII;
- 3) artikel IX;
- 4) artikel X.

Artikel 17

Goederen worden tegen marktprijzen tussen de Partijen verhandeld.

Artikel 18

1. Wanneer een bepaald produkt op het grondgebied van een Partij wordt ingevoerd in dermate toegenomen hoeveelheden en onder voorwaarden die ernstige schade toebrengen of dreigen toe te brengen aan de eigen producenten van soortgelijke of rechtstreeks concurrerende produkten, dan kan de benadeelde Partij - de Gemeenschap dan wel Oekraïne - passende maatregelen nemen overeenkomstig de hierna volgende procedures en voorwaarden.

2. Vóór zij maatregelen nemen, of, in de gevallen waarin lid 4 van toepassing is, zo spoedig mogelijk nadat zij maatregelen hebben genomen, verstrekken de Gemeenschap of Oekraïne, al naargelang van het geval, het Samenwerkingscomité alle relevante informatie ten einde dit in staat te stellen een voor beide Partijen aanvaardbare oplossing te zoeken.

3. Indien, na dit overleg, de Partijen niet binnen 30 dagen nadat de kwestie naar het Samenwerkingscomité is verwezen een akkoord bereiken over maatregelen om het probleem op te lossen, dan kan de Partij die om het overleg heeft verzocht maatregelen ter beperking van de invoer van de betrokken produkten nemen in de mate en voor de tijd die nodig zijn om de schade te voorkomen of te verhelpen of kan zij andere passende maatregelen nemen.

4. Dans des circonstances critiques, lorsqu'un retard risque d'entraîner des dommages difficilement réparables, les parties peuvent prendre des mesures avant les consultations, à condition que des consultations aient lieu immédiatement après l'adoption de ces mesures.

5. Dans le choix des mesures à prendre au titre du présent article, les parties accordent la priorité à celles qui perturbent le moins la réalisation des objectifs du présent accord.

Article 19

Aucune disposition du présent titre, et en particulier de l'article 18, ne préjudicie ou n'affecte l'adoption, par l'une des parties, de mesures antidumping ou compensatoires conformément à l'article VI du GATT, l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VI du GATT, l'Accord sur l'interprétation et l'application des articles VI, XVI et XXIII du GATT ou à sa législation interne correspondante.

En ce qui concerne les enquêtes antidumping ou en matière de subventions, chaque partie convient d'examiner les observations de l'autre partie et d'informer les parties concernées des faits et considérations essentiels sur la base desquels une décision finale doit être prise. Avant d'imposer des droits antidumping et compensateurs définitifs, la partie s'efforce d'apporter une solution constructive au problème.

Article 20

L'accord ne fait pas obstacle aux interdictions ou restrictions d'importation, d'exportation ou de transit, justifiées par des raisons de moralité publique, d'ordre public, de sécurité publique, de protection de la santé et de la vie des personnes et des animaux ou de préservation de végétaux, de protection des ressources naturelles, de protection des trésors nationaux ayant une valeur artistique, historique ou archéologique ou de protection de la propriété intellectuelle, industrielle et commerciale ni aux réglementations relatives à l'or et à l'argent. Toutefois, ces interdictions ou restrictions ne doivent constituer ni un moyen de discrimination arbitraire, ni une restriction déguisée dans le commerce entre les parties.

Article 21

Le présent titre n'est pas applicable aux échanges de produits textiles relevant des chapitres 50 à 63 de la nomenclature combinée. Les échanges de ces produits sont régis par un accord séparé, paraphé le 5 mai 1993 et appliqué provisoirement depuis le 1^{er} janvier 1993.

Article 22

1. Les échanges de produits couverts par le traité instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier sont régis par les dispositions du présent titre, à l'exception de l'article 14, et lors de son entrée en vigueur, par les dispositions d'un accord sur les arrangements quantitatifs concernant les échanges de produits "acier CECA".

2. Un groupe de contact sur les questions relatives au charbon et à l'acier est mis en place, composé de représentants de la Communauté, d'une part, et de représentants de l'Ukraine, d'autre part.

Ce groupe de contact échange régulièrement des informations sur toutes les questions relatives au charbon et à l'acier intéressant les parties.

Article 23

Le commerce des matériaux nucléaires est assujéti aux dispositions d'un accord spécifique à conclure entre la Communauté européenne de l'énergie atomique et l'Ukraine.

TITRE IV. — Dispositions relatives au commerce et aux investissements

CHAPITRE Ier. — Conditions relatives à l'emploi

Article 24

1. Sous réserve des lois, conditions et procédures applicables dans chaque Etat membre, la Communauté et les Etats membres s'efforcent d'assurer que les travailleurs de nationalité ukrainienne légalement employés sur le territoire d'un Etat membre ne font l'objet d'aucune discrimination fondée sur la nationalité, en ce qui concerne les conditions de travail, de rémunération ou de licenciement, par rapport aux ressortissants dudit Etat membre.

2. Sous réserve des lois, conditions et procédures applicables en Ukraine, l'Ukraine s'efforce d'assurer que les travailleurs ressortissants d'un Etat membre légalement employés sur son territoire ne font l'objet d'aucune discrimination fondée sur la nationalité, en ce qui concerne les conditions de travail, de rémunération ou de licenciement, par rapport à ses propres ressortissants.

4. In hoogdringende omstandigheden, waarin uitstel moeilijk herstelbare schade zou veroorzaken, kunnen de Partijen maatregelen nemen vóór het overleg heeft plaatsgevonden, op voorwaarde dat onmiddellijk daarna een voorstel tot overleg wordt gedaan.

5. Bij de keuze van de in het kader van dit artikel toe te passen maatregelen geven de Partijen de voorkeur aan maatregelen die het bereiken van de doelstellingen van deze Overeenkomst het minst in de weg staan.

Artikel 19

Niets in deze titel, inzonderheid in artikel 18 daarvan, staat in de weg aan of heeft gevolgen voor het nemen door de Partijen van antidumpingmaatregelen of compenserende maatregelen overeenkomstig artikel VI van de GATT, de Overeenkomst inzake de uitlegging en de toepassing van de artikelen VI, XVI en XXIII van de GATT of aanverwante nationale wetgeving.

Elke Partij verklaart zich bereid de door de andere Partij naar voren gebrachte argumenten in verband met antidumping- of antisubsidieprocedures te onderzoeken en de betrokken belanghebbenden in kennis te stellen van de belangrijkste feiten en overwegingen die aan de definitieve beslissing ten grondslag zullen liggen. Voor definitieve anti-dumpingrechten en compenserende rechten worden ingesteld, doet de betrokken Partij al het mogelijke om het probleem tot een constructieve oplossing te brengen.

Artikel 20

De Overeenkomst vormt geen beletsel voor verboden of beperkingen op de invoer, de uitvoer of de doorvoer van goederen die gerechtvaardigd zijn uit hoofde van de bescherming van de openbare zedelijkheid, de openbare orde en veiligheid, de gezondheid en het leven van personen en dieren of het behoud van planten, de bescherming van natuurlijke hulpbronnen, de bescherming van het nationaal artistiek, historisch of archeologisch erfgoed of uit hoofde van de bescherming van de intellectuele, industriële of commerciële eigendom, noch voor voorschriften betreffende goud en zilver. Deze verboden of beperkingen mogen echter geen middel tot willekeurige discriminatie, noch een verkapte beperking van de handel tussen de Partijen vormen.

Artikel 21

Deze titel is niet van toepassing op de handel in textielproducten van de hoofdstukken 50 tot en met 63 van de Gecombineerde Nomenclatuur. De handel in deze producten is geregeld bij een afzonderlijke overeenkomst die op 5 mei 1993 werd geparafeerd en die voorlopig van toepassing is sedert 1 januari 1993.

Artikel 22

1. De handel in producten die onder het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap voor Kolen en Staal vallen, wordt geregeld bij de bepalingen van deze titel, met uitzondering van artikel 14 daarvan, en van een overeenkomst betreffende kwantitatieve regelingen voor de handel in EGKS-staalproducten, vanaf het tijdstip van inwerkingtreding daarvan.

2. Een contactgroep voor kolen- en staalkwesties is ingesteld bestaande uit vertegenwoordigers van de Gemeenschap enerzijds en vertegenwoordigers van Oekraïne anderzijds.

De contactgroep wisselt op gezette tijden informatie uit over alle kolen- en staalkwesties die voor de Partijen van belang zijn.

Artikel 23

De handel in kernmaterialen wordt geregeld bij een tussen de Europese Gemeenschap voor Atoomenergie en Oekraïne te sluiten specifieke overeenkomst.

TITEL IV. — Bepalingen inzake het handelsverkeer en de investeringen

HOOFDSTUK I. — Arbeidsvoorwaarden

Artikel 24

1. Onverminderd de in elke Lid-Staat geldende wettelijke regelingen, voorwaarden en procedures zorgen de Gemeenschap en de Lid-Staten ervoor dat onderdanen van Oekraïne die wettig tewerkgesteld zijn op het grondgebied van een Lid-Staat, niet op grond van nationaliteit worden gediscrimineerd ten opzichte van de onderdanen van deze Lid-Staat wat werkomstandigheden, beloning en ontslag betreft.

2. Onverminderd de in Oekraïne geldende wettelijke regelingen, voorwaarden en procedures zorgt Oekraïne ervoor dat onderdanen van een Lid-Staat die wettig tewerkgesteld zijn op het grondgebied van Oekraïne, niet op grond van nationaliteit worden gediscrimineerd ten opzichte van Oekraïense onderdanen wat werkomstandigheden, beloning en ontslag betreft.

Article 25

Coordination de la sécurité sociale

Les parties concluent des accords afin :

1° d'adopter, sous réserve des conditions et modalités applicables dans chaque Etat membre, les dispositions nécessaires à la coordination des systèmes de sécurité sociale pour les travailleurs de nationalité ukrainienne, légalement employés sur le territoire d'un Etat membre. Ces dispositions assurent notamment :

- que toutes les périodes d'assurance, d'emploi ou de résidence accomplies par lesdits travailleurs dans les différents Etats membres sont totalisées aux fins de l'acquisition de droits à pension de vieillesse, d'invalidité et de survie et du bénéfice des soins médicaux pour eux-mêmes;

- que toutes les pensions de vieillesse, de survie, d'invalidité, d'accident du travail ou de maladie professionnelle, à l'exception des prestations spéciales non contributives, bénéficient du libre transfert au taux applicable en vertu de la législation du ou des Etats membres débiteurs;

2° d'adopter, sous réserve des conditions et modalités applicables en Ukraine, les dispositions nécessaires pour accorder aux travailleurs ressortissants d'un Etat membre légalement employés en Ukraine un traitement similaire à celui visé au paragraphe 1er deuxième tiret.

Article 26

Les mesures à adopter conformément à l'article 25 ne doivent affecter en rien les droits ou obligations résultant d'accords bilatéraux liant l'Ukraine et les Etats membres, lorsque ces accords offrent un traitement plus favorable aux ressortissants ukrainiens ou aux ressortissants des Etats membres.

Article 27

Le conseil de coopération examine les efforts conjoints pouvant être accomplis pour contrôler l'immigration illégale compte tenu du principe et de la pratique de réadmission.

Article 28

Le conseil de coopération examine les améliorations pouvant être apportées aux conditions de travail des hommes d'affaires conformément aux engagements internationaux des parties, notamment ceux définis dans le document de la Conférence CSCE de Bonn.

Article 29

Le conseil de coopération fait des recommandations pour la mise en oeuvre des articles 24, 27 et 28.

CHAPITRE II. — *Conditions relatives à l'établissement et à l'activité des sociétés*

Article 30

1. a) La Communauté et ses Etats membres réservent à l'établissement de sociétés ukrainiennes sur leur territoire un traitement non moins favorable que celui accordé à des sociétés d'un pays tiers, et ce conformément à leurs législations et réglementations.

b) Sans préjudice des réserves énumérées à l'annexe IV, la Communauté et ses Etats membres réservent aux activités des filiales de sociétés ukrainiennes établies sur leur territoire un traitement non moins favorable que celui accordé à leurs propres sociétés, et ce conformément à leurs législations et réglementations.

c) La Communauté et ses Etats membres réservent aux activités des succursales de sociétés ukrainiennes établies sur leur territoire un traitement non moins favorable que celui accordé aux succursales de sociétés d'un pays tiers, et ce conformément à leurs législations et réglementations.

2. a) Sans préjudice des réserves énumérées à l'annexe V, l'Ukraine réserve à l'établissement de sociétés communautaires sur son territoire un traitement non moins favorable que celui accordé à ses propres sociétés ou à des sociétés d'un pays tiers, si celui-ci est meilleur, et ce conformément à sa législation et ses réglementations.

b) L'Ukraine réserve aux activités des filiales et succursales de sociétés communautaires établies sur son territoire un traitement non moins favorable que celui accordé à ses propres sociétés ou succursales ou à des sociétés ou succursales d'un pays tiers, si celui-ci est meilleur, et ce conformément à sa législation et à ses réglementations.

Artikel 25

Coördinatie van de sociale zekerheid

De Partijen verbinden zich ertoe overeenkomsten te sluiten met het doel :

1° onverminderd de in elke Lid-Staat geldende voorwaarden en bepalingen, regelingen te treffen voor de coördinatie van de stelsels van sociale zekerheid voor werknemers van Oekraïense nationaliteit die wettig tewerkgesteld zijn op het grondgebied van een Lid-Staat. Deze bepalingen zullen er met name in voorzien dat :

- alle door deze werknemers in de onderscheidene Lid-Staten vervulde tijdvakken van verzekering, arbeid of wonen worden samengeteld ten behoeve van de ouderdoms-, invaliditeits- en overlevingspensioenen en de ziektekostenverzekering van deze werknemers;

- alle ouderdoms-, overlevings- en invaliditeitspensioenen en verzekeringen tegen arbeidsongevallen of beroepsziekten, met uitzondering van de premievrije prestaties, vrij overdraagbaar zijn tegen de koers waarin de wetgeving van de betrokken Lid-Staat of Lid-Staten voorziet;

2° onverminderd de voorwaarden en bepalingen welke in Oekraïne van toepassing zijn, de nodige bepalingen vast te stellen opdat werknemers die onderdaan zijn van een Lid-Staat en die wettig tewerkgesteld zijn in Oekraïne, een gelijksoortige behandeling krijgen als deze vermeld onder het tweede streepje van punt i).

Artikel 26

De overeenkomstig artikel 25 te nemen maatregelen laten de uit bilaterale overeenkomsten tussen Oekraïne en de Lid-Staten voortvloeiende rechten en verplichtingen onverlet wanneer deze overeenkomsten in een gunstiger behandeling van onderdanen van Oekraïne of de Lid-Staten voorzien.

Artikel 27

De Samenwerkingsraad gaat na welke gemeenschappelijke actie kan worden ondernomen om de illegale immigratie tegen te gaan, met inachtneming van het beginsel en de praktijk van wedertoeelating.

Artikel 28

De Samenwerkingsraad gaat na welke verbeteringen kunnen worden aangebracht in de werkomstandigheden van zakenlieden, rekening houdende met de internationale verbintenissen van de Partijen, met inbegrip van die welke in het document van de Conferentie van Bonn van de CVSE zijn neergelegd.

Artikel 29

De Samenwerkingsraad doet aanbevelingen voor de tenuitvoerlegging van de artikelen 24, 27 en 28.

HOOFDSTUK II. — *Bepalingen inzake de vestiging en de werking van vennootschappen*

Artikel 30

1. a) De Gemeenschap en haar Lid-Staten kennen voor de vestiging van Oekraïense vennootschappen op hun grondgebied geen minder gunstige behandeling toe dan die welke zij aan vennootschappen uit enig derde land toekennen, overeenkomstig hun wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen.

b) Onverminderd de in bijlage IV genoemde voorbehouden kennen de Gemeenschap en haar Lid-Staten de op hun grondgebied gevestigde dochterondernemingen van Oekraïense vennootschappen, wat de werking daarvan betreft, geen minder gunstige behandeling toe dan die welke zij aan enige vennootschap uit de Gemeenschap toekennen, overeenkomstig hun wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen.

c) De Gemeenschap en haar Lid-Staten kennen de op hun grondgebied gevestigde filialen van Oekraïense vennootschappen, wat de werking daarvan betreft, geen minder gunstige behandeling toe dan die welke zij aan filialen van vennootschappen uit enig derde land toekennen, overeenkomstig hun wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen.

2. a) Onverminderd de in bijlage V genoemde voorbehouden kent Oekraïne voor de vestiging van vennootschappen uit de Gemeenschap op zijn grondgebied geen minder gunstige behandeling toe dan de meest voordelige behandeling die het aan zijn eigen vennootschappen of aan vennootschappen uit enig derde land toekent, overeenkomstig zijn wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen.

b) Oekraïne kent de op zijn grondgebied gevestigde dochterondernemingen en filialen van vennootschappen uit de Gemeenschap, wat de werking daarvan betreft, geen minder gunstige behandeling toe dan de meest voordelige behandeling die het aan zijn eigen vennootschappen of filialen respectievelijk aan vennootschappen of filialen uit enig derde land toekent, overeenkomstig zijn wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen.

3. Les dispositions des paragraphes 1er et 2 ne peuvent être utilisées pour contourner la législation et les réglementations d'une partie, applicables à l'accès à certains secteurs ou activités spécifiques par des filiales de sociétés de l'autre partie établies sur le territoire de la première.

Le traitement visé aux paragraphes 1er et 2 sera acquis aux sociétés établies dans la Communauté et en Ukraine respectivement au moment de la date d'entrée en vigueur du présent accord et aux sociétés qui s'y établiront après cette date.

Article 31

1. Les dispositions de l'article 30 ne s'appliquent pas aux transports aériens, fluviaux et maritimes, sans préjudice des dispositions de l'article 104.

2. Toutefois, en ce qui concerne les activités des agences maritimes fournissant des services de transport maritime international, y compris les activités intermodales comprenant une partie maritime, chaque partie autorisera les sociétés de l'autre partie à avoir une présence commerciale sur son territoire sous la forme de filiales ou de succursales, dans des conditions d'établissement et d'activité non moins favorables que celles accordées à ses propres sociétés ou aux filiales ou succursales de sociétés d'un pays tiers, si celles-ci sont meilleures.

Ces activités comprennent, sans toutefois s'y limiter :

a) la commercialisation et la vente de services de transport maritime et de services annexes par contact direct avec les clients, de l'offre de prix à l'établissement de la facture, que ces services soient exécutés ou offerts par le prestataire de services lui-même ou par des prestataires de services avec lesquels le vendeur de services a établi des accords commerciaux permanents;

b) l'achat et l'utilisation, pour leur propre compte ou pour le compte de leurs clients (et la revente à leurs clients) de tout service de transport ou annexe, y compris les services de transport intérieurs par quelque mode que ce soit, particulièrement par les voies navigables intérieures, la route ou le rail, nécessaires pour la fourniture d'un service intégré;

c) la préparation des documents de transport, des documents douaniers ou de tout autre document relatif à l'origine et à la nature des marchandises transportées;

d) la fourniture d'informations commerciales par tous moyens, y compris les systèmes d'information informatisés et les échanges de données électroniques (sous réserve de restrictions non discriminatoires concernant les télécommunications);

e) l'établissement d'un arrangement commercial, y compris la participation au capital de l'entreprise et le recrutement du personnel local (ou, dans le cas de personnel étranger, sous réserve des dispositions pertinentes du présent accord), avec une agence maritime locale;

f) l'organisation, pour le compte des compagnies de l'escale du navire ou la prise en charge des cargaisons lorsque nécessaire.

Article 32

Aux fins du présent accord, on entend par :

a) "société communautaire" ou "société ukrainienne" respectivement : une société constituée en conformité avec la législation d'un Etat membre ou de l'Ukraine et ayant son siège statutaire, son administration centrale ou son principal établissement sur le territoire de la Communauté ou de l'Ukraine. Toutefois, si la société, constituée en conformité avec la législation d'un Etat membre ou de l'Ukraine, n'a que son siège statutaire sur le territoire de la Communauté ou de l'Ukraine, elle sera considérée comme une société communautaire ou une société ukrainienne si son activité a un lien effectif et continu avec l'économie d'un des Etats membres ou de l'Ukraine respectivement;

b) "filiale" d'une société : une société effectivement contrôlée par la première;

c) "succursale" d'une société : un établissement n'ayant pas la personnalité juridique qui a l'apparence de la permanence, tel que l'extension d'une société mère, dispose d'une gestion propre et est équipé matériellement pour négocier des affaires avec des tiers de telle sorte que ces derniers, quoique sachant qu'il y aura, si nécessaire, un lien juridique avec la société mère, dont le siège est à l'étranger, ne sont pas tenus de traiter directement avec celle-ci, mais peuvent effectuer des transactions commerciales au lieu de l'établissement constituant l'extension;

3. De bepalingen van de leden 1 en 2 mogen door de op het grondgebied van een Partij gevestigde dochterondernemingen van vennootschappen uit de andere Partij niet worden gebruikt om de wettelijke en bestuursrechtelijke voorschriften van de eerstgenoemde Partij in verband met de toegang tot specifieke sectoren of activiteiten te omzeilen.

Aan vennootschappen die op de datum van inwerkingtreding van deze Overeenkomst in de Gemeenschap of Oekraïne gevestigd zijn, wordt de in de leden 1 en 2 bedoelde behandeling toegekend met ingang van de datum van inwerkingtreding van deze overeenkomst en aan vennootschappen die zich na deze datum in de Gemeenschap of Oekraïne vestigen, met ingang van de datum van vestiging.

Artikel 31

1. Onverminderd het bepaalde in artikel 104 is artikel 30 niet van toepassing op het vervoer door de lucht, over binnenwateren en over zee.

2. Wat evenwel de activiteiten van scheepvaartondernemingen op het gebied van het internationale vervoer over zee betreft, met inbegrip van het intermodale vervoer dat ten dele over zee plaatsvindt, biedt elke Partij aan vennootschappen van de andere Partij de mogelijkheid op haar grondgebied een handelsvertegenwoordiging in de vorm van dochterondernemingen of filialen te vestigen, onder voorwaarden, wat de vestiging en de werking betreft, die niet minder gunstig zijn dan de meest voordelige voorwaarden die zij aan haar eigen vennootschappen of aan dochterondernemingen of filialen van vennootschappen uit enig derde land toekent.

Deze activiteiten omvatten onder meer :

a) het op de markt brengen en de verkoop van maritieme vervoerdiensten en aanverwante diensten door rechtstreekse contacten met klanten, van prijsopgave tot facturering, ongeacht of deze diensten worden verricht of aangeboden door de dienstverlener zelf dan wel door dienstverleners waarmee de verkoper van de diensten een permanent handelsakkoord heeft;

b) aankoop en gebruik, voor eigen rekening of voor rekening van hun klanten (en de wederverkoop aan hun klanten) van alle vervoerdiensten en aanverwante diensten, met inbegrip van alle vormen van binnenlands vervoer, in het bijzonder over binnenwateren, over de weg en per spoor, die voor een geïntegreerde dienstverlening vereist zijn;

c) voorbereiding van documentatie betreffende vervoersdocumenten, douanedocumenten of andere documenten in verband met de oorsprong en de aard van de vervoerde goederen;

d) het verschaffen van handelsinformatie, op enigerlei wijze, onder meer door middel van geautomatiseerde informatiesystemen en systemen voor elektronische gegevensuitwisseling (onverminderd alle niet-discriminatoire beperkingen op het telecommunicatieverkeer);

e) het opzetten van enigerlei handelstransactie, met inbegrip van participaties in ondernemingen en het in dienst nemen van plaatselijk aangeworven personeel (of, wanneer het buitenlands personeel betreft, met inachtneming van de desbetreffende bepalingen van deze overeenkomst), met een in het betrokken land gevestigde scheepvaartonderneming;

f) optreden namens ondernemingen, het organiseren van de afroep van aanvragen om scheepsruimte of, indien nodig, het overnemen van vracht.

Artikel 32

Voor de toepassing van deze overeenkomst wordt verstaan onder :

a) "vennootschap uit de Gemeenschap" of "Oekraïense vennootschap" : een overeenkomstig het recht van een Lid-Staat respectievelijk Oekraïne opgerichte vennootschap die haar statutaire zetel, hoofdbestuur of hoofdvestiging op het grondgebied van respectievelijk de Gemeenschap of Oekraïne heeft. Indien een overeenkomstig het recht van een Lid-Staat respectievelijk Oekraïne opgerichte vennootschap enkel haar statutaire zetel op het grondgebied van de Gemeenschap respectievelijk Oekraïne heeft, wordt deze vennootschap als een vennootschap uit de Gemeenschap of als een Oekraïense vennootschap beschouwd indien uit haar transacties een werkelijke en permanente band met de economie van een Lid-Staat respectievelijk Oekraïne naar voren treedt;

b) "dochteronderneming" : een vennootschap waarover een andere vennootschap daadwerkelijk zeggenschap heeft;

c) "filiaal" van een vennootschap : een handelsvestiging zonder rechtspersoonlijkheid die kennelijk een permanent karakter bezit - zoals een agentschap van een moedervernootschap -, een eigen management heeft en over de nodige materiële voorzieningen beschikt om zakelijk overleg te voeren met derden, in dier voege dat laatstgenoemden, hoewel zij ervan op de hoogte zijn dat indien nodig er een rechtsverhouding zal bestaan met de moedervernootschap waarvan het hoofdkantoor zich in het buitenland bevindt, geen rechtstreeks contact dienen te hebben met deze moedervernootschap doch hun transacties kunnen afhandelen met de genoemde handelsvestiging die het vorengenoemde agentschap vormt;

d) "établissement" : le droit pour les sociétés communautaires ou ukrainiennes définies au point a) d'accéder à des activités économiques par la création de filiales et de succursales en Ukraine ou dans la Communauté respectivement;

e) "exploitation" : le fait d'exercer une activité économique;

f) "activités économiques" : les activités à caractère industriel, commercial ainsi que les professions libérales;

g) en ce qui concerne le transport maritime international, y compris les opérations intermodales comportant un trajet maritime, bénéficient également des dispositions du présent chapitre et du chapitre III, les ressortissants des Etats membres ou de l'Ukraine, établis hors de la Communauté ou de l'Ukraine respectivement, et les compagnies de navigation établies hors de la Communauté ou de l'Ukraine et contrôlées par des ressortissants d'un Etat membre ou de l'Ukraine, si leurs navires sont immatriculés dans cet Etat membre ou en Ukraine conformément à leur législation respective.

Article 33

1. Nonobstant toute autre disposition du présent accord, il n'est pas fait obstacle à l'adoption par une partie de mesures prudentielles, notamment pour garantir la protection des investisseurs, des déposants, des preneurs d'assurance ou des "fiduciants", ou pour préserver l'intégrité et la stabilité du système financier. Lorsque ces mesures ne sont pas conformes aux dispositions du présent accord, elles ne peuvent être utilisées pour échapper aux obligations incombant à une partie en vertu du présent accord.

2. Aucune disposition du présent accord ne doit être interprétée de manière à exiger d'une partie qu'elle divulgue des informations relatives aux affaires et aux comptes des clients individuels ou toute information confidentielle ou protégée en possession des institutions publiques.

Article 34

Les dispositions du présent accord ne préjugent pas de l'application, par chaque partie, de toute mesure nécessaire pour éviter que les mesures qu'elle a prises concernant l'accès des pays tiers à son marché soient contournées par le biais des dispositions du présent accord.

Article 35

1. Nonobstant les dispositions du chapitre Ier, une société communautaire ou une société ukrainienne établie sur le territoire de l'Ukraine ou de la Communauté respectivement a le droit d'employer ou de faire employer par l'une de ses filiales ou succursales, en conformité avec la législation en vigueur dans le pays d'établissement hôte, sur le territoire de l'Ukraine et de la Communauté respectivement, des ressortissants des Etats membres de la Communauté et de l'Ukraine, à condition que ces personnes fassent partie du personnel de base défini au paragraphe 2 et qu'elles soient exclusivement employées par ces sociétés, filiales ou succursales. Les permis de séjour et de travail de ces personnes ne couvrent que la période de cet emploi.

2. Le personnel de base des sociétés mentionnées ci-dessus, ci-après dénommées "firmes", est composé de "personnes transférées entre entreprises" telles qu'elles sont définies à la lettre c) et appartenant aux catégories suivantes, pour autant que la firme soit une personne morale et que les personnes concernées aient été employées par cette firme ou aient été des partenaires de cette firme (autres que des actionnaires majoritaires) pendant au moins un an avant ce transfert :

a) des cadres supérieurs d'une firme, dont la fonction principale consiste à gérer cette dernière, sous le contrôle ou la direction générale principalement du conseil d'administration ou des actionnaires ou de leurs équivalents, leur fonction consistant à :

- diriger la firme, un service ou une section de la firme;

- surveiller et contrôler le travail des autres membres du personnel exerçant des fonctions techniques ou administratives;

- engager ou licencier ou recommander d'engager ou de licencier du personnel ou prendre d'autres mesures concernant le personnel, en vertu des pouvoirs qui leur sont conférés;

b) des personnes employées par une firme, qui possèdent des compétences exceptionnelles essentielles concernant le service, les équipements de recherche, les technologies ou la gestion de la firme. L'évaluation de ces connaissances peut refléter, outre les connaissances spécifiques à la firme, un niveau élevé de compétences pour un type de travail ou d'activité nécessitant des connaissances techniques spécifiques, ainsi que les membres de professions agréées;

d) "vestiging" : het recht van vennootschappen uit de Gemeenschap of Oekraïense vennootschappen als bedoeld onder a) om economische activiteiten uit te oefenen door de oprichting van dochterondernemingen en filialen in Oekraïne respectievelijk de Gemeenschap;

e) "transacties" : het verrichten van economische activiteiten;

f) "economische activiteiten" : activiteiten met een industrieel of commercieel karakter of activiteiten van personen die een vrij beroep uitoefenen;

g) wat het internationale vervoer over zee betreft, met inbegrip van het intermodale vervoer dat ten dele over zee plaatsvindt, zijn de bepalingen van dit hoofdstuk en van hoofdstuk III eveneens van toepassing op onderdanen van de Lid-Staten of van Oekraïne die buiten het grondgebied van respectievelijk de Gemeenschap of Oekraïne gevestigd zijn en op buiten de Gemeenschap of Oekraïne gevestigde scheepvaartmaatschappijen waarover onderdanen van respectievelijk de Gemeenschap of Oekraïne zeggenschap hebben, indien de vaartuigen van deze scheepvaartmaatschappijen respectievelijk in die Lid-Staat of in Oekraïne geregistreerd zijn overeenkomstig de respectieve wettelijke regelingen van de Gemeenschap en Oekraïne.

Artikel 33

1. Geen enkele bepaling van deze overeenkomst verzet zich ertegen dat een Partij prudentiële maatregelen neemt, onder meer ter bescherming van investeerders, depositogever, verzekeringnemers of personen jegens wie een financiële dienstverlener fiduciaire verplichtingen heeft of ten einde de integriteit en de stabiliteit van het financiële systeem te waarborgen. Wanneer dergelijke maatregelen in strijd zijn met de bepalingen van deze overeenkomst, mogen zij niet worden gebruikt als middel om de uit deze overeenkomst voortvloeiende verplichtingen van een Partij te ontduiken.

2. Geen enkele bepaling van deze overeenkomst wordt op zodanige wijze geïnterpreteerd dat zij een Partij ertoe verplicht zakelijke of financiële informatie betreffende individuele klanten dan wel vertrouwelijke of gepatenteerde informatie die in het bezit is van overheidsinstanties te verstrekken.

Artikel 34

De bepalingen van deze overeenkomst beletten een Partij niet de maatregelen te nemen die zij noodzakelijk acht om te voorkomen dat de door haar genomen maatregelen in verband met de toegang van derde landen tot haar markten door middel van deze overeenkomst worden ontduikt.

Artikel 35

1. In afwijking van het bepaalde in hoofdstuk I heeft een op het grondgebied van Oekraïne of de Gemeenschap gevestigde vennootschap uit de Gemeenschap respectievelijk Oekraïne het recht, met inachtneming van de wetgeving van het gastland van vestiging, op het grondgebied van de Gemeenschap respectievelijk Oekraïne werknemers die onderdaan zijn van een Lid-Staat of van Oekraïne in dienst te nemen of deze door een van haar dochterondernemingen of filialen in dienst te laten nemen, mits deze werknemers een sleutelpositie in de zin van lid 2 bekleden en zij uitsluitend door vennootschappen, dochterondernemingen of filialen tewerkgesteld worden. De verblijfs- en werkvergunningen van deze werknemers dekken slechts de tijd van die tewerkstelling.

2. Werknemers met een sleutelpositie die in dienst zijn van de bovengenoemde vennootschappen, hierna "organisaties" genoemd, zijn "binnen de onderneming overgeplaatste personen" als omschreven onder c) van de hierna volgende categorieën, met dien verstande dat de organisatie een rechtspersoon is en de betrokkenen gedurende tenminste het onmiddellijk aan de overplaatsing voorafgaande jaar in dienst waren van deze organisatie of daarin partners (doch geen aandeelhouders met een meerderheidsparticipatie) waren :

a) leden van het hogere kader van een organisatie die in de eerste plaats verantwoordelijk zijn voor het management van de organisatie, onder het algemene toezicht en de leiding van de raad van bestuur of de aandeelhouders of daarmee gelijkgestelde personen. Hun taken omvatten :

- de leiding van de organisatie of een afdeling of onderafdeling daarvan;

- toezicht en controle op de werkzaamheden van andere toezichthoudende, hooggespecialiseerde of leidinggevende werknemers;

- de persoonlijke bevoegdheid werknemers in dienst te nemen en te ontslaan of de indienstneming of het ontslag van werknemers of andere maatregelen in het kader van het personeelsbeleid aan te bevelen;

b) binnen een organisatie werkzame personen die beschikken over ongewone kennis die van wezenlijk belang is voor de dienstverlening van het bedrijf, de onderzoeksuitrusting, de technische werkzaamheden of het management. Afgezien van de voor het functioneren van het betrokken bedrijf vereiste specifieke kennis, kan deze kennis bestaan in een hoog bekwaamheidsniveau met betrekking tot bepaalde werkzaamheden of van het uitoefenen van een bepaald beroep waarvoor specifieke technische vaardigheden vereist zijn, met inbegrip van, in voorkomend geval, het lidmaatschap van een erkende beroepsgroep;

c) une "personne transférée entre entreprises" est définie comme une personne physique travaillant pour une firme sur le territoire d'une partie, et transférée temporairement dans le contexte de l'exercice d'activités économiques sur le territoire de l'autre partie; la firme concernée doit avoir son principal établissement sur le territoire d'une partie et le transfert doit s'effectuer vers un établissement (filiale, succursale) de cette firme, exerçant réellement des activités économiques similaires sur le territoire de l'autre partie.

Article 36

1. Les parties évitent de prendre des mesures ou des actions rendant les conditions d'établissement et d'exploitation de leurs sociétés plus restrictives qu'elles ne l'étaient le jour précédant la date de la signature du présent accord.

2. Les dispositions du présent article ne préjugent pas de celles de l'article 44 : les situations couvertes par cet article sont régies uniquement par les dispositions de cet article à l'exclusion de toute autre disposition.

3. Agissant dans l'esprit de partenariat et de coopération et à la lumière des dispositions de l'article 51, le gouvernement ukrainien informe la Communauté de son intention de proposer une nouvelle législation ou d'adopter de nouvelles réglementations pouvant rendre les conditions d'établissement ou d'activité en Ukraine de succursales ou de filiales de sociétés communautaires plus restrictives qu'elles ne l'étaient le jour précédant la date de la signature du présent accord. La Communauté peut demander à l'Ukraine de communiquer les projets de lois ou de réglementations et d'engager des consultations à ce sujet.

4. Lorsque de nouvelles législations ou réglementations introduites en Ukraine risquent de rendre les conditions d'établissement des sociétés communautaires sur son territoire ou d'activité de succursales et de filiales de sociétés communautaires établies en Ukraine plus restrictives qu'elles ne l'étaient le jour précédant la date de la signature du présent accord, ces législations ou réglementations ne sont pas applicables pendant les trois années suivant l'entrée en vigueur de l'acte en question aux filiales et succursales déjà établies en Ukraine au moment de cette entrée en vigueur.

CHAPITRE III. — Prestations transfrontalières de services entre la Communauté et l'Ukraine

Article 37

1. Les parties s'engagent, conformément aux dispositions du présent chapitre, à prendre les mesures nécessaires pour autoriser progressivement la prestation de services par les sociétés communautaires ou ukrainiennes qui sont établies dans une partie autre que celle du destinataire des services et ce, compte tenu de l'évolution du secteur des services dans les deux parties.

2. Le conseil de coopération fait les recommandations nécessaires à la mise en oeuvre du paragraphe 1er.

Article 38

Les parties coopèrent en vue de développer en Ukraine un secteur des services obéissant aux lois du marché.

Article 39

1. En ce qui concerne le transport maritime international, les parties s'engagent à appliquer de manière effective le principe du libre accès au marché et au trafic sur une base commerciale.

a) La disposition précitée ne préjuge pas des droits et obligations relevant du code de conduite des conférences maritimes des Nations unies applicable à l'une ou l'autre des parties au présent accord. Les compagnies hors conférence sont libres d'agir en concurrence avec une conférence, pour autant qu'elles adhèrent au principe de la concurrence loyale sur une base commerciale.

b) Les parties affirment leur adhésion au principe de la libre concurrence pour le commerce des vrac, secs et liquides.

2. En appliquant les principes du paragraphe 1er, les parties :

a) s'abstiennent d'appliquer, à partir de l'entrée en vigueur du présent accord, les clauses de partage des cargaisons d'accords bilatéraux entre un Etat membre de la Communauté et l'ancienne Union soviétique;

b) s'abstiennent d'introduire, dans les accords bilatéraux futurs avec les pays tiers, des clauses de partage des cargaisons, sauf dans les circonstances exceptionnelles où des compagnies de navigation de

c) een "binnen de onderneming overgeplaatste persoon" is een natuurlijke persoon die voor een organisatie op het grondgebied van een Partij werkzaam is en die tijdelijk wordt overgeplaatst in het kader van economische activiteiten op het grondgebied van de andere Partij. De hoofdvestiging van de betrokken organisatie dient op het grondgebied van een Partij te zijn gevestigd en de overplaatsing dient te geschieden naar een dochteronderneming of filiaal van deze organisatie die op het grondgebied van de andere Partij daadwerkelijk soortgelijke economische activiteiten verricht.

Artikel 36

1. De Partijen vermijden in zoverre mogelijk het nemen van maatregelen of het ontplooiën van activiteiten die de voorwaarden voor de vestiging en de werking van vennootschappen uit de andere Partij restrictiever maken dan op de dag voorafgaande aan de datum van ondertekening van deze overeenkomst het geval was.

2. De bepalingen van dit artikel laten die van artikel 44 onverlet : de omstandigheden waarop artikel 44 van toepassing is, worden uitsluitend geregeld door de bepalingen van dat artikel, met uitsluiting van elk ander artikel.

3. In een geest van partnerschap en samenwerking en in het licht van de bepalingen van artikel 51 geeft de Regering van Oekraïne de Gemeenschap kennis van door haar voorgestelde nieuwe wettelijke of bestuursrechtelijke bepalingen die de voorwaarden voor de vestiging of de werking van dochterondernemingen of filialen van vennootschappen uit de Gemeenschap in Oekraïne restrictiever kunnen maken dan op de dag voorafgaande aan de datum van ondertekening van deze overeenkomst het geval is. De Gemeenschap kan van Oekraïne verlangen dat dit land haar het ontwerp van deze regelingen doet toekomen en dat daarover overleg wordt gepleegd.

4. Wanneer nieuwe wettelijke of bestuursrechtelijke bepalingen in Oekraïne de voorwaarden voor de vestiging van vennootschappen uit de Gemeenschap op het grondgebied van Oekraïne en voor de werking van in Oekraïne gevestigde dochterondernemingen en filialen van vennootschappen uit de Gemeenschap restrictiever maken dan op de dag voorafgaande aan de datum van ondertekening van deze overeenkomst het geval is, zijn deze bepalingen gedurende de eerste drie jaren volgende op de datum van inwerkingtreding van het desbetreffende besluit niet van toepassing op de dochterondernemingen en filialen die op de datum van inwerkingtreding van dat besluit reeds in Oekraïne gevestigd waren.

HOOFDSTUK III. — Grensoverschrijdend dienstenverkeer tussen de Gemeenschap en Oekraïne

Artikel 37

1. De Partijen verbinden zich overeenkomstig het bepaalde in dit hoofdstuk ertoe de nodige stappen te ondernemen om geleidelijk het verlenen van diensten mogelijk te maken door vennootschappen uit de Gemeenschap of Oekraïense vennootschappen die zijn gevestigd op het grondgebied van een andere Partij dan die van de persoon voor wie de diensten worden verricht, met inachtneming van de ontwikkeling van de dienstverlenende sectoren op het grondgebied van de Partijen.

2. De Samenwerkingsraad doet aanbevelingen met betrekking tot de tenuitvoerlegging van lid 1.

Artikel 38

De Partijen werken samen met het oog op de ontwikkeling van een marktgerichte dienstensector in Oekraïne.

Artikel 39

1. De Partijen verbinden zich ertoe het beginsel van onbeperkte toegang tot de internationale maritieme markt en het internationaal maritiem vervoer op commerciële basis daadwerkelijk toe te passen.

a) Deze bepaling laat onverlet de rechten en verplichtingen die voortvloeien uit de Gedragscode van de Verenigde Naties voor Lijnvaartconferenties die voor een Partij bij deze Overeenkomst van toepassing zijn. De niet bij conferenties aangesloten lijnvaartmaatschappijen kunnen vrij met een conference concurreren zolang zij zich aan het beginsel van eerlijke concurrentie op commerciële basis houden.

b) De Partijen bevestigen dat zij de vrije concurrentie fundamenteel achten voor het handelsverkeer in droge en vloeibare bulkgoederen.

2. De Partijen verbinden zich ertoe bij de toepassing van de beginselen van lid 1 :

a) vanaf het in werking treden van deze overeenkomst geen bepalingen inzake vrachtverdeling van bilaterale overeenkomsten tussen een Lid-Staat en de voormalige Sovjet-Unie toe te passen;

b) geen bepalingen inzake vrachtverdeling op te nemen in toekomstige bilaterale overeenkomsten met derde landen, tenzij in die uitzonderlijke gevallen waarin de lijnvaartmaatschappijen van een

l'une ou l'autre partie au présent accord n'aurait pas, autrement, la possibilité de participer au trafic à destination et en provenance du pays tiers concerné;

c) interdisent, dans les accords bilatéraux futurs, les clauses de partage des cargaisons concernant les vrac, secs et liquides;

d) abolissent, dès l'entrée en vigueur du présent accord, toutes les mesures unilatérales, les entraves administratives, techniques et autres qui pourraient avoir des effets restrictifs ou discriminatoires sur la libre prestation de services dans le transport maritime international.

Chaque partie octroie, entre autres, aux navires battant pavillon de l'autre partie, un traitement non moins favorable que celui accordé à ses propres navires en ce qui concerne l'accès aux ports ouverts au commerce international, l'utilisation des infrastructures et des services maritimes auxiliaires des ports, ainsi qu'en ce qui concerne les droits et taxes, les facilités douanières, la désignation de postes de mouillage et les facilités pour le chargement et le déchargement.

Chaque partie accorde le même traitement aux navires utilisés par les ressortissants et les sociétés de l'autre partie, battant pavillon d'un pays tiers, après une période transitoire mais au plus tard le 1^{er} juillet 1997.

3. Les ressortissants et les sociétés communautaires assurant des services de transport maritime international sont libres de fournir des services internationaux fluvio-maritimes sur les eaux intérieures d'Ukraine et vice-versa.

Article 40

Afin d'assurer un développement coordonné des transports entre les parties, adapté à leurs besoins commerciaux, les conditions d'accès réciproque au marché et à la prestation de services de transport par route, rail et voies navigables intérieures et, le cas échéant, de transport aérien, peuvent faire l'objet d'accords spécifiques qui seront négociés entre les parties définies à l'article 99 après l'entrée en vigueur du présent accord.

CHAPITRE IV. — Dispositions générales

Article 41

1. Les dispositions du présent titre s'appliquent sous réserve des limitations justifiées par des raisons d'ordre public, de sécurité publique ou de santé publique.

2. Elles ne s'appliquent pas aux activités qui, sur le territoire de l'une ou de l'autre partie, sont liées, même occasionnellement, à l'exercice de la puissance publique.

Article 42

Aux fins de l'application du présent titre, aucune disposition de ce dernier ne fait obstacle à l'application, par les parties, de leurs lois et réglementations concernant l'admission et le séjour, l'emploi, les conditions de travail, l'établissement de personnes physiques et la prestation de services, à condition que n'en soient pas réduits à néant ou compromis les avantages que retire l'une des parties d'une disposition spécifique du présent accord. La présente disposition ne préjuge pas de l'application de l'article 41.

Article 43

Les sociétés contrôlées ou possédées conjointement par des sociétés ukrainiennes et des sociétés communautaires, bénéficient également des dispositions des chapitres II, III et IV.

Article 44

Le traitement accordé, depuis le jour qui précède d'un mois la date d'entrée en vigueur des obligations pertinentes découlant de l'accord général sur le commerce des services (GATS), par l'une des parties à l'autre partie en vertu du présent accord n'est pas plus favorable, en ce qui concerne les secteurs ou les mesures couverts par le GATS, que celui accordé par cette première partie conformément aux dispositions du GATS et ce, quel que soit le secteur, sous-secteur ou mode de prestation du service.

Partij bij deze overeenkomst anders geen reële kans zouden krijgen om aan het handelsverkeer van en naar het betrokken derde land deel te nemen;

c) het opnemen van vrachtverdelingsregelingen in toekomstige bilaterale overeenkomsten betreffende het vervoer van droge en vloeibare bulkcladingen niet toe te staan;

d) bij het in werking treden van deze Overeenkomst alle unilaterale maatregelen en administratieve, technische en andere belemmeringen op te heffen die een beperkende of discriminerende werking kunnen hebben ten aanzien van de vrije dienstverrichting in het internationaal maritiem vervoer.

Elke Partij verleent aan de schepen welke de vlag van de andere Partij voeren, inter alia, geen minder gunstige behandeling dan die welke zij aan haar eigen schepen verleent, ten aanzien van de toegang tot de voor het internationale handelsverkeer bestemde havens, het gebruik van de infrastructuur en van de maritieme hulpdiensten van de havens evenals de daarmee verband houdende vergoedingen en kosten, de douanefaciliteiten en de toewijzing van aanlegplaatsen en installaties voor het laden en lossen.

Een gelijke behandeling wordt, na een overgangperiode maar niet later dan 1 juli 1997, door elke Partij eveneens verleend met betrekking tot door onderdanen en vennootschappen van de andere Partij geëxploiteerde schepen die de vlag van een derde land voeren.

3. De onderdanen en vennootschappen van de Gemeenschap die voorzien in internationale maritieme vervoerdiensten, kunnen onbelemmerd voorzien in de op het internationaal zeevervoer aansluitende diensten op de binnenwateren van Oekraïne en vice versa.

Artikel 40

Met het oog op een gecoördineerde ontwikkeling van het vervoer tussen de Partijen in overeenstemming met hun commerciële behoeften, kunnen de voorwaarden voor de wederzijdse toegang tot elkaars markten en het verlenen van diensten met betrekking tot het vervoer over de weg, per spoor en over de binnenwateren, en eventueel het luchtvervoer, worden vastgelegd in bijzondere overeenkomsten, waarover in voorkomend geval tussen de Partijen als gedefinieerd in artikel 99 na het in werking treden van deze Overeenkomst wordt onderhandeld.

HOOFDSTUK IV. — Algemene bepalingen

Artikel 41

1. De bepalingen van deze titel worden toegepast behoudens beperkingen die gerechtvaardigd zijn uit hoofde van de openbare orde, de openbare veiligheid en de volksgezondheid.

2. Zij zijn niet van toepassing op de werkzaamheden die op het grondgebied van een Partij verband houden met de uitoefening van het openbaar gezag, zelfs indien deze slechts voor een bepaalde gelegenheid geschieden.

Artikel 42

Voor de toepassing van deze Titel belet geen enkele bepaling van deze Overeenkomst de Partijen hun wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen betreffende toelating en verblijf, het verrichten van werk, arbeidsvoorwaarden, de vestiging van natuurlijke personen en het verrichten van diensten toe te passen, mits zij dat niet op zodanige wijze doen dat de voor een Partij uit een specifieke bepaling van deze Overeenkomst voortvloeiende voordelen teniet worden gedaan of beperkt. Deze bepaling doet geen afbreuk aan de toepassing van artikel 41.

Artikel 43

Vennootschappen waarover de zeggenschap berust bij of die de exclusieve eigendom zijn van Oekraïense vennootschappen en vennootschappen uit de Gemeenschap gezamenlijk, komen eveneens in aanmerking voor de bepalingen van de hoofdstukken II, III en IV.

Artikel 44

De in het kader van deze Overeenkomst door een Partij aan de andere toegekende behandeling is met ingang van een termijn van een maand vóór het in werking treden van de daarop betrekking hebbende voorschriften van de Algemene Overeenkomst inzake de Handel in Diensten (GATS), met betrekking tot de sectoren of maatregelen waarop de GATS betrekking heeft, in geen enkel geval minder gunstig dan die welke door de eerstbedoelde Partij in het kader van de GATS en met betrekking tot om het even welke dienstensector, dienstensubsector en wijze van dienstverlening wordt toegekend.

Article 45

Aux fins des chapitres II, III et IV, il n'est pas tenu compte du traitement accordé par la Communauté, ses Etats membres ou l'Ukraine en vertu d'engagements contractés lors d'accords d'intégration économique conformément aux principes de l'article V du GATS.

Article 46

1. Le traitement de la nation la plus favorisée accordé conformément aux dispositions du présent titre ne s'applique pas aux avantages fiscaux que les parties accordent ou accorderont à l'avenir sur la base d'accords visant à éviter la double imposition ou d'autres arrangements fiscaux.

2. Aucune disposition du présent titre n'est interprétée de manière à empêcher l'adoption ou l'application par les parties d'une mesure visant à éviter l'évasion fiscale conformément aux dispositions fiscales des accords visant à éviter une double imposition, d'autres arrangements fiscaux ou de la législation fiscale nationale.

3. Aucune disposition du présent titre n'est interprétée de manière à empêcher les Etats membres ou l'Ukraine d'établir une distinction, dans l'application des dispositions pertinentes de leur législation fiscale, entre les contribuables qui ne se trouvent pas dans des situations identiques, en particulier en ce qui concerne leur lieu de résidence.

Article 47

Sans préjudice de l'article 35, aucune disposition des chapitres II, III et IV n'est interprétée comme donnant droit à :

- des ressortissants des Etats membres ou de l'Ukraine d'entrer, ou de rester, sur le territoire de l'Ukraine ou de la Communauté, en quelque qualité que ce soit, et notamment en tant qu'actionnaires ou partenaires d'une société ou gestionnaires ou employés de cette société ou fournisseurs ou bénéficiaires de services;
- des succursales ou des filiales communautaires de sociétés ukrainiennes d'employer ou de faire employer sur le territoire de la Communauté des ressortissants ukrainiens;
- des succursales ou des filiales ukrainiennes de sociétés communautaires de faire employer sur le territoire de l'Ukraine des ressortissants des Etats membres;
- des sociétés ukrainiennes ou des succursales ou filiales communautaires de sociétés ukrainiennes de fournir des ressortissants ukrainiens chargés d'agir pour le compte et sous le contrôle d'autres personnes en vertu de contrats d'emploi temporaires;

- des sociétés communautaires ou des filiales ou succursales ukrainiennes de sociétés communautaires de fournir des travailleurs qui sont des ressortissants des Etats membres en vertu de contrats d'emploi temporaires.

TITRE V. — Paiements courants et capitaux

Article 48

1. Les parties s'engagent à autoriser, dans une monnaie librement convertible, tous paiements courants relevant de la balance des transactions entre des résidents de la Communauté et de l'Ukraine dans la mesure où les transactions qui en sont à l'origine concernent la circulation, libérée conformément au présent accord, de marchandises, de services ou de personnes entre les parties.

2. En ce qui concerne les transactions relevant de la balance des capitaux, les parties assurent à partir de l'entrée en vigueur du présent accord, la libre circulation des capitaux concernant les investissements directs effectués dans des sociétés constituées conformément à la législation du pays hôte et les investissements effectués conformément aux dispositions du chapitre II du titre IV, ainsi que la liquidation ou le rapatriement du produit de ces investissements et de tout bénéfice en découlant.

3. Sans préjudice du paragraphe 2 ou du paragraphe 5, les parties s'abstiennent à partir de l'entrée en vigueur du présent accord, d'introduire de nouvelles restrictions de change affectant les mouvements de capitaux et les paiements courants afférents à ces mouvements entre les résidents de la Communauté et de l'Ukraine et de rendre les arrangements existants plus restrictifs.

4. Les parties se consultent en vue de faciliter la circulation de types de capitaux autres que ceux mentionnés au paragraphe 2 entre la Communauté et l'Ukraine en vue de promouvoir les objectifs du présent accord.

5. Sur la base des dispositions du présent article, tant que la convertibilité totale de la monnaie de l'Ukraine au sens de l'article VIII des statuts du Fonds monétaire international (FMI) n'a pas été instaurée, l'Ukraine peut, dans des circonstances exceptionnelles, appliquer des restrictions de change liées à l'octroi ou à l'obtention de crédits financiers à court et moyen termes, dans la mesure où ces restrictions lui sont imposées pour l'octroi de tels crédits et sont

Artikel 45

Voor de toepassing van de hoofdstukken II, III en IV wordt geen rekening gehouden met de behandeling welke door de Gemeenschap, haar Lid-Staten of Oekraïne wordt toegekend op grond van de verbintenissen welke in het kader van overeenkomsten inzake economische integratie overeenkomstig de beginselen van artikel V van de GATS zijn aangegaan.

Artikel 46

1. De overeenkomstig de bepalingen van deze titel toegekende meestbegunstigingsregeling is niet van toepassing op de belastingvoorzieningen waarin de Partijen voorzien of in de toekomst zullen voorzien in het kader van overeenkomsten ter voorkoming van dubbele belasting of andere fiscale regelingen.

2. Niets in deze titel kan worden uitgelegd als een beletsel voor het vaststellen of doen naleven door de Partijen van maatregelen ter voorkoming van belastingvermijding of -ontduiking overeenkomstig de bepalingen van overeenkomsten ter voorkoming van dubbele belasting en andere fiscale regelingen, of de nationale fiscale wetgeving.

3. Niets in deze titel kan worden uitgelegd als een beletsel voor de Lid-Staten of Oekraïne om bij de toepassing van de desbetreffende bepalingen van hun fiscaal recht een onderscheid te maken tussen belastingplichtigen die zich niet in identieke situaties bevinden, vooral met betrekking tot hun woonplaats.

Artikel 47

Onverminderd artikel 35 kan geen enkele bepaling van de hoofdstukken II, III en IV worden uitgelegd als zou zij het recht verlenen :

- aan onderdanen van de Lid-Staten, respectievelijk Oekraïne, zich op het grondgebied van Oekraïne, respectievelijk de Gemeenschap, te begeven of daar te verblijven in ongeacht welke hoedanigheid en met name als aandeelhouder of partner, beheerder of werknemer van een vennootschap dan wel als verstrekker of ontvanger van diensten;
- aan dochterondernemingen of filialen van Oekraïense vennootschappen in de Gemeenschap tot het op het grondgebied van de Gemeenschap in dienst nemen of hebben van onderdanen van Oekraïne;
- aan dochterondernemingen of filialen van vennootschappen uit de Gemeenschap in Oekraïne tot het op het grondgebied van Oekraïne in dienst nemen of hebben van onderdanen van de Lid-Staten;
- aan Oekraïense vennootschappen dan wel dochterondernemingen of filialen van Oekraïense vennootschappen in de Gemeenschap tot het namens of onder het toezicht van andere personen laten optreden van Oekraïense onderdanen door middel van tijdelijke arbeidsovereenkomsten;
- aan communautaire vennootschappen dan wel dochterondernemingen of filialen van vennootschappen uit de Gemeenschap in Oekraïne tot het door middel van tijdelijke arbeidsovereenkomsten voorzien in arbeidskrachten die onderdanen van Lid-Staten zijn.

TITEL V. — Betalings- en kapitaalverkeer

Artikel 48

1. De Partijen verbinden zich ertoe machtiging te verlenen tot alle betaalverrichtingen op de lopende rekening van de betalingsbalans in vrije convertibele valuta tussen inwoners van de Gemeenschap en van Oekraïne voor zover deze verrichtingen betrekking hebben op het verkeer van goederen, diensten of personen in overeenstemming met de bepalingen van deze Overeenkomst.

2. Met betrekking tot de verrichtingen op de kapitaalrekening van de betalingsbalans worden vanaf de datum van inwerkingtreding van de Overeenkomst het vrije verkeer van kapitaal met betrekking tot directe investeringen in vennootschappen die in overeenstemming met de wetten van het gastland zijn opgericht, en investeringen in overeenstemming met hoofdstuk II van titel IV, alsook de liquidatie of de reparatie van die investeringen en van alle opbrengsten daarvan gegarandeerd.

3. Onverminderd de leden 2 en 5 worden met ingang van de datum van inwerkingtreding van deze Overeenkomst geen nieuwe beperkingen ingesteld op de valutatransacties in het kader van het kapitaalverkeer en de daarmee verband houdende betalingsverrichtingen tussen inwoners van de Gemeenschap en van Oekraïne, en worden in de bestaande regelingen geen verdere restricties aangebracht.

4. De Partijen raadplegen elkaar met het oog op de vergemakkelijking van andere kapitaalverrichtingen dan die bedoeld in lid 2 tussen de Gemeenschap en Oekraïne gericht op de verwezenlijking van de doelstellingen van deze Overeenkomst.

5. In het kader van dit artikel kan Oekraïne, in afwachting van een volledige convertibiliteit van de munteenheid van Oekraïne in de zin van artikel VIII van de Overeenkomst betreffende het Internationale Monetair Fonds (IMF), in uitzonderlijke omstandigheden deviezenbeperkingen in verband met het verlenen of opnemen van financieel krediet op korte en middellange termijn toepassen, voor zover deze beperkingen aan Oekraïne voor het verlenen van dergelijke kredieten

autorisées conformément à son statut au sein du FMI. L'Ukraine applique ces restrictions de manière non discriminatoire et en veillant à ce qu'elles perturbent le moins possible le présent accord. L'Ukraine informe rapidement le conseil de coopération de l'adoption de ces mesures et de toute modification qu'elle pourrait y apporter.

6. Sans préjudice des paragraphes 1er et 2, lorsque, dans des circonstances exceptionnelles, la libre circulation des capitaux entre la Communauté et l'Ukraine cause, ou risque de causer, de graves difficultés pour l'application de la politique de change ou la politique monétaire de la Communauté ou de l'Ukraine, la Communauté et l'Ukraine, respectivement, peuvent prendre des mesures de sauvegarde en ce qui concerne les mouvements de capitaux entre la Communauté et l'Ukraine pendant une période ne dépassant pas 6 mois si de telles mesures sont strictement nécessaires.

TITRE VI. — *Concurrence, protection de la propriété intellectuelle, industrielle et commerciale et coopération législative*

Article 49

1. Les parties conviennent de neutraliser ou d'éliminer par l'application de leurs lois sur la concurrence ou de toute autre manière, les restrictions à la concurrence dues aux entreprises ou à une intervention de l'Etat dans la mesure où elles risquent d'affecter les échanges entre la Communauté et l'Ukraine.

2. En vue d'atteindre les objectifs mentionnés au paragraphe 1er :

2.1 Les parties veillent à adopter et à appliquer les lois concernant les restrictions en matière de concurrence pratiquées par les entreprises relevant de leur juridiction.

2.2 Les parties s'abstiennent d'octroyer des aides d'Etat favorisant certaines entreprises ou la production de biens autres que des produits de base tels qu'ils sont définis dans le GATT ou la prestation de services, qui faussent ou qui menacent de fausser la concurrence dans la mesure où elles affectent les échanges entre la Communauté et l'Ukraine.

2.3 A la demande de l'une des parties, l'autre partie fournit des informations sur ses régimes d'aide ou sur certains cas particuliers d'aides d'Etat. Aucune information couverte par les dispositions législatives des parties en matière de secret professionnel ou commercial ne doit être fournie.

2.4 Dans le cas de monopoles d'Etat à caractère commercial, les parties se déclarent prêtes, à partir de la quatrième année suivant la date d'entrée en vigueur du présent accord, à assurer qu'il n'y aura pas de discrimination entre les ressortissants des parties en ce qui concerne les conditions auxquelles les marchandises sont fournies ou commercialisées.

2.5 En ce qui concerne les entreprises publiques ou les entreprises auxquelles les Etats membres ou l'Ukraine accordent des droits exclusifs, les parties se déclarent disposées, à partir de la quatrième année suivant la date d'entrée en vigueur du présent accord, à faire en sorte qu'aucune mesure perturbant les échanges entre la Communauté et l'Ukraine dans une mesure contraire aux intérêts respectifs des parties ne soit adoptée ou maintenue. Cette disposition ne fait pas obstacle à l'exécution, en droit ou en fait, des tâches particulières assignées à ces entreprises.

2.6 La période définie aux paragraphes 2.4 et 2.5 peut être prolongée sur accord des parties.

3. Des consultations peuvent avoir lieu au sein du comité de coopération à la demande de la Communauté ou de l'Ukraine concernant les restrictions ou les distorsions de la concurrence visées aux paragraphes 1 et 2 ainsi que l'application de leurs règles de concurrence, sous réserve des limites imposées par les lois relatives à la divulgation d'informations, à la confidentialité et au secret des affaires. Les consultations peuvent également porter sur des questions relatives à l'interprétation des paragraphes 1er et 2.

4. Les parties ayant une expérience de l'application des règles de concurrence s'efforcent de fournir aux autres parties, sur demande et dans la limite des ressources disponibles, une assistance technique pour le développement et la mise en œuvre des règles de concurrence.

5. Les dispositions précitées n'affectent en rien les droits des parties d'appliquer des mesures adéquates, notamment celles visées à l'article 19, afin de remédier à toute distorsion des échanges de biens ou de services.

Article 50

1. Conformément aux dispositions du présent article et de l'annexe III, l'Ukraine continue à améliorer la protection des droits de propriété intellectuelle, industrielle et commerciale afin d'assurer, d'ici à la fin de la cinquième année suivant l'entrée en vigueur du présent accord, un niveau de protection similaire à celui qui existe dans la Communauté, y compris les moyens prévus pour assurer le respect de ces droits.

worden opgelegd en op grond van de IMF-status van Oekraïne zijn toegestaan. Oekraïne past deze beperkingen op een niet-discriminerende wijze toe. Zij dienen zodanig te worden toegepast dat zij de uitvoering van deze Overeenkomst zo weinig mogelijk verstoren. Oekraïne doet aan de Samenwerkingsraad onverwijld mededeling van de invoering en van alle wijzigingen van dergelijke maatregelen.

6. Onverminderd de leden 1 en 2 kunnen de Gemeenschap en Oekraïne in uitzonderlijke omstandigheden, wanneer kapitaalverkeer tussen de Gemeenschap en Oekraïne oorzaak is of dreigt te zijn van ernstige moeilijkheden voor de toepassing van het wisselkoersbeleid of het monetaire beleid in de Gemeenschap of in Oekraïne, elk voor zich vrijwaringsmaatregelen nemen met betrekking tot het kapitaalverkeer tussen de Gemeenschap en Oekraïne voor een periode van niet meer dan zes maanden, indien deze maatregelen volstrekt nodig zijn.

TITEL VI. — *Mededinging, bescherming van intellectuele, industriële en commerciële eigendom, samenwerking op het gebied van de wetgeving*

Artikel 49

1. De Partijen komen overeen, door de toepassing van hun mededingingsvoorschriften of anderszins, te bewerkstelligen dat beperkingen van de mededinging door ondernemingen of ten gevolge van overheidsmaatregelen, voor zover zij de handel tussen de Gemeenschap en Oekraïne ongunstig kunnen beïnvloeden, ongedaan worden gemaakt of worden opgeheven.

2. Met het oog op de verwezenlijking van de in lid 1 genoemde doelstellingen :

2.1. zorgen de Partijen ervoor dat zij over wetgeving beschikken ter bestrijding van mededingingsbeperkingen door de onder hun rechtsbevoegdheid vallende ondernemingen en op de naleving ervan toezien.

2.2. zien de Partijen af van de toekenning van staatssteun aan bepaalde ondernemingen, voor de produktie van goederen die geen basisprodukten zijn als bedoeld in de GATT, of voor diensten, voor zover hierdoor de mededinging wordt vervalst of dreigt te worden vervalst en in de mate dat deze steun de handel tussen de Gemeenschap en Oekraïne ongunstig beïnvloedt;

2.3. verstrekt de ene Partij de andere op haar verzoek informatie over haar steunprogramma's of over bepaalde afzonderlijke gevallen van staatssteun; de Partijen dienen geen informatie te verstrekken waarop wettelijke voorschriften inzake het beroeps- of bedrijfsgeheim van toepassing zijn;

2.4. verklaren de Partijen zich met betrekking tot de staatsmonopolies van commerciële aard, bereid vanaf het vierde jaar na de inwerking-treding van deze Overeenkomst erop toe te zien dat niet wordt gediscrimineerd tussen onderdanen van de Partijen met betrekking tot de voorwaarden waaronder goederen worden aangeschaft of verkocht;

2.5. verklaren de Partijen zich met betrekking tot de overheidsbedrijven en de ondernemingen waaraan de Lid-Staten of Oekraïne uitsluitende rechten verlenen, bereid vanaf het vierde jaar na de inwerking-treding van deze overeenkomst erop toe te zien dat geen maatregelen worden vastgesteld of gehandhaafd die voor de respectieve belangen van de Partijen nadelige distorsies van de handel tussen de Gemeenschap en Oekraïne tot gevolg hebben; deze bepaling vormt geen juridische of feitelijke belemmering voor de vervulling van de aan de bedoelde ondernemingen opgedragen bijzondere taken;

2.6. kan de in lid 2, punten 4) en 5), genoemde termijn bij onderlinge overeenstemming tussen de Partijen worden verlengd.

3. Op verzoek van de Gemeenschap of Oekraïne kan binnen het Samenwerkingscomité overleg plaatshebben over de in leden 1 en 2 bedoelde beperkingen of vervalsing van de mededinging en over het doen naleven van de mededingingsvoorschriften, met inachtneming van de wettelijke beperkingen betreffende de bekendmaking van gegevens, de vertrouwelijkheid van informatie en het bedrijfsgeheim. Het overleg kan eveneens betrekking hebben op problemen in verband met de uitlegging van de leden 1 en 2.

4. De Partijen met ervaring op het gebied van de toepassing van mededingingsvoorschriften stellen alles in het werk om de andere Partijen, op hun verzoek en binnen de grenzen van de beschikbare middelen, technische bijstand te verlenen met betrekking tot de uitwerking en tenuitvoerlegging van mededingingsvoorschriften.

5. Bovenstaande bepalingen doen op geen enkele wijze afbreuk aan de rechten van de Partijen om afdoende maatregelen, en met name die bedoeld in artikel 19, te nemen met betrekking tot distorsies van de handel in goederen of diensten.

Artikel 50

1. In overeenstemming met de bepalingen van dit artikel en van bijlage III ziet Oekraïne verder toe op de verbetering van de bescherming van intellectuele, industriële en commerciële eigendomsrechten, ten einde tegen het einde van het vijfde jaar na de inwerking-treding van de Overeenkomst te kunnen voorzien in een bescherming overeenkomst met die welke bestaat in de Gemeenschap, met inbegrip van doeltreffende middelen om deze rechten af te dwingen.

2. A la fin de la cinquième année suivant l'entrée en vigueur du présent accord, l'Ukraine adhère aux conventions multilatérales en matière de propriété intellectuelle, industrielle et commerciale visées à l'annexe III paragraphe 1 auxquelles les Etats membres sont parties ou qui sont appliquées de facto par les Etats membres conformément aux dispositions pertinentes de ces conventions.

Article 51

1. Les parties reconnaissent que le renforcement des liens économiques entre l'Ukraine et la Communauté dépend essentiellement du rapprochement de la législation existante et future de l'Ukraine avec celle de la Communauté. L'Ukraine mettra tout en oeuvre afin que sa législation soit progressivement rendue compatible avec la législation communautaire.

2. Le rapprochement des législations s'étend en particulier aux domaines suivants : législation douanière, droit des sociétés, droit bancaire, comptabilité et fiscalité des entreprises, propriété intellectuelle, protection des travailleurs sur le lieu de travail, services financiers, règles de concurrence, marchés publics, protection de la santé et de la vie des personnes, des animaux et des plantes, environnement, protection des consommateurs, fiscalité indirecte, règles et normes techniques, lois et réglementations nucléaires, transports.

3. L'assistance technique que la Communauté apporte à l'Ukraine, en fonction des besoins, pour la réalisation de ces mesures peut notamment inclure :

- l'échange d'experts;
- la fourniture d'informations rapides, notamment en matière de législation;
- l'organisation de séminaires;
- les activités de formation;
- une aide pour la traduction de la législation communautaire dans les secteurs concernés.

TITRE VII. — Coopération économique

Article 52

1. La Communauté et l'Ukraine établissent une coopération économique en vue de contribuer au processus de réforme et de redressement économiques et au développement durable de l'Ukraine. Cette coopération renforce et développe les liens économiques, dans l'intérêt des deux parties.

2. Les politiques et les autres mesures visent à promouvoir les réformes économiques et sociales et la restructuration du système économique en Ukraine; elles s'inspirent des principes de la durabilité et du développement social harmonieux et intègrent également des considérations relatives à l'environnement.

3. A cette fin, la coopération se concentre sur la coopération industrielle, la promotion et la protection des investissements, les marchés publics, les normes et les évaluations de conformité, le secteur minier et des matières premières, la science et la technologie, l'éducation et la formation, l'agriculture et le secteur agro-industriel, l'énergie, le secteur nucléaire civil, l'environnement, les transports, l'espace, les télécommunications, les services financiers, le blanchiment d'argent, la politique monétaire, le développement régional, la coopération sociale, le tourisme, les petites et moyennes entreprises, l'information et la communication, la protection des consommateurs, les douanes, la coopération statistique, l'économie et la lutte contre la drogue.

4. Une attention particulière est accordée aux mesures susceptibles de promouvoir la coopération entre les Etats indépendants et les autres pays voisins en vue de stimuler un développement harmonieux de la région.

5. Le cas échéant, la coopération économique et d'autres formes de coopération prévues par le présent accord peuvent être appuyées par une assistance technique de la Communauté, compte tenu du règlement du Conseil de la Communauté applicable à l'assistance technique aux Etats indépendants, des priorités convenues dans le programme indicatif relatif à l'assistance technique de la Communauté à l'Ukraine et des procédures de coordination et de mise en oeuvre y fixées.

6. Le conseil de coopération formule des recommandations concernant le développement de la coopération dans les domaines indiqués au paragraphe 3.

Article 53

Coopération industrielle

1. La coopération vise en particulier à promouvoir :

- le développement de liens commerciaux entre les agents économiques des deux parties, par exemple en ce qui concerne le transfert de technologies et de savoir-faire;

2. Tegen het einde van het vijfde jaar na de inwerkingtreding van de Overeenkomst, treedt Oekraïne toe tot de multilaterale overeenkomsten betreffende intellectuele, industriële en commerciële eigendomsrechten bedoeld in punt 1 van bijlage III, waarbij de Lid-Staten Partij zijn of die de facto door de Lid-Staten worden toegepast in overeenstemming met de desbetreffende bepalingen van die overeenkomsten.

Artikel 51

1. De Partijen erkennen dat een voorname voorwaarde voor het versterken van de economische banden tussen Oekraïne en de Gemeenschap de aanpassing van de bestaande en toekomstige wetgeving van Oekraïne aan die van de Gemeenschap is. Oekraïne doet het nodige om ervoor te zorgen dat zijn wetgeving geleidelijk in overeenstemming met die van de Gemeenschap wordt gebracht.

2. De aanpassing van de wetgeving omvat in het bijzonder de volgende terreinen : douanewetgeving, vennootschapsrecht, bankrecht, boekhoudkundige regels voor vennootschappen, vennootschapsbelastingen, intellectuele eigendom, bescherming van werknemers op de arbeidsplaats, financiële diensten, mededingingsregels, overheidsopdrachten, bescherming van de gezondheid en het leven van personen, dieren en planten, milieu, consumentenbescherming, indirecte belastingen, technische voorschriften en normen, wettelijke en bestuursrechtelijke voorschriften inzake kernenergie, vervoer.

3. De Gemeenschap verstrekt Oekraïne zo nodig technische bijstand bij de uitvoering van deze maatregelen, onder meer door :

- de uitwisseling van deskundigen,
- het verstrekken van tijdige informatie, vooral over relevante wetgeving,
- de organisatie van seminars,
- opleidingsactiviteiten,
- bijstand voor de vertaling van communautaire wetgeving in de desbetreffende sectoren.

TITEL VII. — Economische samenwerking

Artikel 52

1. De Gemeenschap en Oekraïne brengen een economische samenwerking tot stand die erop gericht is het economisch hervormings- en herstelproces en de duurzame ontwikkeling van Oekraïne te bevorderen. Die samenwerking versterkt en ontwikkelt de economische banden ten voordele van beide Partijen.

2. Het beleid en de andere maatregelen zijn gericht op de totstandbrenging van economische en sociale hervormingen, en van de herstructurering van het economische systeem in Oekraïne, en gaan uit van de eisen van een duurzame en harmonische sociale ontwikkeling; ook de milieu-aspecten dienen volledig in de maatregelen te zijn geïntegreerd.

3. Te dien einde wordt de samenwerking in het bijzonder gericht op de industriële samenwerking, de bevordering en bescherming van de investeringen, overheidsopdrachten, normen en overeenstemmingsbeoordelingen, mijnbouw en grondstoffen, wetenschap en technologie, onderwijs en opleiding, de landbouw en de agro-industriële sector, energie, de civiele nucleaire sector, het milieu, vervoer, ruimtetechnologie, telecommunicatie, financiële diensten, het witwassen van geld, monetair beleid, regionale ontwikkeling, sociale samenwerking, toerisme, het midden- en kleinbedrijf, informatie en communicatie, consumentenbescherming, douane, statistieken, economie en verdoende middelen.

4. Er wordt speciale aandacht besteed aan maatregelen ter bevordering van de samenwerking tussen de Onafhankelijke Staten en de andere omliggende landen met het oog op een harmonische ontwikkeling van de regio.

5. In voorkomend geval kunnen de economische samenwerking en de andere vormen van samenwerking waarin deze Overeenkomst voorziet, worden gesteund door technische bijstand van de Gemeenschap, met inachtneming van de op de technische bijstand in de Onafhankelijke Staten betrekking hebbende verordening van de Raad van de Europese Unie, de in het kader van het indicatieve programma voor de technische bijstand van de Gemeenschap aan Oekraïne overeengekomen prioriteiten, en de vastgestelde coördinatie- en uitvoerleggingsprocedures.

6. De Samenwerkingsraad doet aanbevelingen met betrekking tot de ontwikkeling van de samenwerking op de in lid 3 genoemde gebieden.

Artikel 53

Industriële samenwerking

1. Bij de samenwerking wordt in het bijzonder de bevordering nagestreefd van :

- de ontwikkeling van commerciële banden tussen het bedrijfsleven aan beide zijden, met het oog op bijvoorbeeld de overdracht van technologie en know-how,

- la participation de la Communauté aux efforts accomplis par l'Ukraine pour restructurer et améliorer techniquement son industrie;
 - l'amélioration de la gestion;
 - le développement de règles et pratiques commerciales adéquates, y compris la commercialisation de produits;
 - la protection de l'environnement;
 - l'adaptation de la structure de la production industrielle aux normes d'une économie de marché avancée;
 - la conversion du complexe militaro-industriel.
2. Les dispositions du présent article ne portent pas atteinte à l'application des règles de concurrence communautaires aux entreprises.

Article 54

Promotion et protection des investissements

1. Compte tenu des pouvoirs et compétences respectifs de la Communauté et de ses Etats membres, la coopération vise à créer un environnement favorable aux investissements, tant nationaux qu'étrangers, particulièrement par la réalisation de meilleures conditions pour la protection des investissements, le transfert des capitaux et l'échange d'informations en matière de possibilités d'investissement.
2. La coopération vise en particulier à promouvoir :
- la conclusion, le cas échéant, entre les Etats membres et l'Ukraine, d'accords pour la promotion et la protection des investissements;
 - la conclusion, le cas échéant, entre les Etats membres et l'Ukraine, d'accords visant à éviter une double imposition;
 - la création de conditions favorables pour attirer les investissements étrangers dans l'économie ukrainienne;
 - l'établissement de lois et de conditions commerciales stables et adéquates, et l'échange d'informations en matière de lois, réglementations et pratiques administratives dans le domaine des investissements;
 - l'échange d'informations sur les possibilités d'investissement dans le cadre, entre autres, de foires commerciales, d'expositions, de semaines commerciales et autres manifestations.

Article 55

Marchés publics

Les parties coopèrent pour promouvoir une concurrence ouverte dans la passation des marchés de biens et services, notamment par le biais d'appels d'offres.

Article 56

Coopération dans le domaine des normes et de l'évaluation de la conformité

1. La coopération entre les parties vise à encourager l'alignement sur les critères, principes et directives internationaux suivis en matière de qualité, à faciliter la reconnaissance mutuelle dans le domaine de l'évaluation de la conformité, ainsi qu'à améliorer la qualité des produits ukrainiens.
2. A cette fin, les parties s'efforcent :
- de promouvoir une coopération appropriée avec les organisations et institutions spécialisées dans ces domaines;
 - de promouvoir l'utilisation des règles techniques de la Communauté et l'application des normes et des procédures européennes d'évaluation de la conformité;
 - de favoriser le partage de l'expérience et de l'information technique en matière de gestion de la qualité.

Article 57

Secteur minier et matières premières

1. Les parties visent à augmenter les investissements et les échanges dans le secteur minier et des matières premières.
2. La coopération vise en particulier à promouvoir les domaines suivants :
- l'échange d'informations sur les développements dans les secteurs minier et des métaux non-ferreux;
 - l'établissement d'un cadre juridique pour la coopération;
 - les questions commerciales;
 - le développement de mesures législatives et autres dans le domaine de la protection de l'environnement;
 - la formation;
 - la sécurité dans l'industrie minière.

- de deelneming van de Gemeenschap aan het streven van Oekraïne om zijn industrie te herstructureren en technisch te verbeteren,
 - de verbetering van de bedrijfsvoering,
 - de uitwerking van degelijke handelsvoorschriften en -praktijken, met inbegrip van marketingmethoden voor producten,
 - de milieubescherming,
 - de aanpassing van de structuur van de industriële productie aan de normen van een moderne markteconomie,
 - de omschakeling van het militair-industrieel complex.
2. De bepalingen van dit artikel laten de tenuitvoerlegging van de op ondernemingen toepasselijke mededingingsvoorschriften van de Gemeenschap onverlet.

Artikel 54

Bevordering en bescherming van investeringen

1. Met inachtneming van de respectieve bevoegdheden van de Gemeenschap en de Lid-Staten is de samenwerking gericht op het creëren van een gunstig klimaat voor binnen- en buitenlandse investeringen, met name door betere voorwaarden voor de bescherming van investeringen, en door de mogelijkheid van kapitaalovermakingen en de uitwisseling van informatie over investeringsmogelijkheden.
2. De samenwerking is in het bijzonder gericht op de volgende doelstellingen :
- de sluiting, waar nodig, van overeenkomsten voor de bevordering en bescherming van investeringen tussen de Lid-Staten en Oekraïne;
 - de sluiting, waar nodig, van overeenkomsten ter voorkoming van dubbele belasting tussen de Lid-Staten en Oekraïne;
 - het scheppen van gunstige voorwaarden voor buitenlandse investeringen in de Oekraïense economie;
 - de vaststelling van stabiel en doeltreffend handelsrecht en een stabiele en geschikte handelsomgeving en de uitwisseling van informatie over wetgeving en administratieve praktijken op investeringsgebied;
 - de uitwisseling van informatie over investeringsmogelijkheden in de vorm van onder andere handelsbeurzen, tentoonstellingen, handelsweken en andere manifestaties.

Artikel 55

Overheidsopdrachten

De Partijen werken samen met het oog op de vaststelling van voorwaarden voor de gunning via openbare en op mededinging gebaseerde procedures van contracten voor het leveren van goederen en verrichten van diensten, met name door middel van aanbestedingen.

Artikel 56

Samenwerking op het gebied van de normen en de overeenstemmingsbeoordeling

1. De samenwerking tussen de Partijen is gericht op de aanpassing aan de internationaal overeengekomen criteria, beginselen en richtsnoeren inzake kwaliteit. De te ondernemen acties dienen bevorderlijk te zijn voor de wederzijdse erkenning op het gebied van de overeenstemmingsbeoordeling en voor de verbetering van de kwaliteit van de Oekraïense producten.
2. Daartoe streven de Partijen het volgende na :
- de bevordering van passende samenwerking met de op deze gebieden gespecialiseerde organisaties en instellingen;
 - de bevordering van de toepassing van communautaire technische voorschriften en Europese normen en procedures voor overeenstemmingsbeoordeling;
 - de uitwisseling van praktische en technische informatie met betrekking tot de kwaliteitszorg.

Artikel 57

Mijnbouw en grondstoffen

1. De Partijen streven naar een uitbreiding van de investeringen en van de handel op het gebied van mijnbouw en grondstoffen.
2. De samenwerking heeft vooral betrekking op :
- de uitwisseling van informatie over de ontwikkelingen in de sectoren mijnbouw en non-ferrometalen;
 - de vaststelling van een juridisch kader voor de samenwerking;
 - met de handel verband houdende aangelegenheden;
 - de uitwerking van wettelijke en andere maatregelen op het gebied van de milieubescherming;
 - de opleiding;
 - de veiligheid in de mijnindustrie.

Article 58

Coopération dans le domaine de la science et de la technologie

1. Les parties encouragent, dans leur intérêt réciproque, la coopération dans le domaine de la recherche scientifique civile et du développement technologique civil et, compte tenu des ressources disponibles, un accès approprié à leurs programmes respectifs, sous réserve d'une protection effective et suffisante des droits de propriété intellectuelle, industrielle et commerciale.

2. La coopération en matière de science et technologie couvre notamment :

- l'échange d'informations scientifiques et technologiques;
- les activités conjointes de recherche et de développement;
- les activités de formation et les programmes de mobilité pour les scientifiques, les chercheurs et les techniciens des deux parties oeuvrant dans le domaine de la recherche et du développement technologique.

Lorsque cette coopération s'effectue dans le cadre d'activités liées à l'éducation et/ou à la formation, elle doit se conformer aux dispositions de l'article 59.

Sur la base d'un commun accord, les parties peuvent s'engager dans d'autres formes de coopération en matière de science et de technologie.

Dans le cadre de ces activités de coopération, une attention particulière est accordée au redéploiement des scientifiques, ingénieurs, chercheurs et techniciens qui participent ou ont participé à la recherche et/ou la production d'armes de destruction massive.

3. La coopération au titre du présent article est mise en œuvre conformément à des arrangements spécifiques négociés et conclus selon les procédures adoptées par chaque partie, qui fixent, entre autres, les dispositions appropriées en matière de droits de propriété intellectuelle, industrielle et commerciale.

Article 59

Education et formation

1. Les parties coopèrent en vue de relever le niveau de l'enseignement général et des qualifications professionnelles en Ukraine, tant dans les secteurs public que privé.

2. La coopération concerne en particulier les domaines suivants :

- le relèvement des systèmes d'enseignement supérieur et de formation en Ukraine, notamment le système de certification des établissements d'enseignement supérieur et des diplômes d'enseignement supérieur;
- la formation de cadres et de fonctionnaires des secteurs public et privé dans des domaines prioritaires à déterminer;
- la coopération entre les établissements d'enseignement et entre les établissements d'enseignement et les entreprises;
- la mobilité des professeurs, diplômés, administrateurs, jeunes scientifiques et chercheurs, et des jeunes;
- la promotion des études européennes dans les institutions appropriées;
- l'enseignement des langues communautaires;
- la formation post-universitaire d'interprètes de conférence;
- la formation de journalistes;
- la formation de formateurs.

3. La participation éventuelle d'une partie aux différents programmes d'éducation et de formation de l'autre partie peut être envisagée conformément à leurs procédures respectives et, le cas échéant, des cadres institutionnels et des programmes de coopération sont alors établis dans le prolongement de la participation de l'Ukraine au programme TEMPUS de la Communauté.

Article 60

Agriculture et secteur agro-industriel

Dans ce domaine, la coopération vise à promouvoir la réforme agraire, la modernisation, la privatisation et la restructuration de l'agriculture, des secteurs agro-industriel et des services en Ukraine, à développer des marchés nationaux et internationaux pour les produits ukrainiens, dans des conditions assurant la protection de l'environnement, compte tenu de la nécessité d'améliorer la sécurité de l'approvisionnement alimentaire. Les parties visent également à rapprocher progressivement les normes ukrainiennes des réglementations techniques communautaires concernant les produits alimentaires industriels et agricoles, y compris les normes sanitaires et phytosanitaires.

Artikel 58

Samenwerking op het gebied van wetenschappen en technologie

1. De Partijen bevorderen de samenwerking op het gebied van civielwetenschappelijk onderzoek en technologische ontwikkeling (O & TO) op basis van het wederzijdse voordeel daarvan, en met inachtneming van de omvang van de beschikbare middelen, van de nodige toegankelijkheid van hun respectieve programma's en van een passend beschermingsniveau van de intellectuele, industriële en commerciële eigendomsrechten (IER).

2. De samenwerking op het gebied van wetenschappen en technologie heeft betrekking op :

- de uitwisseling van wetenschappelijke en technische informatie;
- gezamenlijke O & TO-activiteiten;
- opleidingsactiviteiten en programma's ter bevordering van de mobiliteit ten behoeve van aan beide zijden bij O & TO betrokken wetenschappers, onderzoekers en technici.

Voor activiteiten in het kader van deze samenwerking die betrekking hebben op onderwijs en/of opleiding, dienen de bepalingen van artikel 59 te worden inachtgenomen.

De Partijen kunnen bij wederzijds akkoord andere vormen van samenwerking op het gebied van wetenschap en technologie aangaan.

Bij de uitvoering van deze samenwerkingsactiviteiten wordt bijzondere aandacht besteed aan de tewerkstelling elders van wetenschappers, ingenieurs, onderzoekers en technici die zich bezig hebben gehouden met onderzoek naar en/of de productie van massavernietigingswapens.

3. De samenwerking waarop dit artikel betrekking heeft wordt ten uitvoer gelegd via afzonderlijke akkoorden waarvoor de onderhandelingen en de sluiting verlopen overeenkomstig de door elke Partij vastgestelde procedures en waarin onder andere de passende IER-bepalingen worden opgenomen.

Artikel 59

Onderwijs en opleiding

1. De Partijen werken samen voor het optrekken van het peil van het algemene onderwijs en de beroepskwalificaties in Oekraïne, zowel in de openbare als in de particuliere sector.

2. De samenwerking wordt in het bijzonder gericht op de volgende terreinen :

- de modernisering van het hoger onderwijs en de opleidingsstelsels in Oekraïne met inbegrip van de systemen voor de certificatie van instellingen voor hoger onderwijs en diploma's in het hoger onderwijs;
- de opleiding van leidinggevend personeel in de openbare en de particuliere sector alsook van hogere ambtenaren op vast te stellen prioritaire terreinen;
- de samenwerking tussen onderwijsinstellingen onderling en tussen onderwijsinstellingen en ondernemingen;
- de mobiliteit van het onderwijzend personeel, afgestudeerden, administratief personeel, jonge wetenschappers en onderzoekers, en jongeren in het algemeen;
- de bevordering van het onderwijs op het gebied van Europese studies in de relevante instellingen;
- het aanleren van communautaire talen;
- de postuniversitaire opleiding van conferentietolken;
- de opleiding van journalisten;
- de opleiding van opleiders.

3. De mogelijke deelneming van een Partij aan de respectieve programma's op onderwijs- en opleidingsgebied van de andere Partij zou kunnen worden overwogen in overeenstemming met hun respectieve procedures, en eventueel worden institutionele kaders en samenwerkingsprojecten opgezet in aansluiting op de deelneming van Oekraïne aan het TEMPUS-programma van de Gemeenschap.

Artikel 60

Landbouw en de agro-industriële sector

De samenwerking op dit terrein is gericht op de landbouwhervorming, de modernisering, privatisering en herstructurering van de landbouwsector, van de agro-industriële sector en van de dienstensector in Oekraïne, en het vergroten van de binnenlandse en buitenlandse afzet voor Oekraïense producten, onder voorwaarden die de bescherming van het milieu waarborgen en met inachtneming van de noodzaak de continuïteit van de voedselvoorziening te verbeteren. De Partijen streven eveneens naar een geleidelijke aanpassing van de Oekraïense normen aan de communautaire technische voorschriften betreffende al dan niet industrieel verwerkte voedingsproducten uit de landbouw met inbegrip van de sanitaire en fytosanitaire normen.

Article 61

Energie

1. La coopération s'inscrit dans le cadre des principes de l'économie de marché et du traité de la charte européenne de l'énergie et se développe dans la perspective d'une intégration progressive des marchés de l'énergie en Europe.

2. La coopération porte notamment sur les points suivants :

- l'impact sur l'environnement de la production et de la consommation d'énergie, afin d'éviter ou de minimiser les dommages écologiques résultant de ces activités;
- l'amélioration de la qualité et de la sécurité de l'approvisionnement en énergie, y compris la diversification des fournisseurs, d'une façon économiquement et écologiquement saine;
- la formulation d'une politique énergétique;
- l'amélioration de la gestion et de la réglementation du secteur de l'énergie conformément à une économie de marché;
- la réalisation d'un ensemble de conditions institutionnelles, juridiques, fiscales et autres nécessaires pour encourager les échanges et les investissements en matière d'énergie;
- la promotion des économies d'énergie et de l'efficacité énergétique;
- la modernisation, le développement et la diversification de l'infrastructure énergétique;
- l'amélioration des technologies d'approvisionnement et d'utilisation finale quel que soit le type d'énergie;
- la gestion et la formation technique dans le secteur de l'énergie.

Article 62

Coopération dans le domaine nucléaire civil

1. Compte tenu des pouvoirs et compétences respectifs de la Communauté et de ses Etats membres, la coopération dans le domaine nucléaire civil s'effectue par la mise en œuvre d'accords spécifiques concernant notamment le commerce de matériaux nucléaires, la sûreté nucléaire et la fusion thermonucléaire et conformément aux procédures juridiques de chaque partie.

2. Les parties coopèrent, notamment dans les enceintes internationales, pour résoudre les problèmes résultant de la catastrophe de Tchernobyl; cette coopération s'étend particulièrement aux aspects suivants :

- étude conjointe des problèmes scientifiques liés à l'accident de Tchernobyl;
- lutte contre la contamination radioactive de l'air, des sols et des eaux;
- contrôle et supervision de la radio-activités de l'environnement;
- gestion des situations nucléaires/radioactives d'urgence;
- décontamination de terres polluées par la radioactivité et traitement des déchets nucléaires;
- problèmes médicaux relatifs à l'impact d'accidents nucléaires sur la santé publique;
- solution du problème de sécurité lié à la destruction du quatrième réacteur détruit de la centrale de Tchernobyl;
- aspects économiques et administratifs des efforts consentis pour surmonter la catastrophe;
- formation dans le domaine de la prévention et de l'atténuation des accidents nucléaires;
- aspects scientifiques et techniques des actions visant à remédier aux conséquences de la catastrophe de Tchernobyl;
- autres domaines soumis à l'accord des parties.

Article 63

Environnement

1. Dans l'esprit de la Charte européenne de l'énergie et de la Déclaration de la conférence de Lucerne de 1993, les parties développent et renforcent leur coopération dans le domaine de l'environnement et de la santé humaine.

2. La coopération vise à lutter contre la dégradation de l'environnement, et couvre notamment :

- la surveillance effective de la pollution et l'évaluation de l'environnement; un système d'information sur l'état de l'environnement;
- la lutte contre la pollution locale, régionale et transfrontalière de l'air et de l'eau;
- la réhabilitation de l'environnement;

Artikel 61

Energie

1. De samenwerking vindt plaats met inachtneming van de beginselen van de markteconomie en het Europees Energiehandvest tegen de achtergrond van de geleidelijke integratie van de energiemarkten in Europa.

2. De samenwerking strekt zich onder meer over de volgende terreinen uit :

- het milieu-effect van energieproductie, -voorziening en -verbruik ten einde milieuschade als gevolg van deze activiteiten te voorkomen of tot een minimum te beperken;
- verbetering van de kwaliteit en de continuïteit van de energievoorziening, inclusief diversificatie van de leveranciers, op een wijze die uit economisch en milieuoogpunt verantwoord is;
- de uitstippeling van het energiebeleid;
- verbetering van het beheer en de regulering van de energiesector in overeenstemming met de eisen van een markteconomie;
- de totstandbrenging van de institutionele, wettelijke, fiscale en andere voorwaarden die nodig zijn om verhoogde handel en investeringen in energie te stimuleren;
- de bevordering van energiebesparing en een efficiënt energiegebruik;
- de modernisering, ontwikkeling en diversificatie van de energie-infrastructuur;
- verbetering van de technologieën bij de levering en het eindverbruik van de verschillende vormen van energie;
- het beheer en de technische opleiding in de energiesector.

Artikel 62

Samenwerking in de civiele kernenergiesector

1. Met inachtneming van de respectieve bevoegdheden van de Gemeenschap en haar Lid-Staten vindt samenwerking in de civiele kernenergiesector overeenkomstig de wettelijke procedures van elke Partij plaats via de tenuitvoerlegging van specifieke overeenkomsten betreffende bij voorbeeld de handel in nucleaire materialen, nucleaire veiligheid en kernversmelting.

2. De Partijen werken, mede in het kader van internationale fora, samen aan de oplossing van de problemen die als gevolg van de ramp in Tsjernobyl zijn ontstaan; de samenwerking kan met name omvatten :

- een gezamenlijke studie over de wetenschappelijke problemen in verband met het ongeval in Tsjernobyl;
- bestrijding van de radioactieve besmetting van lucht, bodem en water;
- meting van en toezicht op de radioactiviteit van het milieu;
- de aanpak van noodsituaties veroorzaakt door kernenergie/radioactiviteit;
- ontsmetting van met radioactiviteit besmette grond en verwerking van radioactief afval;
- medische problemen in verband met de gevolgen van kernongevallen voor de volksgezondheid;
- oplossing van het veiligheidsprobleem in verband met de vernietigde eenheid 4 in Tsjernobyl;
- economische en administratieve aspecten van de inspanningen om de ramp te boven te komen;
- opleiding ter voorkoming en verzachting van kernongevallen;
- wetenschappelijke en technische aspecten van de curatieve werkzaamheden met het oog op het definitief afrekenen met de gevolgen van de ramp in Tsjernobyl;
- andere terreinen waarover door Partijen overeenstemming wordt bereikt.

Artikel 63

Milieu

1. Met inachtneming van het Europees Energiehandvest en de Verklaring van de Conferentie van Luzern van 1993 ontwikkelen en versterken Partijen hun samenwerking op het gebied van het milieu en de volksgezondheid.

2. De samenwerking beoogt bestrijding van het milieubederf en met name :

- daadwerkelijke controle van de verontreinigingsniveaus en beoordeling van het milieu; informatiesysteem met betrekking tot de toestand van het milieu;
- bestrijding van lokale, regionale en grensoverschrijdende lucht- en waterverontreiniging;
- ecologisch herstel;

- la production et la consommation durables, efficaces et écologiques de l'énergie; la sécurité des installations industrielles;
 - la classification et la manipulation sans danger des substances chimiques;
 - la qualité de l'eau;
 - la réduction, le recyclage et l'élimination propre des déchets, la mise en œuvre de la convention de Bâle;
 - l'impact de l'agriculture sur l'environnement; l'érosion des sols; la pollution chimique;
 - la protection des forêts;
 - la préservation de la biodiversité, des zones protégées et l'utilisation et la gestion durables des ressources biologiques;
 - l'aménagement du territoire, y compris la construction et l'urbanisme;
 - l'utilisation d'instruments économiques et fiscaux;
 - l'évolution du climat global;
 - l'éducation et la sensibilisation écologique;
 - la mise en œuvre de la convention d'Espoo sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière.
3. La coopération porte notamment sur les domaines suivants :
- planification de la gestion des catastrophes et d'autres situations d'urgence;
 - échange d'informations et d'experts, notamment en matière de transfert des technologies propres et d'utilisation sûre et écologique des biotechnologies;
 - activités communes de recherche;
 - adaptation des législations aux normes communautaires;
- coopération au niveau régional, y compris dans le cadre de l'Agence européenne de l'environnement, et au niveau international;

- développement de stratégies, en particulier en ce qui concerne les problèmes globaux et climatiques ainsi que la réalisation d'un développement durable;
- études d'impact sur l'environnement.

Article 64

Transports

Les parties développent et accentuent leur coopération dans le domaine des transports.

Cette coopération vise, entre autres, à restructurer et à moderniser les systèmes et les réseaux de transport en Ukraine et à développer et à assurer, le cas échéant, la compatibilité des systèmes de transport dans une perspective de globalisation.

La coopération porte notamment sur :

- la modernisation de la gestion et de l'exploitation des transports routiers, des chemins de fer, des ports et des aéroports;
 - la modernisation et le développement des infrastructures routières, ferroviaires, portuaires, aéroportuaires et des voies navigables, y compris la modernisation des grands axes d'intérêt commun et des liaisons transeuropéennes pour les modes de transport précités;
- la promotion et le développement des transports multimodaux;
- la promotion de programmes communs de recherche et de développement;
- la préparation du cadre législatif et institutionnel pour le développement et la mise en œuvre d'une politique des transports prévoyant entre autres la privatisation du secteur des transports.

Article 65

Espace

Dans le respect des compétences de la Communauté, de ses Etats membres et de l'Agence spatiale européenne, les parties encouragent, le cas échéant, la coopération à long terme en matière de recherche, de développement et d'applications commerciales dans le domaine spatial civil. Les parties accordent une attention particulière aux initiatives privilégiant la complémentarité de leurs activités spatiales respectives.

Article 66

Services postaux et télécommunications

Dans le cadre de leurs pouvoirs et compétences respectifs, les parties étendent et renforcent la coopération dans les domaines suivants :

- l'établissement de politiques et de directives pour le développement du secteur des télécommunications et des services postaux;

- duurzame, doeltreffende en uit milieuoogpunt doelmatige energieproductie en -gebruik; de veiligheid van industriële installaties;
- de classificatie en veilige behandeling van chemische producten;

- verbetering van de kwaliteit van het water;
 - beperking, recycling en veilige verwijdering van afval; tenuitvoerlegging van het Verdrag van Bazel;
 - onderzoek van de milieu-effecten van de landbouw, bodemerrosie en chemische verontreiniging;
 - de bescherming van bossen;
 - de instandhouding van de biodiversiteit, beschermde gebieden en duurzaam gebruik en beheer van biologische rijkdommen;
 - planning van het landgebruik, met inbegrip van nieuwbouwplanning en stadsplanning;
 - aanwending van economische en fiscale instrumenten;
 - onderzoek van klimaatsveranderingen op wereldniveau;
 - milieu-opvoeding en -bewustmaking;
 - tenuitvoerlegging van het Verdrag van Espoo inzake milieu-effectrapportage in grensoverschrijdend verband.
3. De samenwerking vindt met name plaats via :
- de opstelling van plannen voor rampen en andere noodsituaties;

- uitwisseling van informatie en deskundigen, onder meer op het gebied van de overdracht van schone technologieën en het veilige en uit milieuoogpunt verantwoorde gebruik van biotechnologieën;
- gezamenlijke onderzoeksactiviteiten;
- verbeteringen van wetgeving om deze meer in overeenstemming te brengen met de communautaire normen;
- samenwerking in regionaal verband, met inbegrip van samenwerking in het kader van het Europees Milieubureau en op internationaal niveau;
- uitstippeling van strategieën, vooral in verband met wereldomvattende en klimatologische kwesties en tevens met het oog op de totstandbrenging van duurzame ontwikkeling;
- milieu-effectstudies.

Artikel 64

Vervoer

De Partijen ontwikkelen en versterken hun samenwerking op vervoergebied.

De samenwerking beoogt onder meer de herstructurering en modernisering van de vervoerssystemen en -netwerken in Oekraïne en de ontwikkeling en verzekering, in voorkomend geval, van de compatibiliteit van de vervoerssystemen in het kader van de verwezenlijking van een meer geïntegreerd vervoerstelsel.

De samenwerking omvat onder meer :

- de modernisering van het beheer en de exploitatie van het wegvervoer, de spoorwegen, havens en luchthavens;
 - de modernisering en ontwikkeling van de spoorweg-, waterweg-, weg-, haven-, luchthaven- en luchtvaartinfrastructuur, inclusief de modernisering van de belangrijkste verbindingen van gemeenschappelijk belang en de transeuropese verbindingen voor voornoemde vervoertakken;
 - de bevordering en ontwikkeling van het multimodale vervoer;
- de bevordering van gezamenlijke onderzoeks- en ontwikkelingsprogramma's;
- de totstandbrenging van het wettelijk en institutioneel kader voor beleidsontwikkeling en -uitvoering, inclusief privatisering van de vervoerssector.

Artikel 65

Ruimte

Met inachtneming van de respectieve bevoegdheden van de Gemeenschap, haar Lid-Staten en het Europees Ruimteagentschap bevorderen Partijen in voorkomend geval samenwerking op lange termijn wat betreft onderzoek, ontwikkeling en commerciële toepassingen op het gebied van de civiele ruimte. Partijen zullen bijzondere aandacht besteden aan initiatieven die de complementariteit van hun respectieve ruimteactiviteiten ten volle benutten.

Artikel 66

Post en telecommunicatie

Binnen de grenzen van hun respectieve bevoegdheden verruimen en versterken Partijen hun samenwerking op de volgende terreinen :

- de uitstippeling van strategieën en richtsnoeren voor de ontwikkeling van de sector telecommunicatie en de post;

- la formulation des principes de la politique tarifaire et de la commercialisation des services de télécommunications et postaux;
- l'encouragement du développement de projets en matière de télécommunications et de services postaux, et l'attrait des investissements;
- l'amélioration de l'efficacité et de la qualité des services de télécommunications et postaux, entre autres par la libéralisation des activités des sous-secteurs;
- l'application avancée des télécommunications, notamment dans le domaine du transfert de fonds électronique;
- la gestion de réseaux de télécommunications et leur optimisation,
- une base réglementaire appropriée pour la fourniture de services de télécommunications et postaux et pour l'utilisation d'une gamme de fréquence radio;
- la formation dans le domaine des télécommunications et des services postaux en vue d'une exploitation dans des conditions de marché.

Article 67

Services financiers

La coopération vise en particulier à faciliter l'intégration de l'Ukraine dans des systèmes universellement acceptés de règlements. L'assistance technique porte sur :

- le développement des services bancaires et financiers, le développement d'un marché commun des ressources de financement, l'intégration de l'Ukraine dans un système universellement accepté de règlements;
- le développement en Ukraine d'un système fiscal et de ses institutions, l'échange d'expérience et la formation de personnel;
- le développement des services d'assurances, ce qui créerait entre autres un cadre favorable à la participation des sociétés communautaires à l'établissement de co-entreprises dans le secteur des assurances en Ukraine, ainsi que le développement de l'assurance crédit à l'exportation;
- cette coopération contribue en particulier à favoriser le développement de relations entre l'Ukraine et les Etats membres dans le secteur des services financiers.

Article 68

Blanchiment d'argent

1. Les parties conviennent de la nécessité d'oeuvrer et de coopérer afin d'empêcher l'utilisation de leurs systèmes financiers au blanchiment de capitaux provenant d'activités criminelles en général et du trafic illicite de la drogue en particulier.
2. La coopération dans ce domaine comporte notamment une assistance administrative et technique en vue d'adopter des normes appropriées de lutte contre le blanchiment de l'argent, comparables à celles adoptées en la matière par la Communauté et les instances internationales actives dans ce domaine, et en particulier le groupe d'action financière internationale (GAFI).

Article 69

Politique monétaire

A la demande des autorités ukrainiennes, la Communauté fournit une assistance technique afin d'aider l'Ukraine à créer et à renforcer son propre système monétaire et à introduire une nouvelle unité monétaire qui deviendra une devise convertible et à adapter progressivement ses politiques à celles du système monétaire européen. Cela inclut l'échange informel d'informations concernant les principes et le fonctionnement du système monétaire européen.

Article 70

Développement régional

1. Les parties renforcent leur coopération dans le domaine du développement régional et de l'aménagement du territoire.
 2. Dans ce but, elles encouragent l'échange d'informations par les autorités nationales, régionales et locales sur la politique régionale et d'aménagement du territoire ainsi que sur les méthodes de formulation des politiques régionales portant notamment sur le développement des régions défavorisées.
- Elles encouragent également les contacts directs entre les régions respectives et les organisations publiques responsables de la planification du développement régional dans le but, entre autres, d'échanger les méthodes et les moyens d'encourager le développement régional.

- de ontwikkeling van de beginselen van een tariefbeleid en marketing op het gebied van telecommunicatie en post;
- de bevordering van de ontwikkeling van projecten voor telecommunicatie en post en het aantrekken van investeringen;

- verhoging van de efficiëntie en kwaliteit van telecommunicatie en post, onder meer via de liberalisatie van de activiteiten in subsectoren;

- de geavanceerde toepassing van telecommunicatie, met name op het gebied van de elektronische overdracht van kapitaal;
- beheer van telecommunicatienetwerken en hun "optimalisering";
- een passend regelgevend kader voor de verstrekking van telecommunicatie- en postdiensten en voor het gebruik van een radiofrequentiespectrum;
- opleiding op het gebied van telecommunicatie en post met het oog op exploitatie onder marktvoorwaarden.

Artikel 67

Financiële diensten

De samenwerking beoogt met name vergemakkelijking van het betrekken van Oekraïne bij algemeen erkende onderlinge verrekenings-systemen. De technische bijstand is toegespitst op :

- de ontwikkeling van het bankwezen en de financiële diensten, de ontwikkeling van een gemeenschappelijke markt van kredietmiddelen, het betrekken van Oekraïne bij een algemeen erkend onderling verrekeningssysteem;
- de ontwikkeling van een belastingstelsel en institutionele ontwikkeling op belastingsgebied in Oekraïne, de uitwisseling van ervaringen en personeelsopleiding;
- de ontwikkeling van het verzekeringswezen, hetgeen onder meer een gunstig kader zal vormen voor de deelneming van vennootschappen uit de Gemeenschap aan de oprichting van joint ventures in de verzekeringssector in Oekraïne alsmede de ontwikkeling van de exportkredietverzekering;
- deze samenwerking draagt met name bij tot de bevordering van het aanknopen van betrekkingen tussen Oekraïne en de Lid-Staten in de sector financiële dienstverlening.

Artikel 68

Het witwassen van geld

1. De Partijen zijn het eens over de noodzaak al het nodige te doen en samen te werken ten einde te voorkomen dat hun financiële systemen worden gebruikt voor het witwassen van inkomsten uit criminele activiteiten in het algemeen en drugsmisdriven in het bijzonder.
2. De samenwerking op dit gebied omvat administratieve en technische bijstand met het oog op de vaststelling van passende normen ter voorkoming van het witwassen van geld die gelijkwaardig zijn aan de in deze door de Gemeenschap en internationale fora, in het bijzonder de Financial Action Task Force (FATF), gehanteerde.

Artikel 69

Monetair beleid

Op verzoek van de Oekraïense autoriteiten verstrekt de Gemeenschap technische bijstand ter ondersteuning van het streven van Oekraïne naar de totstandbrenging en versterking van een eigen monetair stelsel en de invoering van een nieuwe munteenheid die convertibel moet worden en de geleidelijke aanpassing van zijn beleid aan het Europees Monetair Stelsel. Deze bijstand omvat de informele gedachtenwisseling over de beginselen en de werking van het Europees Monetair Stelsel.

Artikel 70

Regionale ontwikkeling

1. De Partijen versterken hun samenwerking op het gebied van regionale ontwikkeling en ruimtelijke ordening.
 2. Daartoe stimuleren zij de uitwisseling door de nationale, regionale en plaatselijke overheden van informatie over beleid inzake regionale planning en ruimtelijke ordening en over methoden voor het uitstippen van regionaal beleid met speciale aandacht voor de ontwikkeling van probleemgebieden.
- Zij moedigen tevens directe contacten aan tussen de respectieve regio's en openbare organisaties die verantwoordelijk zijn voor de planning van de regionale ontwikkeling ten einde onder meer methoden en wijzen van stimulering van regionale ontwikkeling uit te wisselen.

Article 71

Coopération en matière sociale

1. Dans le domaine de la santé et de la sécurité, les parties développent leur coopération dans le but d'améliorer le niveau de protection de la santé et de la sécurité des travailleurs.

La coopération porte notamment sur :

- l'éducation et la formation en matière de santé et de sécurité, avec une attention particulière pour les secteurs d'activités à hauts risques;
- le développement et la promotion de mesures préventives pour lutter contre les maladies professionnelles;
- la prévention des risques d'accidents majeurs et la gestion des substances chimiques toxiques;
- la recherche en vue de développer la base de connaissances relatives à l'environnement du travail et à la santé et à la sécurité des travailleurs.

2. Dans le domaine de l'emploi, la coopération comporte notamment une assistance technique relative à :

- l'optimisation du marché du travail;
- la modernisation des services de placement et d'orientation;
- la planification et la réalisation de programmes de restructuration;
- la promotion du développement local de l'emploi;
- l'échange d'informations sur les programmes relatifs à l'emploi flexible, notamment ceux stimulant l'emploi indépendant et encourageant l'esprit d'entreprise.

3. Les parties accordent une attention particulière à la coopération dans le domaine de la protection sociale, notamment à la coopération en matière de planification et de mise en œuvre des réformes de protection sociale en Ukraine.

Ces réformes visent à développer en Ukraine des méthodes de protection propres aux économies de marchés et comprend toutes les formes de protection sociale.

Article 72

Tourisme

Les parties renforcent et développent leur coopération notamment en :

- favorisant les échanges touristiques;
- assurant une coopération entre les organes officiels du tourisme;
- augmentant les flux d'informations;
- transférant le savoir-faire;
- examinant les possibilités d'organiser des actions conjointes;
- assurant une formation pour le développement du tourisme.

Article 73

Petites et moyennes entreprises

1. Les parties visent à développer et à renforcer les petites et moyennes entreprises et leurs associations ainsi que la coopération entre les petites et moyennes entreprises de la Communauté et de l'Ukraine.

2. La coopération comporte une assistance technique, notamment dans les domaines suivants :

- développement d'un cadre législatif pour les petites et moyennes entreprises;
- développement d'une infrastructure appropriée (une agence de soutien des PME, les communications, l'assistance à la création d'un fonds pour les PME);
- le développement de parcs technologiques.

Article 74

Information et communication

Les parties encouragent le développement de méthodes modernes de gestion de l'information, concernant notamment les médias, et favorisent un échange efficace d'informations. La priorité est accordée aux programmes visant à fournir au grand public des informations de base au sujet de la Communauté et de l'Ukraine, y compris, dans la mesure du possible, l'accès mutuel aux bases de données, compte tenu des droits de propriété intellectuelle.

Article 75

Protection des consommateurs

Les parties établissent une coopération étroite en vue de réaliser la compatibilité entre leurs systèmes de protection des consommateurs. Cette coopération comprend notamment la fourniture d'une expertise en matière de réformes législatives et institutionnelles, l'établissement de systèmes permanents d'information réciproque sur les produits

Artikel 71

Sociale samenwerking

1. De Partijen ontwikkelen hun samenwerking op het gebied van de gezondheid en veiligheid met het oog op de verbetering van het beschermings- en veiligheidsniveau van de werknemers.

De samenwerking omvat met name :

- vorming en opleiding op het gebied van gezondheids- en veiligheidszaken waarbij specifieke aandacht wordt besteed aan de bedrijfssectoren met grote risico's;
- de ontwikkeling en bevordering van preventieve maatregelen ter bestrijding van beroepsziekten en andere met het beroep samenhangende aandoeningen;
- de voorkoming van risico's voor ernstige ongevallen en het beheer van giftige chemische stoffen;
- onderzoek ter ontwikkeling van fundamentele kennis omtrent de werkomgeving en de gezondheid en veiligheid van werknemers.

2. Op het gebied van de werkgelegenheid omvat de samenwerking met name technische bijstand met het oog op :

- optimalisering van de arbeidsmarkt;
- modernisering van de arbeidsbemiddelings- en adviseringsdiensten;
- planning en beheer van de herstructureringsprogramma's;
- stimulering van de ontwikkeling van lokale werkgelegenheid;
- uitwisseling van informatie over programma's inzake soepele tewerkstelling, inclusief programma's die het oprichten van eigen ondernemingen bevorderen.

3. De Partijen besteden bijzondere aandacht aan samenwerking op het gebied van de sociale bescherming, die onder meer samenwerking bij het plannen en ten uitvoer leggen van hervormingen op het gebied van de sociale bescherming in Oekraïne omvat.

Deze hervormingen beogen de ontwikkeling in Oekraïne van aan markeconomieën inherente beschermingsmethoden en omvatten alle terreinen van de sociale bescherming.

Artikel 72

Toerisme

De Partijen versterken en ontwikkelen hun samenwerking met name door de volgende maatregelen :

- vergemakkelijking van het toerisme;
- samenwerking tussen officiële vreemdelingenverkeersorganen;
- verhoging van de informatiestroom;
- overdracht van know-how;
- bestudering van de mogelijkheden voor gezamenlijke acties;
- opleiding voor de ontwikkeling van het toerisme.

Artikel 73

Midden- en kleinbedrijf

1. De Partijen streven ernaar het midden- en kleinbedrijf en de verenigingen daarvan, alsmede de samenwerking tussen KMO's in de Gemeenschap en Oekraïne te ontwikkelen en te versterken.

2. De samenwerking omvat technische bijstand, met name op de volgende terreinen :

- de ontwikkeling van een wettelijk kader voor het midden- en kleinbedrijf;
- de ontwikkeling van een passende infrastructuur (een bureau ter ondersteuning van het midden- en kleinbedrijf, communicatie, bijstand voor de oprichting van een fonds voor het midden- en kleinbedrijf);
- de ontwikkeling van technologieparken.

Artikel 74

Informatie en communicatie

De Partijen steunen de ontwikkeling van moderne methoden van informatiebeheersing, met inbegrip van de media, en stimuleren een doeltreffende onderlinge uitwisseling van informatie. Er wordt prioriteit verleend aan programma's die het grote publiek basisinformatie over de Gemeenschap en Oekraïne verstrekken, waarbij, waar mogelijk, over en weer toegang wordt verleend tot databanken met volledige eerbiediging van de intellectuele eigendomsrechten.

Artikel 75

Consumentenbescherming

De Partijen werken nauw samen met het oog op de verwezenlijking van verenigbaarheid tussen hun consumentenbeschermingssystemen. De samenwerking omvat met name het verstrekken van deskundigheid inzake wettelijke en institutionele hervormingen, de totstandbrenging van permanente systemen van wederzijdse informatie over gevaarlijke

dangereux, l'amélioration de l'information fournie aux consommateurs particulièrement en matière de prix, caractéristiques des produits et services offerts, des activités de formation destinées aux fonctionnaires de l'administration et autres représentants des intérêts des consommateurs, le développement d'échanges entre les représentants des intérêts des consommateurs et l'amélioration de la compatibilité des politiques de protection des consommateurs.

Article 76

Douanes

1. La coopération vise à assurer le respect de toutes les dispositions à arrêter dans le domaine des échanges commerciaux loyaux et à rapprocher le régime douanier de l'Ukraine de celui de la Communauté.

2. La coopération porte notamment sur les points suivants :

- échange d'informations;
- amélioration des méthodes de travail;
- introduction de la nomenclature combinée et du document administratif unique;
- interconnexion entre les systèmes de transit de la Communauté et de l'Ukraine;
- simplification des contrôles et des formalités en ce qui concerne le transport des marchandises;
- soutien à l'introduction de systèmes d'informations douanières modernes;
- organisation de séminaires et de périodes de formation.

3. Sans préjudice d'autres formes de coopération prévues par le présent accord, notamment à l'article 79, l'assistance mutuelle en matière douanière entre les autorités administratives des parties est régie par les dispositions du protocole joint au présent accord.

Article 77

Coopération dans le domaine statistique

La coopération dans ce domaine vise à mettre en place un système statistique efficace qui fournira les statistiques fiables, nécessaires pour soutenir et surveiller le processus de réformes économiques et contribuer au développement de l'entreprise privée en Ukraine.

Les parties coopèrent particulièrement dans les domaines suivants :

- adaptation du système statistique ukrainien aux méthodes, normes et classifications internationales;
- échange d'informations statistiques;
- fourniture des informations statistiques macro- et micro-économiques nécessaires pour mettre en œuvre et gérer les réformes économiques.

La Communauté fournit à cette fin une assistance technique à l'Ukraine.

Article 78

Science économique

Les parties facilitent le processus de réforme économique et la coordination des politiques économiques par la voie d'une coopération visant à améliorer la compréhension des mécanismes fondamentaux de leurs économies respectives et l'élaboration et la mise en œuvre de la politique économique dans les économies de marché. A cette fin, les parties échangent des informations au sujet des résultats et des perspectives macro-économiques.

La Communauté fournit une assistance technique pour :

- aider l'Ukraine dans le processus de réforme économique en fournissant des conseils spécialisés et une assistance technique;
- encourager la coopération entre économistes afin d'accélérer le transfert de savoir-faire nécessaire à la formulation des politiques économiques et d'assurer une large diffusion des résultats de la recherche y relative.

Article 79

Lutte contre la drogue

Dans le cadre de leurs pouvoirs et compétences respectifs, les parties coopèrent en vue d'accroître l'efficacité des politiques et des mesures de lutte contre la production, l'offre et le trafic illicites de stupéfiants et de substances psychotropes, y compris la prévention du détournement des précurseurs chimiques, ainsi qu'en vue de promouvoir la prévention et la réduction de la demande de drogue. La coopération dans ce domaine est basée sur une consultation mutuelle et une coordination étroite entre les parties en ce qui concerne les objectifs et les stratégies adoptés dans les différents domaines relatifs à la lutte contre la drogue.

produkten, verbetering van de aan de consument verstrekte informatie, met name over prijzen, kenmerken van produkten en geboden diensten, opleidingsactiviteiten voor ambtenaren en andere vertegenwoordigers van de belangen van consumenten, de bevordering van uitwisselingen tussen de vertegenwoordigers van de belangen van consumenten en de verhoging van de verenigbaarheid van de verschillende vormen van consumentenbeschermingsbeleid.

Artikel 76

Douane

1. Het doel van de samenwerking is ervoor te zorgen dat alle op goedkeuring wachtende bepalingen betreffende de handel en eerlijke handel worden nageleefd en dat het Oekraïense douanesysteem aan dat van de Gemeenschap wordt aangepast.

2. De samenwerking omvat in het bijzonder de volgende elementen :

- uitwisseling van informatie;
- verbetering van de werkmethoden;
- invoering van een gecombineerde nomenclatuur en het enig administratief document;
- onderlinge aansluiting van de doorvoersystemen van de Gemeenschap en Oekraïne;
- vereenvoudiging van controles op en formaliteiten bij het goederenvervoer;
- steun bij de invoering van moderne douane-informatiesystemen;
- de organisatie van seminars en opleidingsperiodes.

3. Onverminderd de overige in deze Overeenkomst en met name in artikel 79 overeengekomen samenwerking vindt de wederzijdse bijstand tussen de douane-instanties van Partijen plaats overeenkomstig de bepalingen van het aan deze Overeenkomst gehechte protocol.

Artikel 77

Statistische samenwerking

De samenwerking op dit gebied beoogt de ontwikkeling van een efficiënt statistiekstelsel dat de betrouwbare statistieken kan leveren die nodig zijn om het proces van economische hervorming te ondersteunen en te controleren en een bijdrage kan leveren aan de ontwikkeling van het particulier ondernemerschap in Oekraïne.

Partijen werken met name op de volgende terreinen samen :

- aanpassing van het Oekraïense statistisch systeem aan internationale methoden, normen en classificaties;
- uitwisseling van statistische gegevens;
- het leveren van de nodige statistische macro- en micro-economische gegevens om economische hervormingen uit te voeren en te beheren.

De Gemeenschap verleent technische bijstand aan Oekraïne om dit doel te verwezenlijken.

Artikel 78

Economie

De Partijen vergemakkelijken het proces van economische hervorming en de coördinatie van hun economisch beleid door hun samenwerking die gericht is op het verkrijgen van een beter inzicht in de grondslagen van hun respectieve economieën en de uitstippeling en tenuitvoerlegging van economisch beleid in markteconomieën. Daartoe wisselen Partijen informatie uit over macro-economische resultaten en vooruitzichten.

De Gemeenschap verstrekt technische bijstand om :

- Oekraïne bij te staan in zijn economisch hervormingsproces door het verstrekken van deskundige en technische adviezen,
- samenwerking tussen economen aan te moedigen ten einde de overdracht van know-how voor de uitstippeling van economisch beleid te bespoedigen en te zorgen voor ruime verspreiding van onderzoek dat voor het beleid van belang kan zijn.

Artikel 79

Verdovende middelen

De Partijen werken in het kader van hun respectieve bevoegdheden samen voor grotere efficiëntie van het beleid en de maatregelen om de illegale productie en levering van en de handel in verdovende middelen en psychotrope stoffen, inclusief voorkoming van het oneigenlijk gebruik van precursoren, tegen te gaan, alsmede voor de bevordering van de preventie en terugdringing van de vraag naar verdovende middelen. De samenwerking op dit gebied is gebaseerd op onderling overleg en nauwe coördinatie tussen Partijen over de doelstellingen en maatregelen op de verschillende met verdovende middelen verband houdende terreinen.

TITRE VIII. — *Coopération culturelle*

Article 80

Les parties s'engagent à promouvoir, encourager et faciliter la coopération culturelle. Le cas échéant, les programmes de coopération culturelle existant dans la Communauté ou ceux d'un ou plusieurs de ses Etats membres peuvent faire l'objet d'une coopération et d'autres activités d'intérêt mutuel peuvent être développées.

TITRE IX. — *Coopération financière*

Article 81

En vue de réaliser les objectifs du présent accord et conformément aux articles 82, 83 et 84, l'Ukraine bénéficie d'une assistance financière temporaire qui lui est accordée par la Communauté par le biais d'une assistance technique sous forme de dons afin d'accélérer son processus de réforme économique.

Article 82

Cette assistance financière est couverte par les mesures prévues dans le cadre du programme TACIS et le règlement du Conseil y relatif.

Article 83

Les objectifs de l'assistance financière de la Communauté et les domaines couverts par cette assistance sont définis dans un programme indicatif reflétant les priorités établies fixé d'un commun accord entre les deux parties, compte tenu des besoins de l'Ukraine, de ses capacités sectorielles d'absorption et de l'évolution des réformes. Les parties en informent le conseil de coopération.

Article 84

Afin de permettre une utilisation optimale des ressources disponibles, les parties veillent à ce qu'il y ait une coordination étroite entre l'assistance technique de la Communauté et les contributions d'autres intervenants, tels que les Etats membres, les pays tiers, et les organisations internationales, telles que la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, le programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et le FMI.

TITRE X. — *Dispositions institutionnelles, générales et finales*

Article 85

Il est institué un conseil de coopération qui supervise la mise en œuvre du présent accord. Le conseil se réunit au niveau ministériel une fois par an et chaque fois que les circonstances l'exigent. Il examine les problèmes importants se posant dans le cadre de l'accord ainsi que toutes autres questions bilatérales ou internationales d'intérêt commun dans le but d'atteindre les objectifs du présent accord. Le conseil de coopération peut également formuler les recommandations appropriées, d'un commun accord entre les deux parties.

Article 86

1. Le conseil de coopération est composé, d'une part, des membres du Conseil de l'Union européenne et des membres de la Commission des Communautés européennes et, d'autre part, des membres du gouvernement ukrainien.
2. Le conseil de coopération arrête son règlement intérieur.
3. La présidence du conseil de coopération est exercée à tour de rôle par un représentant de la Communauté et un membre du gouvernement ukrainien.

Article 87

1. Le conseil de coopération est assisté dans l'accomplissement de ses tâches par un comité de coopération composé, d'une part, de représentants des membres du Conseil de l'Union européenne et des membres de la Commission des Communautés européennes et, d'autre part, de représentants du gouvernement ukrainien, normalement au niveau des hauts fonctionnaires. La présidence du comité de coopération est exercée à tour de rôle par la Communauté et l'Ukraine.

Le conseil de coopération détermine dans son règlement intérieur la mission du comité de coopération, qui consiste notamment à préparer les réunions du conseil de coopération, ainsi que les modalités de fonctionnement de ce comité.

2. Le conseil de coopération peut déléguer tout ou partie de ses compétences au comité de coopération, qui assurera la continuité entre les réunions du conseil de coopération.

TITEL VIII. — *Culturele samenwerking*

Artikel 80

De Partijen verbinden zich ertoe de culturele samenwerking te bevorderen, aan te moedigen en te vergemakkelijken. In voorkomend geval kunnen de culturele samenwerkingsprogramma's van de Gemeenschap of de programma's van een of meer Lid-Staten het voorwerp van samenwerking vormen en kunnen verdere activiteiten van wederzijds belang worden ontwikkeld.

TITEL IX. — *Financiële samenwerking*

Artikel 81

Met het oog op de verwezenlijking van de doelstellingen van deze Overeenkomst en in overeenstemming met de artikelen 82, 83 en 84 ontvangt Oekraïne tijdelijk financiële bijstand van de Gemeenschap die de vorm aanneemt van technische bijstand in de vorm van schenkingen ten einde de economische hervorming van Oekraïne te bespoedigen.

Artikel 82

Deze financiële bijstand wordt geleverd in het kader van TACIS, zoals in de desbetreffende verordening van de Raad van de Europese Unie bepaald.

Artikel 83

De doelstellingen en terreinen van de financiële bijstand van de Gemeenschap worden vastgesteld in een indicatief programma dat de door de beide Partijen vast te stellen prioriteiten weerspiegelt, waarbij rekening wordt gehouden met de behoeften van Oekraïne, zijn sectoriële opnemingscapaciteiten en de met de hervorming geboekte voortgang. De Partijen stellen de Samenwerkingsraad van een en ander in kennis.

Artikel 84

Om optimaal profijt te kunnen trekken uit de beschikbare middelen zorgen de Partijen ervoor dat de technische bijstandsbijdragen van de Gemeenschap worden toegekend in nauwe coördinatie met die uit andere financieringsbronnen, zoals de Lid-Staten, andere landen en internationale organisaties, zoals de Internationale Bank voor Herstel en Ontwikkeling, de Europese Bank voor Wederopbouw en Ontwikkeling, het Ontwikkelingsprogramma van de Verenigde Naties (UNDP) en het IMF.

TITEL X. — *Institutionele, algemene en slotbepalingen*

Artikel 85

Hierbij wordt een Samenwerkingsraad opgericht, die toezicht houdt op de tenuitvoerlegging van deze Overeenkomst. Deze Samenwerkingsraad komt eens per jaar of telkens wanneer de omstandigheden zulks vereisen op Ministersniveau bijeen. Hij behandelt alle belangrijke vraagstukken die zich in het kader van deze Overeenkomst voordoen, en alle andere, bilaterale of internationale vraagstukken van gemeenschappelijk belang om de doelstellingen van deze Overeenkomst te bereiken. De Samenwerkingsraad kan tevens passende aanbevelingen doen in onderlinge overeenstemming tussen de Partijen.

Artikel 86

1. De Samenwerkingsraad bestaat uit de leden van de Raad van de Europese Unie en leden van de Commissie van de Europese Gemeenschappen enerzijds en uit leden van de Regering van Oekraïne anderzijds.
2. De Samenwerkingsraad stelt zijn reglement van orde vast.
3. De Samenwerkingsraad wordt beurtelings voorgezeten door een vertegenwoordiger van de Gemeenschap en door een lid van de Regering van Oekraïne.

Artikel 87

1. De Samenwerkingsraad wordt bij de vervulling van zijn taken bijgestaan door een Samenwerkingscomité, bestaande uit vertegenwoordigers van de leden van de Raad van de Europese Unie en van leden van de Commissie van de Europese Gemeenschappen enerzijds, en uit vertegenwoordigers van de Regering van Oekraïne anderzijds. In beginsel zullen dit hogere ambtenaren zijn. Het Samenwerkingscomité wordt beurtelings voorgezeten door de Gemeenschap en Oekraïne.

De Samenwerkingsraad bepaalt in zijn reglement van orde de taken van het Samenwerkingscomité. Deze omvatten onder meer de voorbereiding van de vergaderingen van de Samenwerkingsraad en de vaststelling van de werkwijze van het Comité.

2. De Samenwerkingsraad mag ongeacht welke van zijn bevoegdheden aan het Samenwerkingscomité delegeren, dat voor de continuïteit zal zorgen tussen de vergaderingen van de Samenwerkingsraad in.

Article 88

Le conseil de coopération peut décider de constituer tout autre comité ou organe propre à l'assister dans l'accomplissement de ses tâches et détermine la composition, la mission et le fonctionnement de ces comités et organes.

Article 89

Lors de l'examen d'une question se posant dans le cadre du présent accord relative à une disposition renvoyant à un article du GATT, le conseil de coopération prend en compte, dans toute la mesure du possible, l'interprétation généralement donnée de l'article du GATT en question par les parties contractantes au GATT.

Article 90

Il est institué une commission parlementaire de coopération, qui est l'enceinte de rencontre et de dialogue entre les membres du Parlement ukrainien et ceux du Parlement européen. Cette commission se réunit selon une périodicité qu'elle détermine.

Article 91

1. La commission parlementaire de coopération est composée, d'une part, de membres du Parlement européen et, d'autre part, de membres du Parlement ukrainien.

2. La commission parlementaire de coopération arrête son règlement intérieur.

3. La présidence de la commission parlementaire de coopération est exercée à tour de rôle par le Parlement européen et le Parlement ukrainien, selon les modalités à prévoir dans le règlement intérieur.

Article 92

La commission parlementaire de coopération peut demander au conseil de coopération de lui fournir toute information utile relative à la mise en œuvre du présent accord. Le conseil de coopération lui fournit les informations demandées.

La commission parlementaire de coopération est informée des recommandations du conseil de coopération.

La commission parlementaire de coopération peut adresser des recommandations au conseil de coopération.

Article 93

1. Dans le cadre du présent accord, chaque partie s'engage à assurer l'accès des personnes physiques et morales de l'autre partie, sans aucune discrimination par rapport à ses propres ressortissants, aux juridictions et instances administratives compétentes des parties afin d'y faire valoir leurs droits individuels et réels, y compris ceux relatifs à la propriété intellectuelle, industrielle et commerciale.

2. Dans les limites de leurs pouvoirs respectifs, les parties :

- encouragent le recours à l'arbitrage pour régler les différends découlant de transactions commerciales et de coopération conclues par les opérateurs économiques de la Communauté et ceux de l'Ukraine;

- conviennent que lorsqu'un différend est soumis à arbitrage, chaque partie au différend peut, sauf dans le cas où les règles du centre d'arbitrage choisi par les parties en décident autrement, choisir son propre arbitre, quelle que soit sa nationalité, et que le troisième arbitre ou l'arbitre unique peut être un ressortissant d'un pays tiers;

- recommandent à leurs opérateurs économiques de choisir d'un commun accord la loi applicable à leurs contrats;

- encouragent le recours aux règles d'arbitrage élaborées par la commission des Nations Unies pour le droit commercial international (CNUDCI) et à l'arbitrage par tout centre d'un pays signataire de la Convention sur la reconnaissance et l'exécution des sentences arbitrales étrangères signée à New York le 10 juin 1958.

Article 94

Aucune disposition de l'accord n'empêche une partie de prendre les mesures :

a) qu'elle estime nécessaires en vue de prévenir la divulgation d'informations contraires aux intérêts essentiels de sa sécurité;

b) relatives à la production ou au commerce d'armes, de munitions ou de matériel de guerre ou à la recherche, au développement ou à la production nécessaires pour assurer sa défense, dès lors que ces mesures n'altèrent pas les conditions de concurrence pour les produits non destinés à des fins spécifiquement militaires;

c) qu'elle estime essentielles pour assurer sa sécurité en cas de troubles internes graves susceptibles de porter atteinte à la paix publique, en cas de guerre ou de grave tension internationale menaçant

Artikel 88

De Samenwerkingsraad kan tot de oprichting besluiten van ieder ander speciaal comité of lichaam dat hem bij de uitvoering van zijn taken kan bijstaan en bepaalt de samenstelling en taken van deze comités of lichamen alsmede hun werkwijze.

Artikel 89

Bij het onderzoek van ongeacht welke kwestie die zich voordoet in het kader van deze Overeenkomst met betrekking tot een bepaling betreffende een artikel van de GATT houdt de Samenwerkingsraad zoveel mogelijk rekening met de algemeen gebruikelijke interpretatie van het artikel van de GATT in kwestie door de overeenkomstsluitende Partijen bij de GATT.

Artikel 90

Er wordt een Parlementair Samenwerkingscomité opgericht. Dit zal als forum dienen waar leden van het Parlement van Oekraïne en het Europees Parlement elkander kunnen ontmoeten en met elkander van gedachten kunnen wisselen. Het Comité komt met door hem zelf te bepalen tussenpozen bijeen.

Artikel 91

1. Het Parlementair Samenwerkingscomité bestaat uit leden van het Europees Parlement enerzijds, en uit leden van het Parlement van Oekraïne anderzijds.

2. Het Parlementair Samenwerkingscomité stelt zijn reglement van orde vast.

3. Het Parlementair Samenwerkingscomité wordt bij toerbeurt door het Europees Parlement en door het Parlement van Oekraïne voorgezeten, volgens de in zijn reglement van orde op te nemen bepalingen.

Artikel 92

Het Parlementair Samenwerkingscomité kan de Samenwerkingsraad om ter zake doende inlichtingen over de tenuitvoerlegging van deze Overeenkomst verzoeken. De Samenwerkingsraad verstrekt het Samenwerkingscomité de verlangde informatie.

Het Parlementair Samenwerkingscomité wordt ingelicht over de aanbevelingen van de Samenwerkingsraad.

Het Parlementair Samenwerkingscomité kan aanbevelingen doen aan de Samenwerkingsraad.

Artikel 93

1. Binnen het toepassingsgebied van deze Overeenkomst verbindt elk van de Partijen zich ertoe erop toe te zien dat natuurlijke personen en rechtspersonen van de andere Partij, zonder discriminatie ten opzichte van de eigen onderdanen, toegang hebben tot de ter zake bevoegde rechterlijke en administratieve instanties van de Partijen ter bescherming van hun persoonlijkheids- en eigendomsrechten, waaronder ook die betreffende intellectuele, industriële en commerciële eigendom.

2. Binnen de grenzen van hun respectieve bevoegdheden zetten beide Partijen zich in om :

- arbitrage aan te moedigen bij geschillen die voortkomen uit handels- en samenwerkingstransacties tussen ondernemers van de Gemeenschap en Oekraïne;

- overeen te komen dat wanneer een geschil ter arbitrage wordt voorgelegd elke Partij bij het geschil, behalve wanneer de regels van de arbitrage instantie die door de Partijen is gekozen anders bepalen, haar eigen scheidsrechter kiest ongeacht diens nationaliteit en dat de voorzitter de derde scheidsrechter of de enige scheidsrechter een ingezetene van een derde staat mag zijn;

- hun ondernemers aan te bevelen in onderling overleg het recht te kiezen dat op hun contracten van toepassing is;

- aan te moedigen dat een beroep wordt gedaan op de arbitragevoorschriften die zijn uitgewerkt door de Commissie van de Verenigde Naties inzake Internationaal Handelsrecht (Uncitral) en arbitrage door een instantie van een Staat die het Verdrag over de erkenning en tenuitvoerlegging van buitenlandse arbitrale uitspraken dat op 10 juni 1958 in New York werd gesloten, heeft ondertekend.

Artikel 94

Niets in deze Overeenkomst belet een Partij maatregelen te nemen :

a) die zij nodig acht om de bekendmaking te beletten van informatie die haar vitale veiligheidsbelangen in gevaar brengt;

b) die verband houden met de productie van of de handel in wapens, munitie of oorlogsmateriaal of met onderzoek, ontwikkeling of productie die absoluut vereist zijn voor defensiedoeleinden, mits deze maatregelen niet de concurrentievoorwaarden wijzigen voor producten die niet voor specifiek militaire doeleinden bestemd zijn;

c) die zij van vitaal belang acht voor haar eigen veiligheid in geval van ernstige binnenlandse beroeringen die de openbare rust in gevaar brengen, in tijden van oorlog of ernstige internationale spanningen die

de déboucher sur un conflit armé ou afin de satisfaire à des obligations qu'elle a acceptées en vue d'assurer le maintien de la paix et la sécurité internationale;

d) qu'elle estime nécessaires pour respecter ses obligations et engagements internationaux sur le contrôle des biens et des technologies industriels à double usage.

Article 95

1. Dans les domaines couverts par le présent accord et sans préjudice de toute disposition particulière y figurant :

- le régime appliqué par l'Ukraine à l'égard de la Communauté ne peut donner lieu à aucune discrimination entre les Etats membres, leurs ressortissants ou leurs sociétés;

- le régime appliqué par la Communauté à l'égard de l'Ukraine ne peut donner lieu à aucune discrimination entre les ressortissants de l'Ukraine ou ses sociétés.

2. Les dispositions du paragraphe 1 ne font pas obstacle aux droits des parties d'appliquer les dispositions pertinentes de leur législation fiscale aux contribuables ne se trouvant pas dans une situation identique en ce qui concerne leur lieu de résidence.

Article 96

1. Chaque partie peut saisir le conseil de coopération de tout différend relatif à l'application ou à l'interprétation du présent accord.

2. Le conseil de coopération peut régler les différends par voie de recommandation.

3. Au cas où il n'est pas possible de régler le différend conformément au paragraphe 2, chaque partie peut notifier la désignation d'un conciliateur à l'autre partie, qui est alors tenue de désigner un deuxième conciliateur dans un délai de deux mois. Aux fins de l'application de cette procédure, la Communauté et les Etats membres sont considérés comme une seule partie au différend.

Le conseil de coopération désigne un troisième conciliateur.

Les recommandations des conciliateurs sont prises à la majorité. Ces recommandations ne sont pas obligatoires pour les parties.

Article 97

Les parties conviennent de se consulter rapidement par les voies appropriées à la demande de l'une des parties pour examiner toute question concernant l'interprétation ou la mise en oeuvre du présent accord et d'autres aspects pertinents des relations entre les parties.

Les dispositions du présent article n'affectent en aucun cas les articles 18, 19, 96 et 102 et ne préjugent en rien de ces mêmes articles.

Article 98

Le régime accordé à l'Ukraine en vertu du présent accord n'est en aucun cas plus favorable que celui que les Etats membres s'appliquent entre eux.

Article 99

Aux fins du présent accord, le terme "parties" désigne, d'une part, l'Ukraine et, d'autre part, la Communauté, ou les Etats membres, ou la Communauté et les Etats membres, conformément à leurs pouvoirs respectifs.

Article 100

Dans la mesure où les matières couvertes par le présent accord sont couvertes par le traité de la charte européenne de l'énergie et ses protocoles, ce traité et ses protocoles s'appliquent, dès l'entrée en vigueur, à ces questions, mais uniquement dans la mesure où une telle application y est prévue.

Article 101

Le présent accord est conclu pour une période initiale de dix ans. L'accord sera renouvelé automatiquement d'année en année à condition qu'aucune des deux parties ne le dénonce six mois avant son expiration en notifiant par écrit son intention à l'autre partie.

Article 102

1. Les parties prennent toute mesure générale ou particulière nécessaire à l'accomplissement de leurs obligations en vertu du présent accord. Elles veillent à ce que les objectifs définis par le présent accord soient atteints.

2. Si une partie considère que l'autre n'a pas rempli une des obligations que lui impose le présent accord, elle peut prendre des mesures appropriées. Auparavant, sauf en cas d'urgence spéciale, elle doit fournir au conseil de coopération tous les éléments d'information utiles nécessaires à un examen approfondi de la situation en vue de rechercher une solution acceptable par les parties.

een oorlogsdreiging inhouden of om verplichtingen na te komen die zij voor de instandhouding van de vrede en de internationale veiligheid is aangegaan;

d) die zij nodig acht om haar internationale verplichtingen en verbintenissen na te komen met betrekking tot de controle op het tweeledig gebruik van industriële goederen en technologieën.

Artikel 95

1. Op de door deze Overeenkomst bestreken terreinen en onverminderd eventuele bijzondere bepalingen daarvan, zullen

- de regelingen die Oekraïne ten opzichte van de Gemeenschap toepast geen aanleiding geven tot discriminatie tussen de Lid-Staten, hun onderdanen dan wel hun vennootschappen;

- de regelingen die de Gemeenschap ten opzichte van Oekraïne toepast geen aanleiding geven tot discriminatie tussen onderdanen of vennootschappen van Oekraïne.

2. Het bepaalde in lid 1 doet geen afbreuk aan het recht van de Partijen om de ter zake doende bepalingen van hun belastingwetgeving toe te passen op belastingplichtigen die niet in dezelfde situatie verkeren ten aanzien van hun woonplaats.

Artikel 96

1. Elk van beide Partijen mag ieder geschil dat verband houdt met de toepassing of de uitlegging van deze Overeenkomst aan de Samenwerkingsraad voorleggen.

2. De Samenwerkingsraad kan het geschil bij aanbeveling beslechten.

3. Indien het geschil niet overeenkomstig lid 2 kan worden beslecht, mag elk van beide Partijen de andere van de benoeming van een bemiddelaar in kennis stellen; de andere Partij moet dan binnen twee maanden een tweede bemiddelaar benoemen. Voor de toepassing van deze procedure worden de Gemeenschap en haar Lid-Staten geacht één der beide Partijen bij het geschil te zijn.

De Samenwerkingsraad benoemt een derde bemiddelaar.

De aanbevelingen van de bemiddelaars worden met meerderheid van stemmen genomen. Deze aanbevelingen zijn niet bindend voor de Partijen.

Artikel 97

De Partijen komen overeen op verzoek van elk van de Partijen onmiddellijk overleg te plegen via passende kanalen om kwesties met betrekking tot de uitlegging of tenuitvoerlegging van deze Overeenkomst en andere relevante aspecten van de betrekkingen tussen de Partijen te bespreken.

De bepalingen van dit artikel doen geen afbreuk aan en gelden onder voorbehoud van de artikelen 18, 19, 96 en 102.

Artikel 98

De bij deze Overeenkomst verleende behandeling van Oekraïne zal niet gunstiger zijn dan die welke de Lid-Staten onderling toepassen.

Artikel 99

In de Overeenkomst wordt onder de term "Partijen" verstaan Oekraïne, enerzijds, en de Gemeenschap, of de Lid-Staten, of de Gemeenschap en de Lid-Staten, overeenkomstig hun respectieve bevoegdheden, anderzijds.

Artikel 100

Het Verdrag inzake het Europees Energiehandvest en de protocollen daarvan zijn vanaf de inwerkingtreding van deze Overeenkomst van toepassing op zaken die ook onder deze Overeenkomst ressorteren in de mate waarin het Verdrag in die toepassing voorziet.

Artikel 101

Deze Overeenkomst wordt gesloten voor een aanvankelijke periode van tien jaar. Zij wordt automatisch telkens met een jaar verlengd tenzij één van beide Partijen de andere Partij zes maanden voor het verstrijken ervan schriftelijk ervan in kennis stelt dat zij deze Overeenkomst opzegt.

Artikel 102

1. De Partijen treffen alle algemene en bijzondere maatregelen die vereist zijn om aan hun verplichtingen krachtens deze Overeenkomst te voldoen. Zij zullen erop toezien dat de in deze Overeenkomst aangegeven doelstellingen worden bereikt.

2. Indien een van beide Partijen van mening is dat de andere Partij een verplichting krachtens deze overeenkomst niet is nagekomen, kan zij passende maatregelen treffen. Alvorens dit te doen, verstrekt zij, behalve in bijzonder dringende gevallen, de Samenwerkingsraad alle ter zake doende informatie die nodig is voor een grondig onderzoek van de situatie, ten einde een voor beide Partijen aanvaardbare oplossing te vinden.

Le choix doit porter par priorité sur les mesures qui perturbent le moins le fonctionnement du présent accord. Ces mesures sont notifiées immédiatement au conseil de coopération si l'autre partie le demande.

Article 103

Les annexes I, II, III, IV, V et l'appendice à celle-ci ainsi que le protocole font partie intégrante du présent accord.

Article 104

Le présent accord ne porte pas atteinte, avant que des droits équivalents n'aient été accordés aux personnes et aux agents économiques en vertu dudit accord, aux droits qui leur sont garantis par les accords existants liant un ou plusieurs États membres, d'une part, et l'Ukraine, d'autre part, sauf dans des domaines relevant de la compétence de la Communauté et sans préjudice des obligations des États membres résultant du présent accord dans des domaines relevant de leur compétence.

Article 105

Le présent accord s'applique, d'une part, aux territoires où les traités instituant la Communauté économique européenne, la Communauté européenne de l'énergie atomique et la Communauté européenne du charbon et de l'acier sont appliqués et dans les conditions prévues par lesdits traités et, d'autre part, au territoire de l'Ukraine.

Article 106

Le secrétaire général du Conseil de l'Union européenne est le dépositaire du présent accord.

Article 107

L'original du présent accord, dont les exemplaires en langues allemande, anglaise, danoise, espagnole, française, grecque, italienne, néerlandaise, portugaise et ukrainienne font également foi, est déposé auprès du secrétaire général du Conseil de l'Union européenne.

Article 108

Le présent accord est approuvé par les parties selon les procédures qui leur sont propres.

Le présent accord entre en vigueur le premier jour du deuxième mois suivant la date à laquelle les parties notifient au secrétaire général du Conseil de l'Union européenne l'accomplissement des procédures visées à l'alinéa 1er.

Dès son entrée en vigueur, et dans la mesure où les relations entre l'Ukraine et la Communauté sont concernées, le présent accord remplace l'accord entre la Communauté économique européenne et la Communauté européenne de l'énergie atomique et l'Union des républiques socialistes soviétiques concernant le commerce et la coopération commerciale et économique signé à Bruxelles le 18 décembre 1989.

Article 109

Si, en attendant l'accomplissement des procédures nécessaires à l'entrée en vigueur du présent accord, les dispositions de certaines parties de l'accord sont mises en application en 1994 par un accord intérimaire entre la Communauté et l'Ukraine, les parties contractantes conviennent que, dans ces circonstances, on entend par "date d'entrée en vigueur de l'accord" la date d'entrée en vigueur de l'accord intérimaire.

Fait à Luxembourg, le quatorze juin mil neuf cent quatre-vingt-quatorze.

Pour le Royaume de Belgique :

Pour les Communautés européennes :

Bij voorrang moeten die maatregelen worden gekozen die de goede werking van deze Overeenkomst het minst verstoren. Deze maatregelen worden onmiddellijk ter kennis van de Samenwerkingsraad gebracht; op verzoek van de andere Partij wordt daaromtrent in de Samenwerkingsraad overleg gepleegd.

Artikel 103

De bijlagen I, II, III, IV, V, het aanhangsel bij bijlage V, en het protocol vormen een integrerend bestanddeel van deze Overeenkomst.

Artikel 104

Zolang onder deze Overeenkomst geen gelijkwaardige rechten voor personen en ondernemers zijn verwezenlijkt, zal deze Overeenkomst geen afbreuk doen aan de rechten die hun worden verzekerd door bestaande overeenkomsten, welke bindend zijn voor één of meer Lid-Staten enerzijds en voor Oekraïne anderzijds, met uitzondering van gebieden die tot de bevoegdheid van de Gemeenschap behoren en zonder afbreuk te doen aan de verplichtingen van de Lid-Staten die voortvloeien uit deze Overeenkomst op gebieden die tot hun bevoegdheid behoren.

Artikel 105

Deze Overeenkomst is van toepassing, enerzijds, op de gebieden waar de Verdragen tot oprichting van de Europese Gemeenschap, de Europese Gemeenschap voor Atoomenergie en de Europese Gemeenschap voor Kolen en Staal van toepassing zijn en onder de in die verdragen neergelegde voorwaarden en, anderzijds, op het grondgebied van Oekraïne.

Artikel 106

De Secretaris-Generaal van de Raad van de Europese Unie is de depositaris van deze Overeenkomst.

Artikel 107

Deze Overeenkomst is opgesteld in de Deense, de Duitse, de Engelse, de Franse, de Griekse, de Italiaanse, de Nederlandse, de Portugese, de Spaanse en de Oekraïense taal, zijnde alle teksten gelijkelijk authentiek en zal worden gedeponereerd bij de Secretaris-Generaal van de Raad van de Europese Unie.

Artikel 108

Deze Overeenkomst wordt door de Partijen volgens hun eigen procedures goedgekeurd.

Deze Overeenkomst treedt in werking op de eerste dag van de tweede maand volgende op de dag waarop de Partijen de Secretaris-Generaal van de Raad van de Europese Unie kennisgeving doen van het feit dat de in de eerste alinea bedoelde procedures zijn voltooid.

Bij haar inwerkingtreding vervangt deze Overeenkomst, wat de betrekkingen tussen Oekraïne en de Gemeenschap betreft, de Overeenkomst tussen de Europese Economische Gemeenschap en de Europese Gemeenschap voor Atoomenergie en de Unie van Socialistische Sovjetrepublieken inzake handel en commerciële en economische samenwerking die op 18 december 1989 in Brussel werd ondertekend.

Artikel 109

Indien de bepalingen van bepaalde onderdelen van deze Overeenkomst in afwachting van de voltooiing van de procedures die noodzakelijk zijn voor de inwerkingtreding van deze Overeenkomst in 1994 in werking treden bij wege van een Interimovereenkomst tussen de Gemeenschap en Oekraïne, komen de Partijen overeen dat de term "datum van inwerkingtreding" in dat geval betekent de datum van inwerkingtreding van de Interimovereenkomst.

Gedaan te Luxemburg, de veertiende juni negentienhonderd vierennegentig.

Voor het Koninkrijk België :

Voor de Europese Gemeenschappen :

Liste des annexes

Annexe I	Liste indicative des avantages accordés par l'Ukraine aux Etats indépendants en vertu de l'article 12
Annexe II	Mesures exceptionnelles en dérogation à l'article 14
Annexe III	Conventions relatives à la propriété intellectuelle, industrielle et commerciale visées à l'article 50, paragraphe 2
Annexe IV	Réserves de la Communauté concernant l'article 30, paragraphe 1er, point b)
Annexe V	Réserves de l'Ukraine concernant l'article 30, paragraphe 2, point a)
Appendice à l'annexe V	Services financiers : définitions

Liste des protocoles

Protocole sur l'assistance mutuelle en matière douanière.

Annexe I

Liste indicative des avantages accordés par l'Ukraine aux Etats indépendants en vertu de l'article 12

1. Arménie, Biélorussie, Estonie, Géorgie, Kazakhstan, Lituanie, Moldavie, Turkménistan, Russie.

Aucun droit à l'importation ne leur est appliqué. Aucun droit à l'exportation n'est perçu sur les marchandises fournies dans le cadre d'accords bilatéraux de compensation, dans les limites des volumes fixés dans ces accords.

Aucune TVA n'est appliquée ni aux exportations ni aux importations. Aucune accise n'est appliquée aux exportations.

Tous les Etats indépendants : les contingents d'exportation au titre de la livraison de marchandises dans le cadre des accords bilatéraux annuels de commerce et de coopération sont ouverts dans les mêmes conditions que ceux qui sont applicables aux livraisons destinées à couvrir des besoins de l'Etat.

2. Arménie, Biélorussie, Estonie, Géorgie, Kazakhstan, Lituanie, Moldavie, Turkménistan : les paiements peuvent se faire en roubles.

Russie : les paiements peuvent se faire en roubles ou en karbovanets.

Tous les Etats indépendants : régime spécial pour les opérations non commerciales, y compris les paiements résultant de ces opérations.

3. Tous les Etats indépendants : régime spécial pour les paiements courants.

4. Tous les Etats indépendants : système spécial de prix dans les échanges de certaines matières premières et produits semi-finis.

5. Tous les Etats indépendants : régime spécial de transit.

6. Tous les Etats indépendants : conditions spéciales pour les procédures douanières.

Annexe II

Mesures exceptionnelles en dérogation à l'article 14

1. L'Ukraine est autorisée à prendre des mesures exceptionnelles qui dérogent à l'article 14, sous forme de restrictions quantitatives sur une base non discriminatoire.

2. Ces mesures ne peuvent s'appliquer qu'à des industries naissantes ou à certains secteurs en restructuration ou confrontés à de sérieuses difficultés, surtout lorsque ces difficultés entraînent de graves problèmes sociaux.

3. La valeur totale des importations des produits soumis à ces mesures ne peut dépasser 15% des importations totales de la Communauté au cours de la dernière année précédant l'introduction d'une restriction quantitative, quelle qu'elle soit, pour laquelle des statistiques sont disponibles.

Lijst van bijlagen

Bijlage I	Indicatieve lijst van voordelen die Oekraïne overeenkomstig artikel 12 aan de Onafhankelijke Staten toekent
Bijlage II	Uitzonderingsmaatregelen die afwijken van het bepaalde in artikel 14
Bijlage III	Overeenkomsten inzake intellectuele, industriële en commerciële eigendom als bedoeld in artikel 50, lid 2
Bijlage IV	Voorbehouden van de Gemeenschap overeenkomstig artikel 30, lid 1, onder b)
Bijlage V	Voorbehouden van Oekraïne overeenkomstig artikel 30, lid 2, onder a)
Aanhangsel van bijlage V	Financiële diensten : definities

Lijst van protocollen

Protocol inzake wederzijdse bijstand in douanezaken

Bijlage I

Indicatieve lijst van voordelen die Oekraïne overeenkomstig artikel 12 aan de Onafhankelijke Staten toekent

1. Armenië, Wit-Rusland, Estonië, Georgië, Kazachstan, Lituanie, Moldavië, Turkmenistan, Rusland : geen invoerrechten.

Er worden geen uitvoerrechten geheven van goederen die in het kader van verrekeningsovereenkomsten en overeenkomsten tussen de staten worden geleverd, tot de hoeveelheden die in deze overeenkomsten zijn vastgesteld.

Bij uitvoer en bij invoer wordt geen BTW geheven. Bij uitvoer worden geen accijnzen geheven.

Alle uitvoercontingenten van de Onafhankelijke Staten voor de levering van producten in het kader van de jaarlijkse overeenkomsten inzake handel en samenwerking tussen de staten worden op dezelfde wijze geopend als die voor leveringen ten behoeve van de Staat.

2. In het handelsverkeer met Armenië, Wit-Rusland, Estonië, Georgië, Kazachstan, Lituanie, Moldavië en Turkmenistan kunnen de betalingen in roebels worden gedaan.

In het handelsverkeer met Rusland kunnen de betalingen in roebels of karbovanets worden gedaan.

Alle Onafhankelijke Staten - speciaal systeem voor niet commerciële transacties, met inbegrip van de uit deze transacties voortvloeiende betalingen.

3. Alle Onafhankelijke Staten - speciaal systeem van lopende betalingen.

4. Alle Onafhankelijke Staten - speciaal prijzenstelsel voor de handel in bepaalde grondstoffen en halfabrikaten.

5. Alle Onafhankelijke Staten - speciale voorwaarden voor het transitoverkeer.

6. Alle Onafhankelijke Staten - bijzondere douaneprocedures.

Bijlage II

Uitzonderingsmaatregelen die afwijken van het bepaalde in artikel 14

1. Uitzonderingsmaatregelen die afwijken van het bepaalde in artikel 14 kunnen door Oekraïne worden genomen in de vorm van kwantitatieve beperkingen op niet-discriminatoire grondslag.

2. Deze maatregelen mogen uitsluitend worden genomen ten behoeve van jonge industrieën of bepaalde sectoren die worden geherstructureerd of die met ernstige moeilijkheden te kampen hebben, in het bijzonder wanneer deze moeilijkheden met belangrijke sociale problemen gepaard gaan.

3. De totale waarde van de ingevoerde producten waarop deze maatregelen van toepassing zijn mag niet meer bedragen dan 15 % van de totale invoer uit de Gemeenschap gedurende het laatste jaar voorafgaande aan de invoering van kwantitatieve beperkingen en waarvoor statistische gegevens beschikbaar zijn.

4. Ces mesures sont uniquement applicables pendant une période de transition expirant le 31 décembre 1998, sauf décision contraire des parties, ou au moment où l'Ukraine devient partie contractante du GATT, si cet événement est antérieur à la date citée.

5. L'Ukraine informe le conseil de coopération de toute mesure exceptionnelle qu'elle compte adopter en vertu des dispositions de la présente annexe et, à la demande de la Communauté, des consultations sont organisées au sein du conseil de coopération à propos de telles mesures et des secteurs qu'elles visent avant leur mise en application.

Annexe III

Conventions concernant la propriété intellectuelle, industrielle et commerciale visées à l'article 50, paragraphe 2

1. L'article 50, paragraphe 2 concerne les conventions multilatérales suivantes :

- Convention de Berne pour la protection des œuvres littéraires et artistiques (Acte de Paris, 1971);
- Convention internationale sur la protection des artistes interprètes ou exécutants, des producteurs de phonogrammes et des organismes de radiodiffusion (Rome, 1961);
- Protocole relatif à l'Arrangement de Madrid concernant l'enregistrement international des marques (Madrid, 1989);
- Arrangement de Nice concernant la classification internationale des produits et des services aux fins de l'enregistrement des marques (Genève, 1977, révisé en 1979);
- Traité de Budapest sur la reconnaissance internationale du dépôt des micro-organismes aux fins de la procédure en matière de brevets (1977, modifié en 1980);
- Convention internationale pour la protection des obtentions végétales (Acte de Genève, 1978).

2. L'Ukraine met tout en œuvre pour adhérer sans délai à l'Acte de 1991 relatif à la Convention internationale pour la protection des obtentions végétales.

3. Le conseil de coopération peut recommander que l'article 50, paragraphe 2 s'applique également à d'autres conventions multilatérales. En cas de difficultés dans le domaine de la propriété intellectuelle, industrielle ou commerciale, affectant le commerce, des consultations sont organisées sans délai, à la demande de l'une des deux parties, afin de trouver une solution mutuellement satisfaisante.

4. Les parties confirment l'importance qu'elles attachent aux obligations qui découlent des conventions multilatérales suivantes :

- Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle (Acte de Stockholm, 1967, modifié en 1979);
- Arrangement de Madrid concernant l'enregistrement international des marques (Acte de Stockholm, 1967, modifié en 1979);
- Traité de coopération en matière de brevets (Washington 1970, amendé et modifié en 1979 et 1984).

5. Dès l'entrée en vigueur du présent accord, l'Ukraine accorde, sur le plan de la reconnaissance et de la protection de la propriété intellectuelle, industrielle et commerciale, aux sociétés et aux ressortissants de la Communauté un traitement non moins favorable que celui qu'elle réserve à un quelconque pays tiers dans le cadre d'un accord bilatéral.

6. Les dispositions du paragraphe 5 ne s'appliquent pas aux avantages accordés par l'Ukraine à un pays tiers sur une base de réciprocité effective, ni aux avantages accordés par l'Ukraine à un autre pays de l'ex-URSS.

Annexe IV

Réserves de la Communauté
concernant l'article 30, paragraphe 1er, point b)

Exploitation minière

Dans certains Etats membres, l'exploitation des ressources minières et minérales par des sociétés échappant au contrôle de la CE peut être soumise à l'obtention d'une concession.

Pêche

L'accès aux ressources biologiques et aux fonds de pêche situés dans les eaux maritimes qui relèvent de la souveraineté ou de la juridiction des Etats membres, ainsi que leur exploitation, sont réservés aux bateaux de pêche battant pavillon d'un Etat membre et immatriculés sur le territoire de la Communauté, sauf dispositions contraires.

4. Behoudens andersluidende afspraken van de partijen mogen deze maatregelen uitsluitend worden toegepast gedurende een overgangsperiode die eindigt op 31 december 1998 of, indien dit vroeger is, wanneer Oekraïne partij wordt bij de GATT.

5. Oekraïne stelt de Samenwerkingsraad in kennis van alle maatregelen die het voornemens is te treffen in het kader van deze bijlage. Voorts zal, indien de Gemeenschap daarom verzoekt en vóór zij van kracht worden, in de Samenwerkingsraad overleg plaatsvinden over deze maatregelen en de sectoren waarop zij van toepassing zijn.

Bijlage III

Overeenkomsten inzake intellectuele, industriële en commerciële eigendom als bedoeld in artikel 50, lid 2

1. Artikel 50, lid 2 heeft betrekking op de volgende multilaterale overeenkomsten :

- Berner-conventie voor de bescherming van werken van letterkunde en kunst (Akte van Parijs, 1971);
- Internationaal Verdrag inzake de bescherming van uitvoerende kunstenaars, producenten van fonogrammen en omroeporganisaties (Rome, 1961);
- Protocol bij de Schikking van Madrid betreffende de internationale inschrijving van merken (Madrid, 1989);
- Overeenkomst van Nice betreffende de internationale classificatie van de waren en diensten ten behoeve van de inschrijving van merken (Genève 1977, gewijzigd 1979);
- Verdrag van Boedapest inzake de internationale erkenning van het depot van micro-organismen ten dienste van de octrooiverlening (1977, gewijzigd 1980);
- Internationaal Verdrag tot bescherming van kweekprodukten (UPOV) (Akte van Genève, 1978).

2. Oekraïne streeft ernaar zo spoedig mogelijk toe te treden tot de Akte van 1991 van het Internationaal Verdrag tot bescherming van kweekprodukten (UPOV).

3. De Samenwerkingsraad kan aanbevelen dat artikel 50, lid 2, voor andere multilaterale overeenkomsten geldt. Indien zich problemen voordoen op het gebied van de intellectuele, de industriële en de commerciële eigendom die de handel ongunstig beïnvloeden, wordt op verzoek van een der Partijen ten spoedigste overleg gepleegd ten einde een voor beide Partijen bevredigende oplossing te vinden voor het probleem.

4. De Partijen bevestigen het belang dat zij hechten aan de verplichtingen die voortvloeien uit de hiernavolgende multilaterale overeenkomsten :

- Verdrag van Parijs tot bescherming van de industriële eigendom (Akte van Stockholm, 1967, gewijzigd 1979);
- Schikking van Madrid betreffende de internationale inschrijving van merken (Akte van Stockholm, 1967, gewijzigd 1979);
- Verdrag tot samenwerking inzake octrooien (Octrooisamenwerkingsverdrag) (Washington 1970, aangepast en gewijzigd in 1979 en 1984).

5. Vanaf de inwerkingtreding van de overeenkomst kent Oekraïne aan vennootschappen en onderdanen van de Gemeenschap wat de erkenning en de bescherming van intellectuele, industriële en commerciële eigendom betreft, een behandeling toe die niet minder gunstig is dan die welke dit land uit hoofde van bilaterale overeenkomsten aan enig ander derde land toekent.

6. De bepalingen van punt 5 zijn niet van toepassing op de voordelen die Oekraïne op een daadwerkelijke grondslag van reciprociteit aan enig derde land toekent of op de voordelen die Oekraïne aan een ander land van de voormalige Sovjet-Unie toekent.

Bijlage IV

Voorbehouden van de Gemeenschap
overeenkomstig artikel 30, lid 1, onder b)

Mijnbouw

In sommige Lid-Staten kan voor de ontginning van ertsen door vennootschappen waarover onderdanen van niet-EG-landen zeggenschap hebben, een vergunning vereist zijn.

Visserij

Tenzij anders bepaald is de toegang tot en het gebruik van natuurlijke hulpbronnen en visserijgronden die zich bevinden in maritieme wateren die onder de soevereiniteit of de jurisdictie van Lid-Staten vallen, beperkt tot vissersvaartuigen die de vlag van een Lid-Staat voeren en die op het grondgebied van de Gemeenschap geregistreerd zijn.

Achat de propriétés foncières

L'achat de propriétés foncières par des sociétés non communautaires est réglementé dans certains Etats membres.

Services audiovisuels, y compris la radio

Le traitement national en ce qui concerne la production et la distribution, notamment la radiodiffusion et les autres formes de diffusion publique, peut être réservé à des oeuvres audiovisuelles répondant à certains critères d'origine.

Services de télécommunications, y compris les services mobiles et par satellite

Services réservés

Dans certains Etats membres, l'accès au marché des infrastructures et des services complémentaires est réglementé.

Services spécialisés

Services réservés aux personnes physiques ressortissantes des Etats membres. Ces personnes peuvent, dans certaines conditions, créer des sociétés.

Agriculture

Le régime national n'est pas applicable, dans certains Etats membres, aux entreprises échappant au contrôle de la CE, qui souhaitent mettre une entreprise agricole sur pied. L'achat de vignobles par une société échappant au contrôle de la CE est subordonnée à une procédure de notification ou, le cas échéant, à une autorisation.

Services des agences de presse

Dans certains Etats membres, la participation étrangère dans des sociétés d'édition ou des sociétés de télé ou radiodiffusion est limitée.

Annexe V

Réserves de l'Ukraine
conformément à l'article 30, paragraphe 2, point a)

L'application des réserves figurant dans la présente annexe ne peut en aucun cas aboutir à un traitement moins favorable que celui accordé à des entreprises d'un quelconque pays tiers.

1. Services financiers (tels que définis à l'appendice)

1.1 Services bancaires et services financiers apparentés

Pendant une période de transition n'excédant pas cinq ans à compter de la date de la signature du présent accord, l'Ukraine peut continuer d'appliquer, en ce qui concerne l'établissement de filiales ou de succursales de sociétés communautaires en Ukraine, les dispositions du droit ukrainien :

- concernant "le système de réglementation et de contrôle des devises",
- concernant "les banques et les activités bancaires",
- concernant "les garanties",
- concernant "les valeurs et les bourses de valeurs",
- concernant "les titres de privatisation" (en liaison avec la distribution et la commercialisation des coupons de privatisation).

Au cours de la période de transition susmentionnée, l'Ukraine n'introduira aucune disposition ou réglementation nouvelle susceptible d'accroître le niveau de discrimination appliqué aux filiales ou succursales de sociétés communautaires par rapport au régime réservé aux entreprises ukrainiennes.

1.2 Assurances (telles que définies à l'appendice V)

Dans un délai maximum de cinq ans à compter de la date de la signature du présent accord, l'Ukraine crée les conditions nécessaires à l'établissement de compagnies d'assurances communautaires ou communes, dans les conditions fixées à l'article 30, paragraphe 2, point a).

Au cours de la période de transition susmentionnée, l'Ukraine n'introduira aucune disposition ou réglementation nouvelle susceptible d'accroître le niveau de discrimination appliqué aux filiales ou succursales de sociétés communautaires par rapport au régime réservé aux entreprises ukrainiennes.

Pendant toute la période de transition, les activités d'assurances dans certains secteurs sont, pour les étrangers, interdites, limitées ou soumises à des conditions spéciales.

Aankoop van onroerend goed

In sommige Lid-Staten is de aankoop van onroerend goed door niet-EG-vennootschappen aan beperkingen onderworpen.

Audiovisuele diensten met inbegrip van de radio-omroep

Wat productie en distributie betreft, met inbegrip van het uitzenden en andere vormen van transmissie aan het publiek, kan de nationale behandeling beperkt zijn tot audiovisuele werken die aan bepaalde criteria ten aanzien van de oorsprong voldoen.

Telecommunicatiediensten, met inbegrip van mobiele diensten en satellietverbindingen

Gereserveerde diensten

In sommige Lid-Staten is de markttoegang voor complementaire diensten en infrastructuur beperkt.

Vrije beroepen

Beperkt tot natuurlijke personen die onderdaan zijn van een Lid-Staat. Onder bepaalde voorwaarden kan aan deze personen toestemming tot het oprichten van een vennootschap worden verleend.

Landbouw

In bepaalde Lid-Staten wordt de nationale behandeling niet toegekend aan vennootschappen waarover onderdanen van niet-EG-landen zeggenschap hebben en die een landbouwbedrijf wensen op te richten. De aankoop van wijngaarden door dergelijke vennootschappen is afhankelijk gesteld van een kennisgeving of, in voorkomend geval, een vergunning.

Persagentschappen

In sommige Lid-Staten is de deelneming van buitenlanders in uitgeverijen en omroeporganisaties aan beperkingen onderworpen.

Bijlage V

Voorbehouden van Oekraïne
overeenkomstig artikel 30, lid 2, onder a)

De toepassing van de in deze bijlage opgenomen voorbehouden mag in geen geval resulteren in een minder gunstige behandeling dan die welke aan ondernemingen van derde landen wordt toegekend.

1. Financiële diensten (als omschreven in het Aanghangsel van bijlage V)

1.1 Bankwezen en aanverwante financiële diensten

Gedurende een overgangperiode van ten hoogste vijf jaar te rekenen vanaf de datum van ondertekening van de overeenkomst kan Oekraïne ten aanzien van de vestiging van dochterondernemingen en filialen van vennootschappen uit de Gemeenschap in Oekraïne de bepalingen van de Oekraïense wetgeving blijven toepassen die betrekking hebben op :

- het stelsel van valutaregelingen en valutacontroles
- banken en bankactiviteiten,
- borgstelling,
- aandelen en beursverrichtingen,
- privatiseringsdocumenten (in verband met de distributie en het verhandelen van privatiseringsvergunningen).

Gedurende de vorengenoemde overgangperiode zullen geen nieuwe voorschriften of maatregelen worden vastgesteld die de discriminatie van dochterondernemingen of filialen van vennootschappen uit de Gemeenschap ten aanzien van Oekraïense vennootschappen versterken.

1.2 Verzekering (als omschreven in het Aanghangsel van bijlage V)

Ten hoogste vijf jaar na de datum van ondertekening van de overeenkomst zal Oekraïne de noodzakelijke voorwaarden scheppen voor de vestiging van verzekeringsmaatschappijen uit de Gemeenschap en voor de oprichting van gezamenlijke verzekeringsmaatschappijen in de zin van artikel 30, lid 2 onder a).

Gedurende de vorengenoemde overgangperiode zullen geen nieuwe voorschriften of maatregelen worden ingevoerd die de discriminatie van dochterondernemingen of filialen van vennootschappen uit de Gemeenschap ten opzichte van Oekraïense vennootschappen versterken.

In sommige sectoren is de deelneming van buitenlanders aan het verzekeringsbedrijf gedurende de overgangperiode verboden, beperkt of aan bijzondere bepalingen onderworpen.

2. Autres domaines
 Courtage de biens immobiliers, y compris des terres
 Propriété et exploitation des ressources naturelles
 Exploitation du sous-sol et des ressources naturelles, y compris des ressources minières.
 Achat et vente de ressources naturelles
 Pêche
 L'accès aux ressources biologiques et aux fonds de pêche situés dans les eaux territoriales ukrainiennes et dans la zone économique exclusive de l'Ukraine ainsi que leur exploitation sont réglementés.
 La chasse est limitée conformément à la législation ukrainienne.
 Agriculture
 Achat et vente de terres agricoles et de forêts
 Location de biens domaniaux
 Le paiement de la location des biens domaniaux peut être exigé en devises librement convertibles
 Télécommunications
 L'établissement d'une société sous contrôle étranger peut être soumis à autorisation
 Moyens de communication de masse
 La participation étrangère dans les activités des moyens de communication de masse peut être limitée
 Certaines activités professionnelles
 Les activités professionnelles de certains secteurs sont réservées aux citoyens ukrainiens ou sont subordonnées à des qualifications particulières (médecine, éducation, services juridiques, non compris le conseil en entreprise qui inclut les aspects juridiques correspondants)
 Bâtiments et monuments historiques

Appendice à l'annexe V

Services financiers : définitions

On entend par "services financiers", tout service à caractère financier proposé par les prestataires d'une des parties assurant de tels services. Les services financiers recouvrent les activités suivantes :

A. Tous les services d'assurance et activités assimilées

1. Assurance directe (y compris la co-assurance) :
 - i) vie
 - ii) non vie.
2. Réassurance et rétrocession.
3. Activités des intermédiaires de l'assurance, tels que courtiers et agents.

4. Services auxiliaires de l'assurance, tels que services de conseil, d'actuariat, d'évaluation de risques et de règlement de sinistres.

B. Les services bancaires et autres services financiers (à l'exclusion de l'assurance)

1. Acceptation de dépôts et d'autres fonds remboursables du public
2. Prêts de toutes natures, notamment le crédit à la consommation, le crédit hypothécaire, l'affacturage et le financement d'opérations commerciales.
3. Crédit-bail financier.
4. Services de paiements et de transferts monétaires, tels que cartes de crédit ou de débit, chèques de voyages et chèques bancaires.
5. Garanties et engagements.
6. Interventions pour compte propre, ou pour le compte de clients, soit sur le marché boursier, le marché hors cote ou autres, à savoir :
 - a) instruments du marché monétaire (chèques, traites, certificats de dépôt, etc.);
 - b) devises;
 - c) produits dérivés, à savoir, entre autres, contrats à terme et options;
 - d) taux de change et taux d'intérêt, dont les produits tels que swaps, contrats de garantie de taux, etc.;
 - e) valeurs mobilières transmissibles;
 - f) autres instruments et actifs financiers négociables, notamment réserves métalliques.

2. Andere gebieden
 Handel in onroerend goed met inbegrip van gronden
 Eigendom en gebruik van natuurlijke hulpbronnen :
 Gebruik van de ondergrond en de natuurlijke hulpbronnen met inbegrip van de mijnbouw.
 Aan- en verkoop van natuurlijke hulpbronnen.
 Visserij
 De toegang tot en het gebruik van natuurlijke hulpbronnen en visserijgronden in de Oekraïense territoriale wateren en in de exclusieve economische zone van Oekraïne zijn aan beperkingen onderworpen.
 Aan de jacht wordt door de Oekraïense wet een aantal beperkingen opgelegd.
 Landbouw
 Aan- en verkoop van landbouwgronden en bossen.
 Huur van staatseigendommen
 Oekraïne kan eisen dat de huur van staatseigendommen in vrij converteerbare valuta's wordt betaald.
 Telecommunicatie
 De vestiging van vennootschappen waarover buitenlanders zeggenschap hebben kan aan een stelsel van vergunningen worden onderworpen.
 Ondernemingen in de sector van de massamedia
 De deelneming van buitenlanders aan de activiteiten van de massamedia kan aan enige beperkingen worden onderworpen.
 Bepaalde vrije beroepen
 In sommige sectoren kunnen vrije beroepen uitsluitend door Oekraïense onderdanen worden uitgeoefend of zijn deze aan bepaalde voorwaarden onderworpen (geneeskunde, onderwijs, juridische diensten met uitsluiting van adviesbureau's voor het bedrijfsleven en de desbetreffende juridische aspecten daarvan).
 Historische gebouwen en monumenten

Aanhangsel bij bijlage V

Financiële diensten : definities

Een financiële dienst is een dienst van financiële aard die door een financiële dienstverlener van een Partij wordt aangeboden. Financiële diensten omvatten de volgende activiteiten :

A. Alle verzekeringsdiensten en daarmee verband houdende diensten

1. Directe verzekering (met inbegrip van co-assurantie)
 - i) levensverzekering
 - ii) niet-levensverzekering
2. Herv verzekering en retrocessie
3. Verzekeringsbemiddeling zoals diensten van makelaars en agenten

4. Nevendiensten van het verzekeringsbedrijf, zoals diensten op het gebied van advisering, actuariaat, risicobeoordeling en schaderegeling

B. Bancaire en andere financiële diensten (verzekeringen niet inbegrepen)

1. In ontvangst nemen van deposito's en andere terugbetaalbare gelden van het publiek
2. Verstrekken van leningen, met inbegrip van met name consumentkrediet, hypothecair krediet, factoring en financiering van handelstransacties
3. Financiële leasing
4. Alle betalings- en geldovermakingsdiensten, met inbegrip van krediet- en betaalkaarten, reischeques en kredietbrieven
5. Verlenen van garanties en stellen van borgtochten
6. Transacties voor eigen rekening of voor rekening van cliënten, hetzij ter beurze, hetzij op een markt buiten de beurs, hetzij anderszins, met betrekking tot :
 - a) geldmarktinstrumenten (cheques, wissels, depositocertificaten enz.)
 - b) vreemde valuta's
 - c) afgeleide producten, zoals bij voorbeeld futures en opties
 - d) wisselkoers- en rente-instrumenten, met inbegrip van producten zoals swaps, rentetermijncontracten enz.
 - e) effecten
 - f) andere waardepapieren en financiële activa, met inbegrip van ongemunt goud en zilver

7. Participation aux émissions de titres de toutes natures, notamment souscriptions, placements (privés ou publics) en qualité d'agent et prestation de services se rapportant à ces émissions.

8. Activités de courtier de change.

9. Gestion des patrimoines, notamment gestion de trésorerie ou de portefeuille, toutes formes de gestion de placements collectifs, gestion de fonds de pension, services de garde, de dépôt ou de consignation.

10. Services de règlement et de compensation d'actifs financiers tels que valeurs mobilières, instruments dérivés et autres instruments négociables.

11. Communication et transfert d'informations financières, activités de traitement de données financières et fourniture de logiciels spécialisés par les prestataires d'autres services financiers;

12. Services de conseil et autres services financiers auxiliaires se rapportant aux différentes activités énumérées aux points 1 à 11, y compris informations et évaluations sur dossiers de crédit, investigations et renseignements pour placements et constitution de portefeuilles, conseils relatifs aux prises de participation, restructurations et stratégies de sociétés.

Sont exclues de la définition des services financiers les activités suivantes :

a) activités exercées par les banques centrales ou d'autres institutions publiques dans le cadre de politiques s'appliquant à la monnaie et au taux de change;

b) activités assurées par les banques centrales, les organismes, administrations ou institutions publiques pour le compte ou sous la caution du gouvernement, sauf dans les cas où ces activités peuvent être exercées par des prestataires de services financiers concurrents de ces collectivités publiques;

c) activités s'inscrivant dans un système officiel de sécurité sociale ou de pension de vieillesse, sauf dans les cas où ces activités peuvent être exercées par des prestataires de services financiers concurrents de collectivités publiques ou d'institutions privées.

—————

Protocole sur l'assistance mutuelle
entre autorités administratives en matière douanière

Article 1er

Définitions

Aux fins du présent protocole, on entend par :

a) "législation douanière" : les dispositions applicables sur les territoires des parties régissant l'importation, l'exportation, le transit des marchandises et leur placement sous tout autre régime douanier, y compris les mesures d'interdiction, de restriction et de contrôle adoptées par lesdites parties;

b) "droits de douane" : l'ensemble des droits, taxes, redevances ou impositions diverses qui sont prélevés et perçus sur le territoire des parties en application de la législation douanière, à l'exclusion des redevances et impositions dont le montant est limité au coût approximatif des services rendus;

c) "autorité requérante" : une autorité administrative compétente qui a été désignée à cette fin par une partie et qui formule une demande d'assistance en matière douanière;

d) "autorité requise" : une autorité administrative compétente qui a été désignée à cette fin par une partie et qui reçoit une demande d'assistance en matière douanière;

e) "infraction" : toute violation de la législation douanière ainsi que toute tentative de violation de cette législation.

Article 2

Portée

1. Les parties se prêtent mutuellement assistance, dans les domaines relevant de leurs compétences, de la manière et dans les conditions prévues par le présent protocole, pour garantir que la législation douanière est correctement appliquée, notamment en prévenant et en décelant les infractions à cette législation et en menant des enquêtes à leur sujet.

2. L'assistance en matière douanière, prévue par le présent protocole, s'applique à toute autorité administrative des parties qui est compétente pour l'application du présent protocole. Elle ne préjuge pas les dispositions régissant l'assistance mutuelle en matière pénale. De même, elle ne s'applique pas aux renseignements recueillis en vertu de pouvoirs exercés à la demande des autorités judiciaires, sauf accord de ces autorités.

7. Deelneming aan emissies van diverse soorten effecten, met inbegrip van het overnemen en plaatsen van emissies als agent (openbaar of particulier) en het verlenen van daarmee verband houdende diensten

8. Bemiddeling op de interbankmarkten

9. Beheer van activa, bij voorbeeld geld- of vermogensbeheer, alle vormen van beheer van collectieve belegging, beheer van pensioenfondsen alsmede bewaar-, deposito- en trustdiensten

10. Vereffenings- en verrekeningsdiensten voor financiële activa met inbegrip van effecten, afgeleide producten en andere waardepapieren

11. Verstrekken en overdragen van financiële informatie, financiële gegevensverwerking en bijbehorende software door verleners van andere financiële diensten

12. Advisering en andere financiële nevendiensten in verband met de in de punten 1 tot 11 genoemde activiteiten, met inbegrip van kredietreferenties en -analyse, onderzoek en advies in verband met beleggingen en portefeuillesamenstelling, alsmede advies over overnames en over bedrijfsreorganisatie en -strategie

De volgende activiteiten zijn van de definitie van financiële diensten uitgesloten :

a) activiteiten van centrale banken of andere overheidsinstellingen voor de tenuitvoerlegging van het monetair beleid of het wisselkoersbeleid

b) activiteiten die voor rekening of met garantie van de Staat worden verricht door centrale banken, overheidsinstanties of -organisaties of openbare instellingen, behalve wanneer die activiteiten door financiële dienstverleners in concurrentie met die overheidslichamen mogen worden uitgevoerd

c) activiteiten die deel uitmaken van een wettelijk stelsel van sociale zekerheid of van wettelijke pensioenregelingen, behalve wanneer die activiteiten door financiële dienstverleners in concurrentie met overheidslichamen of particuliere instellingen mogen worden uitgevoerd.

—————

Protocol betreffende wederzijdse bijstand
tussen de administratieve autoriteiten in douanezaken

Artikel 1

Definities

Voor de toepassing van dit protocol wordt verstaan onder :

a) "douanewetgeving" : de op het grondgebied van de Partijen geldende voorschriften betreffende de invoer, de uitvoer en de doorvoer van goederen en de plaatsing daarvan onder een douaneregeling, met inbegrip van de door de Partijen ingestelde verboden, beperkingen en controlemaatregelen;

b) "douanerechten" : alle rechten, belastingen, vergoedingen en andere heffingen die ter uitvoering van de douanewetgeving op het grondgebied van de Partijen worden toegepast en ingevorderd, met uitzondering van de vergoedingen en heffingen waarvan het bedrag bij benadering gelijk is aan de kosten van de verleende diensten;

c) "verzoekende autoriteit" : een bevoegde administratieve autoriteit die hiertoe door een Partij is aangewezen en die een verzoek om administratieve bijstand in douanezaken indient;

d) "aangezochte autoriteit" : een bevoegde administratieve autoriteit welke hiertoe door een Partij is aangewezen en die een verzoek om administratieve bijstand in douanezaken ontvangt;

e) "overtreding" : elke inbreuk op de douanewetgeving en elke poging daartoe.

Artikel 2

Werkingsfeer

1. De Partijen verlenen elkaar, binnen hun bevoegdheden, bijstand, op de wijze en onder de voorwaarden vastgesteld in dit protocol, met het oog op de correcte toepassing van de douanewetgeving, in het bijzonder wat de preventie, de opsporing en het onderzoek van overtredingen van deze wetgeving betreft.

2. De bijstand in douanezaken waarin dit protocol voorziet, geldt voor elke administratieve autoriteit van de Partijen die bevoegd is voor de toepassing van dit protocol. De bijstand in douanezaken doet geen afbreuk aan de regels betreffende de wederzijdse bijstand in strafzaken en geldt niet voor informatie die is verkregen krachtens bevoegdheden welke op verzoek van de rechterlijke autoriteiten worden uitgeoefend, tenzij deze autoriteiten hiermee instemmen.

Article 3

Assistance sur demande

1. Sur demande de l'autorité requérante, l'autorité requise communie à celle-ci tout renseignement utile lui permettant de s'assurer que la législation douanière est correctement appliquée, y compris les renseignements concernant des opérations constatées ou projetées qui constituent ou sont susceptibles de constituer une infraction à cette législation.

2. Sur demande de l'autorité requérante, l'autorité requise informe celle-ci sur le point de savoir si les marchandises exportées du territoire de l'une des parties ont été régulièrement introduites sur le territoire de l'autre partie, en précisant, le cas échéant, le régime douanier sous lequel ces marchandises ont été placées.

3. Sur demande de l'autorité requérante, l'autorité requise prend les mesures nécessaires pour s'assurer qu'une surveillance est exercée sur :

a) des personnes physiques ou morales dont il y a lieu raisonnablement de croire qu'elles commettent ou ont commis des infractions à la législation douanière;

b) les mouvements de marchandises signalées comme pouvant donner lieu à des infractions graves à la législation douanière;

c) les moyens de transport dont il y a lieu raisonnablement de croire qu'ils ont été, sont ou peuvent être utilisés pour commettre des infractions à la législation douanière.

Article 4

Assistance spontanée

Les parties, dans le respect de leurs dispositions législatives et réglementaires et de leurs autres instruments juridiques, se prêtent mutuellement assistance si elles considèrent que cela est nécessaire à l'application correcte de la législation douanière, en particulier lorsqu'elles obtiennent des renseignements se rapportant :

- à des opérations qui ont constitué, constituent ou sont susceptibles de constituer une infraction à cette législation et qui peuvent intéresser d'autres parties,

- aux nouveaux moyens ou méthodes utilisés pour effectuer ces opérations,

- et aux marchandises dont ont sait qu'elles donnent lieu à une infraction grave à la législation douanière.

Article 5

Communication, notification

Sur demande de l'autorité requérante, l'autorité requise prend, conformément à sa législation, toutes les mesures nécessaires pour :

- communiquer tous documents, et
- notifier toutes décisions

entrant dans le domaine d'application du présent protocole, à un destinataire résidant ou établi sur son territoire. Dans ce cas, l'article 6 paragraphe 3 est applicable.

Article 6

Forme et substance des demandes d'assistance

1. Les demandes formulées en vertu du présent protocole sont formulées par écrit. Les documents nécessaires pour permettre de répondre à ces demandes accompagnent ladite demande. Lorsque l'urgence de la situation l'exige, les demandes présentées verbalement peuvent être acceptées, mais elles doivent être immédiatement confirmées par écrit.

2. Les demandes présentées conformément au paragraphe 1 sont accompagnées des renseignements suivants :

- a) l'autorité requérante qui présente la demande,
- b) la mesure requise,
- c) l'objet et le motif de la demande,
- d) la législation, les règles et autres éléments juridiques concernés,
- e) des indications aussi exactes et complètes que possible sur les personnes physiques ou morales qui font l'objet des enquêtes,

f) un résumé des faits pertinents et des enquêtes déjà effectuées, sauf dans les cas prévus à l'article 5.

3. Les demandes sont établies dans une langue officielle de l'autorité requise ou dans une langue acceptable pour cette autorité.

4. Si une demande ne répond pas aux conditions formelles, il est possible de demander qu'elle soit corrigée ou complétée; des mesures conservatoires peuvent cependant être ordonnées.

Artikel 3

Bijstand op verzoek

1. Op aanvraag van de verzoekende autoriteit verschaft de aangezochte autoriteit eerstgenoemde alle ter zake dienende informatie die deze nodig heeft voor de correcte toepassing van de douanewetgeving, met inbegrip van informatie betreffende verrichtingen die geconstateerd of gepland zijn en die een overtreding vormen of zouden vormen van deze wetgeving.

2. Op aanvraag van de verzoekende autoriteit deelt de aangezochte autoriteit haar mede of goederen die uit het grondgebied van een der Partijen zijn uitgevoerd, op regelmatige wijze in de andere Partij zijn ingevoerd, onder vermelding, in voorkomend geval, van de douaneregeling waaronder deze goederen zijn geplaatst.

3. Op aanvraag van de verzoekende autoriteit zorgt de aangezochte autoriteit ervoor dat toezicht wordt gehouden op :

a) natuurlijke personen of rechtspersonen ten aanzien waarvan redelijkerwijs mag worden aangenomen dat zij de douanewetgeving overtreden of overtreden hebben;

b) goederenbewegingen waarvan wordt bericht dat zij aanleiding kunnen geven tot ernstige overtredingen van de douanewetgeving;

c) vervoermiddelen waarvan redelijkerwijs mag worden aangenomen dat zij voor het plegen van inbreuken op de douanewetgeving werden gebruikt, worden gebruikt of zouden kunnen worden gebruikt.

Artikel 4

Bijstand op eigen initiatief

De Partijen verlenen elkaar, overeenkomstig hun wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen, bijstand, indien zij zulks noodzakelijk achten voor de correcte toepassing van de douanewetgeving, in het bijzonder wanneer zij informatie verkrijgen omtrent :

- verrichtingen die een inbreuk vormden, vormen of zouden vormen op deze wetgeving en die van belang kunnen zijn voor andere Partijen;

- nieuwe middelen of methoden die bij dergelijke verrichtingen worden gebruikt;

- goederen waarvan bekend is dat zij het voorwerp vormen van een ernstige overtreding van de douanewetgeving.

Artikel 5

Afgifte van documenten en kennisgeving van besluiten

Op aanvraag van de verzoekende autoriteit neemt de aangezochte autoriteit, overeenkomstig haar nationale wet, de nodige maatregelen voor :

- de afgifte van alle documenten, en
- de kennisgeving van alle besluiten

waarop het bepaalde in dit protocol van toepassing is, aan een geadresseerde die op haar grondgebied verblijft of gevestigd is. In dit geval is artikel 6, lid 3, van toepassing.

Artikel 6

Vorm en inhoud van verzoeken om bijstand

1. Verzoeken in het kader van dit protocol worden schriftelijk gedaan en gaan vergezeld van de voor de behandeling ervan noodzakelijke bescheiden. In spoedeisende gevallen kunnen verzoeken mondeling worden gedaan, mits zij onmiddellijk schriftelijk worden bevestigd.

2. De overeenkomstig het bepaalde in lid 1 ingediende verzoeken bevatten de hierna volgende gegevens :

- a) de naam van de verzoekende autoriteit;
- b) de gevraagde maatregel;
- c) het voorwerp en de reden van het verzoek;
- d) de relevante wetten, reglementen en andere voorschriften;
- e) zo nauwkeurig en volledig mogelijke informatie betreffende de natuurlijke personen of rechtspersonen waarop het onderzoek betrekking heeft;
- f) een overzicht van de relevante feiten, behalve in de in artikel 5 bedoelde gevallen.

3. De verzoeken worden ingediend in een officiële taal van de aangezochte autoriteit of in een voor deze autoriteit aanvaardbare taal.

4. Indien een verzoek niet in de juiste vorm wordt gedaan, kan om correctie of aanvulling daarvan worden verzocht. Er kunnen echter vrijwaringsmaatregelen worden genomen.

Article 7

Exécution des demandes

1. Pour répondre à une demande d'assistance, l'autorité requise, ou, lorsque celle-ci ne peut agir seule, le service administratif auquel la demande a été adressée par cette autorité procède, dans les limites de sa compétence et de ses ressources, disponibles comme s'il agissait pour son propre compte ou à la demande d'autres autorités de la même partie, en fournissant les renseignements dont il dispose déjà et en procédant ou faisant procéder aux enquêtes appropriées.

2. Les demandes d'assistance sont satisfaites conformément à la législation, aux règles et autres instruments juridiques de la partie requise.

3. Les fonctionnaires dûment autorisés d'une partie peuvent, avec l'accord de l'autre partie en cause et dans les conditions prévues par celle-ci, recueillir, dans les bureaux de l'autorité requise ou d'une autre autorité dont celle-ci est responsable, des renseignements relatifs à l'infraction à la législation douanière dont l'autorité requérante a besoin aux fins du présent protocole.

4. Les fonctionnaires d'une partie peuvent, avec l'accord de l'autre partie, et selon les conditions fixées par cette dernière, être présents aux enquêtes menées sur le territoire de cette dernière.

Article 8

Forme sous laquelle les renseignements doivent être communiqués

1. L'autorité requise communique les résultats des enquêtes à l'autorité requérante sous la forme de documents, de copies certifiées conformes de documents, de rapports et de textes similaires.

2. La fourniture de documents prévue au paragraphe 1er peut être remplacée par celle d'informations produites sous quelque forme que ce soit et aux mêmes fins, par le moyen de l'informatique.

Article 9

Dérogations à l'obligation de prêter assistance

1. Les parties peuvent refuser de prêter leur assistance au titre du présent protocole si une telle assistance :

a) est susceptible de porter atteinte à leur souveraineté, à l'ordre public, à leur sécurité ou à d'autres intérêts essentiels

ou

b) fait intervenir une réglementation fiscale ou de change autre que la réglementation concernant les droits de douane

ou

c) implique la violation d'un secret industriel, commercial ou professionnel.

2. Si l'autorité requérante sollicite une assistance qu'elle ne pourrait pas elle-même fournir si elle lui était demandée, elle attire l'attention sur ce fait dans sa demande. Il appartient alors à l'autorité requise de décider de la manière dont elle doit répondre à cette demande.

3. Si l'assistance est refusée, la décision et les raisons qui l'expliquent doivent être notifiées sans délai à l'autorité requérante.

Article 10

Obligation de respecter le secret

1. Tout renseignement communiqué, sous quelque forme que ce soit, en application du présent protocole revêt un caractère confidentiel. Il est couvert par le secret professionnel et bénéficie de la protection accordée et des renseignements semblables par les lois applicables en la matière par la partie contractante qui l'a reçue, ainsi que par les dispositions correspondantes s'appliquant aux instances communautaires.

2. Les données nominatives ne sont pas communiquées lorsqu'il y a lieu raisonnablement de croire que la transmission ou l'utilisation faite des données ainsi transmises serait contraire aux principes juridiques fondamentaux d'une des parties et, en particulier, lorsque la personne concernée en subirait un préjudice injustifié. Sur demande, la partie qui reçoit les données informe la partie qui les fournit de l'utilisation faite des renseignements fournis et des résultats obtenus.

3. Les données nominatives ne peuvent être transmises qu'aux autorités douanières et, lorsqu'elles sont nécessaires à des fins de poursuites judiciaires, au ministère public et aux autorités judiciaires. Toute autre personne ou autorité ne peut recueillir de telles informations que sur autorisation préalable de l'autorité qui les fournit.

Artikel 7

Behandeling van verzoeken

1. De aangezochte autoriteit of, indien deze niet tot zelfstandig handelen bevoegd is, de administratieve dienst waaraan zij het verzoek toestuurt, behandelt het verzoek om bijstand, binnen de grenzen van haar bevoegdheden en met de middelen waarover zij beschikt, alsof zij voor eigen rekening of in opdracht van een andere autoriteit van dezelfde Partij handelde, met name door de gegevens waarover zij reeds beschikt mee te delen en door het nodige onderzoek te verrichten of te doen verrichten.

2. Verzoeken om bijstand worden behandeld overeenkomstig de wetten, reglementen en andere rechtsvoorschriften van de aangezochte Partij.

3. Naar behoren gemachtigde ambtenaren van een Partij kunnen met instemming van de andere betrokken Partij en onder de door deze laatste vastgestelde voorwaarden, van de diensten van de aangezochte autoriteit of van een andere autoriteit die onder de aangezochte autoriteit ressorteert, informatie betreffende overtredingen van de douanewetgeving verkrijgen die de verzoekende autoriteit nodig heeft ter uitvoering van het bepaalde in dit protocol.

4. Ambtenaren van een Partij kunnen, met instemming van de andere betrokken Partij, aanwezig zijn bij onderzoekverrichtingen op het grondgebied van laatstgenoemde Partij.

Artikel 8

Vorm waarin de informatie dient te worden verstrekt

1. De aangezochte autoriteit deelt de uitslag van het ingestelde onderzoek aan de verzoekende autoriteit mede in de vorm van bescheiden, voor echt gewaarmerkte afschriften van bescheiden, rapporten en dergelijke.

2. De in lid 1 bedoelde bescheiden kunnen worden vervangen door informatie die met behulp van systemen voor automatische gegevensverwerking in om het even welke vorm voor hetzelfde doeleinde wordt verstrekt.

Artikel 9

GevalLEN waarin geen bijstand dient te worden verleend

1. De Partijen kunnen de in dit protocol bedoelde bijstand weigeren wanneer het verlenen daarvan :

a) hun soevereiniteit, openbare orde, veiligheid of andere wezenlijke belangen in het gedrang zou kunnen brengen;

of

b) de toepassing inhoudt van deviezen- of belastingregelingen andere dan die inzake de doanerechten;

of

c) zou leiden tot de schending van een industrieel geheim, een handelsgeheim of een beroepsgeheim.

2. Wanneer de verzoekende autoriteit om een vorm van bijstand verzoekt die zij desgevraagd zelf niet zou kunnen verlenen, vermeldt zij dit in haar verzoek. De aangezochte autoriteit bepaalt zelf hoe zij op een dergelijk verzoek reageert.

3. Indien bijstand wordt geweigerd, dienen het daartoe strekkende besluit en de redenen die eraan ten grondslag liggen onverwijld aan de verzoekende autoriteit te worden medegedeeld.

Artikel 10

Geheimhoudingsplicht

1. Alle informatie die ter uitvoering van dit protocol in om het even welke vorm wordt verstrekt, heeft een vertrouwelijk karakter. Zij valt onder de geheimhoudingsplicht en geniet de bescherming van de ter zake geldende wettelijke voorschriften van de Partij die ze heeft ontvangen en van de overeenkomstige bepalingen die voor de communautaire instanties gelden.

2. Persoonsgebonden gegevens worden niet verstrekt wanneer er redelijke gronden zijn om aan te nemen dat de mededeling of het gebruik daarvan strijdig zouden zijn met de fundamentele rechtsbeginselen van een der partijen en, in het bijzonder, indien de betrokken persoon hiervan onrechtmatig nadeel zou ondervinden. De Partij die de gegevens ontvangt, deelt de Partij die de gegevens verstrekt desgevraagd mede voor welk doel deze zijn gebruikt en welke resultaten ermee zijn bereikt.

3. Persoonsgebonden gegevens mogen uitsluitend worden medegedeeld aan douaneautoriteiten en, indien vereist ten behoeve van rechtsvervolgning, aan het openbaar ministerie en de rechterlijke instanties. Andere personen of autoriteiten kunnen de informatie uitsluitend verkrijgen na voorafgaande toestemming van de autoriteit die ze verstrekt.

4. La partie qui fournit l'information en vérifie l'exactitude. Lorsqu'il apparaît que l'information fournie était inexacte ou devait être détruite, la partie qui la reçoit en est avertie sans délai. Celle-ci est tenue de procéder à la correction ou à la destruction de cette information.

5. Sans préjudice des cas où l'intérêt public l'emporte, la personne concernée peut, sur demande, obtenir des renseignements sur les données stockées et sur l'objet de ce stockage.

Article 11

Utilisation des renseignements

1. Les renseignements recueillis ne doivent être utilisés qu'aux fins du présent protocole et ne peuvent être utilisés par une partie à d'autres fins qu'avec l'accord écrit préalable de l'autorité administrative qui les a fournis et ils sont, en outre, soumis aux restrictions imposées par cette autorité.

2. Le paragraphe 1 ne fait pas obstacle à l'utilisation des renseignements dans le cadre d'actions judiciaires ou administratives engagées par la suite pour non respect de la législation douanière.

3. Les parties peuvent faire état, à titre de preuve, dans leurs procès-verbaux, rapports et témoignages ainsi qu'au cours de procédures et poursuites devant les tribunaux, des renseignements recueillis et des documents consultés conformément au présent protocole.

Article 12

Experts et témoins

Un agent d'une autorité requise peut être autorisé à comparaître, dans les limites fixées par l'autorisation qui lui a été accordée, comme expert ou témoin dans le cadre d'actions judiciaires ou administratives engagées dans les domaines relevant du présent protocole, par la juridiction d'une autre partie, et à produire les objets, documents ou copies certifiées conformes de ceux-ci qui peuvent être nécessaires à la procédure. La demande de comparution doit indiquer avec précision dans quelle affaire, à quel titre et en quelle qualité l'agent sera interrogé.

Article 13

Frais d'assistance

Les parties renoncent de part et d'autre à toute réclamation portant sur les remboursements des frais résultant de l'application du présent protocole, sauf en ce qui concerne, le cas échéant, les indemnités versées aux experts et témoins ainsi qu'aux interprètes et traducteurs qui ne dépendent pas des services publics.

Article 14

Application

1. La gestion du présent protocole est confiée aux autorités douanières centrales d'Ukraine, d'une part, aux services compétents de la Commission des Communautés européennes, et, le cas échéant, aux autorités douanières des Etats membres de l'Union européenne, d'autre part. Ils décident de toutes les mesures et dispositions pratiques nécessaires pour son application, en tant compte des règles en vigueur dans le domaine de la protection des données. Ils peuvent proposer aux organes compétents les modifications qui devraient, selon eux, être apportées au présent protocole.

2. Les parties se consultent et s'informent ensuite mutuellement des modalités d'application qui sont adoptées conformément au présent protocole.

Article 15

Complémentarité

1. Le présent protocole complète et n'empêche pas l'application des accords d'assistance mutuelle qui ont été conclus ou qui peuvent être conclus entre un ou plusieurs Etats membres de l'Union européenne et l'Ukraine. Il n'interdit pas non plus qu'une coopération douanière plus étendue soit apportée en vertu de ses accords.

2. Sans préjudice de l'article 11, ces accords ne portent pas atteinte aux dispositions communautaires régissant la communication entre les services compétents de la Commission et les autorités douanières des Etats membres, de tous renseignements recueillis en matière douanière susceptibles de présenter un intérêt pour la Communauté.

Déclaration commune concernant l'article 18

La Communauté et l'Ukraine déclarent que le texte de la clause de sauvegarde ne donne pas accès aux bénéfices des dispositions correspondantes du GATT.

4. De partij die de gegevens verstrekt, controleert de juistheid daarvan. Wanneer blijkt dat verstrekte gegevens onjuist zijn of dienen te worden weggelaten, wordt de ontvangende partij daarvan onverwijld in kennis gesteld. Deze laatste is gehouden de correctie of weglating uit te voeren.

5. Behalve in gevallen waarin zulks strijdig is met het algemeen belang, kan de betrokkene, op zijn verzoek, informatie verkrijgen omtrent opgeslagen gegevens en de redenen welke aan deze opslag ten grondslag liggen.

Artikel 11

Gebruik van informatie

1. De verkregen informatie mag uitsluitend worden gebruikt voor de toepassing van dit protocol. Het gebruik ervan voor andere doeleinden door een Partij vereist de voorafgaande schriftelijke toestemming van de administratieve autoriteit die ze heeft verstrekt en is aan de door deze autoriteit vastgestelde beperkingen onderworpen.

2. Het bepaalde in lid 1 vormt geen beletsel voor het gebruik van de informatie in gerechtelijke of administratieve procedures die naderhand worden ingesteld wegens niet-naleving van de douanewetgeving.

3. De Partijen kunnen de overeenkomstig het bepaalde in dit protocol verkregen informatie en geraadpleegde bescheiden als bewijsmateriaal gebruiken in hun rapporten, getuigenverklaringen en in gerechtelijke procedures.

Artikel 12

Deskundigen en getuigen

Een onder een aangezochte autoriteit ressorterende ambtenaar kan worden gemachtigd, binnen de perken van de hem verleende machtiging, in het rechtsgebied van een andere Partij als getuige of deskundige op te treden in gerechtelijke of administratieve procedures die betrekking hebben op aangelegenheden waarop dit protocol van toepassing is en daarbij de voor deze procedures noodzakelijke voorwerpen, bescheiden of voor echt gewaarmerkte afschriften van bescheiden voor te leggen. In de convocaties dient uitdrukkelijk te worden vermeld over welk onderwerp en in welke functie of hoedanigheid de betrokken ambtenaar zal worden ondervraagd.

Artikel 13

Kosten van de bijstand

De Partijen brengen elkaar geen kosten in rekening voor uitgaven die ter uitvoering van het bepaalde in dit protocol zijn gemaakt, met uitzondering, in voorkomend geval, van de uitgaven voor deskundigen, getuigen, tolken en vertalers die niet in overheidsdienst zijn.

Artikel 14

Tenuitvoerlegging

1. De uitvoering van dit protocol wordt opgedragen aan de centrale douaneautoriteiten van Bulgarije enerzijds, en de bevoegde diensten van de Commissie en, in voorkomend geval, de douaneautoriteiten van de Lid-Staten, anderzijds. Deze instanties stellen alle praktische maatregelen en regelingen voor de toepassing van dit protocol vast, rekening houdend met de voorschriften op het gebied van de gegevensbescherming. Zij kunnen de bevoegde instanties aanbevelingen doen voor wijzigingen die hun inziens in dit protocol dienen te worden aangebracht.

2. De Partijen plegen overleg en geven elkaar vervolgens kennis van alle uitvoeringsbepalingen die overeenkomstig dit artikel worden vastgesteld.

Artikel 15

Complementariteit

1. Dit protocol vult de overeenkomsten inzake wederzijdse bijstand aan die zijn gesloten of kunnen worden gesloten tussen een of meer Lid-Staten en Oekraïne. Het staat niet in de weg aan de ruimere wederzijdse bijstand die eventueel in deze overeenkomsten is voorzien.

2. Onverminderd het bepaalde in artikel 11 doen deze overeenkomsten geen afbreuk aan de communautaire bepalingen betreffende de uitwisseling, tussen de bevoegde diensten van de Commissie en de douaneautoriteiten van de Lid-Staten, van alle met betrekking tot douanezaken verkregen informatie die voor de Gemeenschap van belang kan zijn.

Gemeenschappelijke verklaring betreffende artikel 18

De Gemeenschap en Oekraïne verklaren dat de tekst van de vrijwaringsclausule geen GATT-vrijwaringsbehandeling toekent.

Déclaration commune concernant l'article 19

Il est entendu que les dispositions de l'article 19 ne sont pas destinées à ralentir, à entraver ou à empêcher l'exécution des procédures prévues dans les législations respectives des deux parties en matière d'enquêtes antidumping ou antisubventions.

Déclaration commune concernant l'article 30

Sans préjudice des réserves énumérées aux annexes IV et V et des dispositions des articles 44 et 47, les parties conviennent que les termes "conformément à leurs législations et réglementations" visés aux paragraphes 1er et 2 de l'article 30 signifient que chaque partie peut réglementer l'établissement et l'activité des sociétés implantées sur son territoire, à condition que cette réglementation n'introduise pas en ce qui concerne l'établissement et l'activité des sociétés de l'autre partie, de nouvelles réserves résultant d'un traitement moins favorable que celui accordé à leurs propres sociétés ou aux sociétés, filiales ou succursales de sociétés d'un quelconque pays tiers.

Déclaration commune concernant l'article 31

La présence commerciale d'entreprises de transport fluvial d'une des parties sur le territoire de l'autre partie est régie par les dispositions législatives en vigueur dans les Etats membres ou en Ukraine, tant que des dispositions spécifiques plus favorables régissant une telle présence commerciale n'auront pas été adoptées, et à condition qu'une telle présence ne soit pas régie par d'autres actes législatifs ayant un effet contraignant à l'égard des parties.

Il est entendu qu'une présence commerciale doit adopter la forme de filiales ou de succursales telles qu'elles sont définies à l'article 32.

"Législation applicable" se traduit en ukrainien par les termes "ДИЮЧЕ ЗАКОНДАВСТВО".

Déclaration commune concernant la notion de "contrôle" figurant à l'article 32, point b) et à l'article 43

1. Les parties confirment qu'il est entendu que la question du contrôle dépend des circonstances de fait du cas particulier en cause.

2. Ainsi, par exemple, une entreprise est considérée comme "contrôlée" par une autre entreprise et de ce fait filiale de celle-ci si :

- l'autre entreprise détient directement ou indirectement la majorité des droits de vote, ou si
- l'autre entreprise a le droit de nommer ou de licencier une majorité des membres de l'organe administratif, de l'organe de gestion ou de l'organe de surveillance et si elle est en même temps actionnaire ou membre de la filiale.

3. Les deux parties considèrent que les critères visés au paragraphe 2 ne sont pas exhaustifs.

Déclaration commune concernant l'article 50

Les parties conviennent que, aux fins du présent accord, les termes "propriété intellectuelle, industrielle et commerciale" comprennent, en particulier, la protection des droits d'auteur et des droits voisins, notamment les droits d'auteur de programmes d'ordinateur, les droits des brevets, des dessins et modèles industriels, des indications géographiques, notamment les appellations d'origine, des marques de produits et de services, des topographies de circuits intégrés ainsi que la protection contre la concurrence déloyale visée à l'article 10bis de la convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle et la protection des informations non divulguées relatives au savoir-faire.

Les parties déclarent que les termes "propriété intellectuelle, industrielle et commerciale" se traduisent en ukrainien par "intelektualna vlasnist".

Déclaration commune concernant l'article 102

Les parties conviennent, aux fins de leur interprétation correcte et de leur application pratique, que les termes "cas particulièrement urgents", figurant à l'article 102 de l'accord, signifient les cas de violation substantielle de l'accord par l'une des deux parties. Une violation substantielle de l'accord consiste :

- a) dans le rejet de l'accord non sanctionné par les règles générales du droit international
- ou
- b) dans la violation des éléments essentiels de l'accord visés à l'article 2.

Gemeenschappelijke verklaring betreffende artikel 19

Overeengekomen wordt dat de bepalingen van artikel 19 niet ten doel hebben, noch tot gevolg mogen hebben dat de in de onderscheiden wetgeving van de partijen vervatte procedures voor onderzoek inzake antidumping en subsidies worden vertraagd, gehinderd of belet.

Gemeenschappelijke verklaring betreffende artikel 30

Onverminderd de in de bijlagen IV en V genoemde voorbehouden en de bepalingen van de artikelen 44 en 47, komen de partijen overeen dat de woorden "overeenkomstig hun wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen" in de leden 1 en 2 van artikel 30 betekenen dat elke partij voorschriften voor de vestiging en werking van vennootschappen op haar grondgebied mag vaststellen, op voorwaarde dat deze voorschriften met betrekking tot de vestiging en werking van vennootschappen van de andere partij niet leiden tot nieuwe voorbehouden die in een behandeling resulteren die minder gunstig is dan die welke wordt toegekend aan hun eigen vennootschappen dan wel aan vennootschappen of filialen of dochterondernemingen van vennootschappen uit een derde land.

Gemeenschappelijke verklaring betreffende artikel 31

Handelsvertegenwoordigingen van binnenvaartondernemingen van een partij op het grondgebied van de andere partij vallen onder de wettelijke regeling die van toepassing is in de Lid-Staten of Oekraïne totdat overeenstemming kan worden bereikt over specifieke, gunstiger bepalingen voor deze handelsvertegenwoordigingen, indien voor deze vertegenwoordigingen geen andere rechtsinstrumenten van toepassing zijn die bindend zijn voor de partijen.

Overeengekomen wordt dat handelsvertegenwoordigingen de vorm dienen aan te nemen van dochterondernemingen of filialen als omschreven in artikel 32.

"Wettelijke regeling die van toepassing is" wordt in het Oekraïens vertaald met "ДИЮЧЕ ЗАКОНДАВСТВО".

Gemeenschappelijke verklaring betreffende het begrip "zeggenschap" in artikel 32, onder b), en artikel 43

1. De partijen bevestigen dat zij het onderling eens zijn dat het bestaan van "zeggenschap" afhangt van de feitelijke omstandigheden van elk geval.

2. Een vennootschap wordt bijvoorbeeld geacht onder "zeggenschap" van een andere vennootschap te staan, en dus een dochteronderneming van de betrokken vennootschap te zijn, indien :

- de andere vennootschap rechtstreeks of middellijk beschikt over een meerderheid van de stemrechten, of
- de andere vennootschap het recht heeft de meerderheid van de leden van het bestuurs-, leidinggevend of toezichhoudend orgaan aan te stellen of af te zetten, en terzelfder tijd aandeelhouder of lid van de dochteronderneming is.

3. Beide partijen verklaren dat de in punt 2 vermelde criteria niet limitatief zijn.

Gemeenschappelijke verklaring betreffende artikel 50

De partijen zijn het erover eens dat voor de toepassing van de Overeenkomst intellectuele, industriële en commerciële eigendom inzonderheid het volgende omvat : auteursrechten, met inbegrip van de auteursrechten op computerprogramma's, en naburige rechten, de rechten voor octrooiën, industriële ontwerpen, geografische aanduidingen, met inbegrip van benamingen van oorsprong, warenmerken en dienstmerken, topografieën van geïntegreerde schakelingen, alsmede bescherming tegen oneerlijke mededinging als bedoeld in artikel 10bis van het Verdrag van Parijs voor de bescherming van industriële eigendom en bescherming van niet-openbaargemaakte informatie over know-how.

De partijen verklaren dat de term "intellectuele, industriële en commerciële eigendom" in het Oekraïens wordt vertaald met "intelektualna vlasnist".

Gemeenschappelijke verklaring betreffende artikel 102

De partijen komen met het oog op de juiste uitlegging en toepassing van de Overeenkomst overeen dat onder de in artikel 102 van de Overeenkomst bedoelde "bijzonder dringende gevallen" wordt verstaan : gevallen van wezenlijke inbreuk op de Overeenkomst door één van de partijen. Wezenlijke inbreuk op de Overeenkomst houdt in :

- a) afwijzing van de Overeenkomst die niet in overeenstemming is met de algemene regels van het volkenrecht,
- of
- b) schending van de essentiële elementen van de Overeenkomst als vermeld in artikel 2.

Acte final	Slotakte
<p>Les plénipotentiaires du Royaume de Belgique, du Royaume de Danemark, de la République fédérale d'Allemagne, de la République hellénique, du Royaume d'Espagne, de la République française, de l'Irlande, de la République italienne, du Grand-Duché de Luxembourg, du Royaume des Pays-Bas, de la République portugaise, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, parties contractantes au traité instituant la Communauté européenne, au traité instituant la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier et au traité instituant la Communauté européenne de l'Energie atomique, ci-après dénommées "Etats membres", et de la Communauté européenne, de la Communauté européenne du Charbon et de l'Acier et de la Communauté européenne de l'Energie atomique, ci-après dénommées "Communauté", d'une part, et les plénipotentiaires de l'Ukraine, d'autre part, réunis à Luxembourg, le 14 juin 1994 pour la signature de l'accord de partenariat et de coopération entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et l'Ukraine d'autre part, ci-après dénommé "accord de partenariat et de coopération", ont adopté le texte suivant :</p> <p>l'accord de partenariat et de coopération et le protocole sur l'assistance mutuelle entre autorités administratives en matière douanière.</p>	<p>De gevolmachtigden van : Het Koninkrijk België, Het Koninkrijk Denemarken, De Bondsrepubliek Duitsland, De Helleense Republiek, Het Koninkrijk Spanje, De Franse Republiek, Ierland, De Italiaanse Republiek, Het Groothertogdom Luxemburg, Het Koninkrijk der Nederlanden, De Portugese Republiek, Het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland, Verdragsluitende Partijen bij het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap, het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap voor Kolen en Staal en het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap voor Atoomenergie, hierna de "Lid-Staten" te noemen, en van de Europese Gemeenschap, de Europese Gemeenschap voor Kolen en Staal en de Europese Gemeenschap voor Atoomenergie, hierna "de Gemeenschap" te noemen, enerzijds, en de gevolmachtigden van de Oekraïne, anderzijds, bijeengekomen te Luxemburg, op veertien juni negentienhonderd vierennegentig, voor de ondertekening van de Partnerschaps- en samenwerkingsovereenkomst, tussen de Europese Gemeenschappen en hun Lid-Staten, enerzijds, en de Republiek Wit-Rusland, anderzijds, hierna "Partnerschaps- en samenwerkingsovereenkomst" te noemen, hebben de volgende teksten aangenomen :</p> <p>De Partnerschaps- en samenwerkingsovereenkomst, met bijlagen, en het volgende Protocol :</p>
<p>Les plénipotentiaires des Etats membres et de la Communauté et les plénipotentiaires de l'Ukraine ont adopté les déclarations communes suivantes, jointes au présent Acte final :</p>	<p>Protocol betreffende wederzijdse bijstand tussen de administratieve autoriteiten in douanezaken.</p> <p>De gevolmachtigden van de Lid-Staten en van de Gemeenschap en de gevolmachtigden van de Oekraïne hebben de volgende gemeenschappelijke verklaringen aangenomen, die aan deze Slotakte zijn gehecht :</p> <p>Gemeenschappelijke verklaring betreffende artikel 18 van de Overeenkomst</p> <p>Gemeenschappelijke verklaring betreffende artikel 19 van de Overeenkomst</p> <p>Gemeenschappelijke verklaring betreffende artikel 30 van de Overeenkomst</p> <p>Gemeenschappelijke verklaring betreffende artikel 31 van de Overeenkomst</p> <p>Gemeenschappelijke verklaring betreffende het begrip "zeggen-schap" in artikel 32, onder b), en artikel 43 van de Overeenkomst</p> <p>Gemeenschappelijke verklaring betreffende artikel 50 van de Overeenkomst</p> <p>Gemeenschappelijke verklaring betreffende artikel 102 van de Overeenkomst</p>
<p>Déclaration commune concernant l'article 18 de l'accord</p> <p>Déclaration commune concernant l'article 19 de l'accord</p> <p>Déclaration commune concernant l'article 30 de l'accord</p> <p>Déclaration commune concernant les articles 31 de l'accord</p> <p>Déclaration commune concernant la notion de "contrôle" figurant à l'article 32, point b) et à l'article 43</p> <p>Déclaration commune concernant l'article 50 de l'accord,</p> <p>Déclaration commune concernant l'article 102 de l'accord,</p>	<p>De gevolmachtigden van de Lid-Staten en van de Gemeenschap en de gevolmachtigden van de Oekraïne hebben tevens kennis genomen van de eenzijdige verklaring van de Franse Regering, die aan deze Slotakte is gehecht :</p> <p>Eenzijdige verklaring van de Franse Regering betreffende de landen en gebieden overzee.</p> <p>De gevolmachtigden van de Lid-Staten en van de Gemeenschap en de gevolmachtigden van de Oekraïne hebben tevens kennis genomen van de volgende briefwisseling, die aan deze Slotakte is gehecht :</p> <p>Briefwisseling tussen de Gemeenschap en de Oekraïne met betrekking tot de vestiging van vennootschappen.</p>
<p>Les plénipotentiaires des Etats membres et de la Communauté et les plénipotentiaires de l'Ukraine ont pris acte de la déclaration unilatérale suivante, jointe au présent Acte final :</p> <p>Déclaration du gouvernement français sur l'application de l'accord aux pays et territoires d'outre-mer associés à la Communauté européenne.</p> <p>Les plénipotentiaires des Etats membres et de la Communauté et les plénipotentiaires de l'Ukraine ont pris acte de l'échange de lettres suivant, joint au présent Acte final :</p> <p>Echange de lettres entre la Communauté et l'Ukraine relatif à l'établissement des sociétés.</p>	<p>Eenzijdige Verklaring van de Franse Regering</p> <p>De Franse Republiek merkt op dat de Partnerschaps- en Samenwerkingsovereenkomst met de Oekraïne niet van toepassing is op de landen en gebieden overzee die uit hoofde van het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap met de Europese Unie zijn geassocieerd.</p>
<p>Déclaration du Gouvernement français</p>	
<p>La République française note que l'accord de partenariat et de coopération avec l'Ukraine ne s'applique pas aux pays et territoires d'outre-mer associés à la Communauté européenne en vertu du traité instituant la Communauté européenne.</p>	

Liste des Etats liés

Etats	Date du dépôt de l'instrument de ratification
Allemagne	6 mai 1997
Belgique	18 juillet 1997
Danemark	14 décembre 1995
Espagne	19 juin 1995
France	26 février 1997
Grèce	10 septembre 1996
Irlande	24 mai 1996
Italie	23 juillet 1997
Luxembourg	17 septembre 1996
Pays-Bas	20 novembre 1996
Portugal	14 juillet 1997
Royaume-Uni	4 juillet 1995
Ukraine	29 décembre 1995.

Cette convention n'est pas encore entrée en vigueur. La date de l'entrée en vigueur sera publiée dans un avis ultérieur.

Lijst met de gebonden Staten

Staten	Datum van de neerlegging van de bekrachtigingsoorkonde
België	18 juli 1997
Denemarken	14 december 1995
Duitsland	6 mei 1997
Frankrijk	26 februari 1997
Griekenland	10 september 1996
Ierland	24 mei 1996
Italië	23 juli 1997
Luxemburg	17 september 1996
Nederland	20 november 1996
Oekraïne	29 december 1995
Portugal	14 juli 1997
Spanje	19 juni 1995
Verenigd Koninkrijk	4 juli 1995.

Deze overeenkomst is nog niet in werking getreden. De datum van inwerkingtreding zal later gepubliceerd worden.

SERVICES DU PREMIER MINISTRE

F. 97 — 2639 (97 — 1746)

[C — 97/21354]

27 JUILLET 1997. — Arrêté royal fixant les échelles de traitement des grades particuliers des Services du Premier Ministre et abrogeant l'arrêté royal du 29 janvier 1985 établissant des barrières à la promotion par avancement de grade ou par accession au niveau supérieur et au changement de grade entre les administrations placées sous l'autorité du Premier Ministre ou au sein de celles-ci.
Erratum

Au *Moniteur belge* n° 160 du 26 août 1997, dans le texte français :

— p. 21715, à l'article 7, § 1^{er}, il y a lieu de lire :

« 1° conseiller de sélection en chef (rang 13)

1.090.894 — 1.766.768
3¹ x 29.385
11² x 53.429
(cl. 24 a. - N 1 - G.B.)

2° conseiller de sélection principal (rang 11)

919.039 — 1.569.957
3¹ x 27.604
11² x 51.646
(cl. 24 a. - N 1 - G.B.)

3° conseiller de sélection (rang 10)

826.981 — 1.284.690
3¹ x 24.933
10² x 38.291
(cl. 24 a. - N 1 - G.B.)

4° Par dérogation à l'article 7, § 1^{er}, 3° du présent arrêté, le conseiller de sélection, qui était en service le 1^{er} juin 1994 conserve l'avantage de l'échelle de traitement spéciale suivante, pour autant qu'elle soit plus avantageuse que l'échelle de traitement visée à l'article 7, § 1^{er}, 3°.

822.868 — 1.473.786
3¹ x 27.604
11² x 51.646
(cl. 24 a. - N 1 - G.B.) ».

DIENSTEN VAN DE EERSTE MINISTER

N. 97 — 2639 (97 — 1746)

[C — 97/21354]

27 JULI 1997. — Koninklijk besluit tot vaststelling van de weddeschalen der bijzondere graden in de Diensten van de Eerste Minister en tot opheffing van het koninklijk besluit van 29 januari 1985 tot oprichting van afsluitingen betreffende de bevordering door verhoging in graad of door overgang naar het hogere niveau en de verandering van graad tussen of binnen de besturen die onder het gezag van de Eerste Minister zijn geplaatst.
Erratum

In het *Belgisch Staatsblad* nr. 160 van 26 augustus 1997, in de Nederlandse tekst :

— p. 21715, in artikel 7, § 1, dient gelezen te worden :

« 1° hoofdselectieadviseur (rang 13)

1.090.894 — 1.766.768
3¹ x 29.385
11² x 53.429
(kl. 24 j. - N 1 - G.B.)

2° e.a. selectieadviseur (rang 11)

919.039 — 1.569.957
3¹ x 27.604
11² x 51.646
(kl. 24 j. - N 1 - G.B.)

3° selectieadviseur (rang 10)

826.981 — 1.284.690
3¹ x 24.933
10² x 38.291
(kl. 24 j. - N 1 - G.B.)

4° In afwijking van artikel 7, § 1, 3° van dit besluit behoudt de selectieadviseur, die in dienst was op 1 juni 1994 het voordeel van de hiernavermelde bijzondere weddeschaal voor zover deze voordeliger uitvalt dan de in artikel 7, § 1, 3° vermelde weddeschaal.

822.868 — 1.473.786
3¹ x 27.604
11² x 51.646
(kl. 24 j. - N 1 - G.B.) ».